

Chambre des Représentants

SESSION 1975-1976

18 FÉVRIER 1976

BUDGET DE L'EDUCATION NATIONALE

— secteur commun
aux régimes français et néerlandais —
pour l'année budgétaire 1976.

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DE L'EDUCATION NATIONALE (1)

PAR MM. BONNEL ET BRIMANT.

SOMMAIRE.

	Pages
1. Enseignement gardien	16
2. Enseignement primaire	18
3. Enseignement spécial	21
4. Enseignement secondaire	23
5. Enseignement normal et technique	26

(I) Composition de la Commission :

Président : M. Henckens.

A. — Membres : MM. Brimant, Coens, Henckens, Lernoux, Monard, Otte, Swaelen, N. — Mme Adriaensens épouse Huybrechts, MM. Burgeon, Hurez, Laridon, Urbain, Van Hoorick, Ylieff. — MM. Bonnel, Albert Claes, Hubaux, Sprockeels. — M. Bila, Mme Mathieu-Mohin. — MM. Kuipers, Vandemeulebroucke.

B. — Suppléants : M. Blanckaert, Mme Demeester-De Meyer, MM. Nothomb, Verroken. — MM. Adriaensens, Degroeve, Mme Pétry épouse Scheys, M. Van Eleweyck. — MM. Danseaux, Soudant. — M. Duviensart. — M. Van Grembergen.

Voir :

4-XIX-C (1975-1976) :

— N° 1 : Budget.

— Nos 2 et 3 : Amendements.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1975-1976

18 FEBRUARI 1976

BEGROTING VAN NATIONALE OPVOEDING

— gemeenschappelijke sector
van de Franstalige en Nederlandstalige regimes —
voor het begrotingsjaar 1976.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE
VOOR DE NATIONALE OPVOEDING (1)

UITGEBRACHT DOOR DE HEREN BONNEL
EN BRIMANT.

INHOUD.

	Blz.
1. Kleuteronderwijs	16
2. Lager onderwijs	18
3. Buitengewoon onderwijs	21
4. Secundair onderwijs	23
5. Normaal en technisch onderwijs	26

(I) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer Henckens.

A. — Leden : de heren Brimant, Coens, Henckens, Lernoux, Monard, Otte, Swaelen, N. — Mevr. Adriaensens echtg. Huybrechts, de heren Burgeon, Hurez, Laridon, Urbain, Van Hoorick, Ylieff. — de heren Bonnel, Albert Claes, Hubaux, Sprockeels. — de heer Bila, Mevr. Mathieu-Mohin. — de heren Kuipers, Vandemeulebroucke.

B. — Plaatsvervangers : de heer Blanckaert, Mevr. Demeester-De Meyer, MM. Nothomb, Verroken. — de heren Adriaensens, Degroeve, Mevr. Pétry echtg. Scheys, de heer Van Eleweyck. — de heren Danseaux, Soudant. — de heer Duviensart. — de heer Van Grembergen.

Zie :

4-XIX-C (1975-1976) :

— N° 1 : Begroting.

— N°s 2 en 3 : Amendementen.

6. Enseignement supérieur	26
7. Personnel	29
8. Recherche scientifique	36
9. Fonds	36
10. Prolongation de l'obligation scolaire et étalement des vacances	38
11. Enseignement de promotion sociale	40
12. Divers	42
13. Votes	47
Annexes	50

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre Commission a discuté les budgets de l'Education nationale pour l'année budgétaire 1976 au cours de sept réunions, qui ont encore été présidées par Mme Craeybeckx-Orij.

Le présent rapport a trait aux trois budgets. Nous avons estimé devoir grouper la discussion en un seul document, d'une part, parce que cette méthode est traditionnelle et, d'autre part, parce qu'il est impossible, dans la pratique, de faire des rapports distincts sur la discussion générale. Seule la discussion des articles a fait l'objet de rapports distincts (voir doc. n° 4-XIX-A-3 et 4-XIX-B-4).

Il y a lieu de noter encore que les critiques constructives émises par tous les membres de la Commission ont permis une discussion particulièrement efficace des trois budgets.

I. — EXPOSE DU MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE

(Secteur néerlandais).

Le Ministre (N) a souligné, en guise d'introduction, qu'il ne saurait en aucun cas être question d'une augmentation du total des dépenses. Le Gouvernement est prêt à prendre en considération tout amendement au budget, à la condition que son auteur soit également disposé à modifier, conjointement avec le Gouvernement, la législation ou la réglementation existantes de manière à pouvoir libérer les ressources permettant d'atteindre le but visé par l'amendement.

Le Ministre a la conviction que la répartition nouvelle des crédits disponibles pourra se solder, sur le plan pédagogique, par un apport des plus positifs et que l'enseignement pourra être amélioré malgré les économies qui doivent incontestablement être le fruit d'une rationalisation.

Le moment n'est pas des plus opportuns pour cette rationalisation : en effet, il y a lieu de tenir compte de l'augmentation des dépenses de personnel, du chômage croissant dans le secteur de l'enseignement et de la régression démographique.

Malgré la diminution du nombre d'élèves dans l'enseignement de base, diminution dont les effets se feront sentir également dans l'enseignement secondaire d'ici quelques années, le Gouvernement est disposé à maintenir pour le futur le même niveau de dépenses en chiffres absolus, sous la réserve que les sommes rendues disponibles par suite de l'évolution démographique devront pouvoir être affectées intégralement à l'amélioration de la qualité de l'enseignement.

6. Hoger onderwijs	26
7. Personeel	29
8. Wetenschappelijk onderzoek	36
9. Fondsen	36
10. Verlenging van de leerplicht en vakantiespreiding	38
11. Onderwijs voor sociale promotie	40
12. Varia	42
13. Stemmingen	47
Bijlagen	50

DAMES EN HEREN,

Uw Commissie besprak tijdens zeven commissievergaderingen, die nog door Mevrouw G. Craeybeckx-Orij werden voorgezeten, de begrotingen van Nationale Opvoeding voor het begrotingsjaar 1976.

Het onderhavige verslag heeft betrekking op de drie begrotingen. Wij hebben gemeend de bespreking in één document te moeten samenbrengen, zulks omdat het in de lijn ligt van de traditie en omdat het bovendien in de praktijk onmogelijk is de algemene bespreking in afzonderlijke verslagen onder te brengen. Alleen voor de artikelsgewijze bespreking werden aparte verslagen opgesteld (zie stukken n° 4-XIX-A-3 en 4-XIX-B-4).

Er zij nog genoteerd dat de opbouwende kritiek waarvan alle Commissieleden blijk hebben gegeven een bijzonder efficiënte bespreking van deze drie begrotingen mogelijk heeft gemaakt.

I. — UITEENZETTING VAN DE MINISTER VAN NATIONALE OPVOEDING

(Nederlandse sector).

Ter inleiding beklemtoont de Minister dat er van een verhoging van het globale uitgavenpakket geen sprake kan zijn. De Regering is bereid elk amendement op de begroting in overweging te nemen, op voorwaarde dat de indiener ervan ook bereid gevonden wordt, om samen met de Regering, de bestaande wetgeving of reglementering dermate te wijzigen, dat de vereiste geldmiddelen vrijkomen om het door het amendement beoogde doel te realiseren.

De Minister is ervan overtuigd dat er, via een herverdeling van de beschikbare kredieten, op pedagogisch vlak een zeer positieve inbreng zal kunnen geleverd worden en dat het onderwijs kan verbeterd worden ongeacht de besparingen die onbetwistbaar door een rationalisatie moeten gebeuren.

Voor deze rationalisatie is het ogenblik niet erg opportuun : er moet rekening gehouden worden met de stijging van de personeelsuitgaven, met de toenemende werkloosheid in de sector van het onderwijs en met de demografische achteruitgang.

Niettegenstaande de vermindering van het aantal leerlingen in het basisonderwijs, vermindering waarvan de gevolgen zich over een paar jaar ook in het secundair onderwijs zullen laten gevoelen, is de Regering bereid voor de toekomst dezelfde uitgaven — in absolute cijfers uitgedrukt — te handhaven met dien verstande dat de bedragen die vrijkomen ingevolge de demografische evolutie, integraal moeten worden aangewend ter verbetering van de kwaliteit van het onderwijs.

Depuis la loi de 1959 sur le Pacte scolaire, et bien souvent depuis plus longtemps en fait, notre pays s'est offert le luxe — et le Ministre en est fier — d'instaurer la gratuité complète de l'enseignement de base et de l'enseignement secondaire. Certains pays démocratiques voisins ne connaissent pas encore ce régime, bien qu'ils soient parfois dirigés depuis de longues années par des gouvernements s'appuyant sur des majorités qualifiées de « progressistes ».

L'école est devenue de plus en plus une institution sociale par ses surveillances pendant les heures de travail des parents, par ses repas scolaires, par ses classes de neige et par son action sans cesse croissante dans le domaine de l'éducation populaire des adultes grâce aux structures scolaires existantes.

Il suffit de penser à cet égard aux associations de parents d'élèves et d'amis de l'école, aux associations culturelles, etc. qui, en regroupant des gens dans et autour d'une école, jouent un rôle nouveau, digne d'éloges.

Malgré tout, il ne peut toutefois être perdu de vue que les écoles ont été et sont encore créées pour éduquer et instruire les enfants et que l'activité réelle de l'école ne peut être détruite par l'existence d'activités parascolaires, en raison de l'absence de relations réelles entre le processus d'éducation de l'enfant et ces activités parascolaires.

On demande toujours davantage à l'Etat.

Le Gouvernement estime dès lors que le moment est venu de procéder à une redistribution des responsabilités, en ce sens que les demandeurs — qu'il s'agisse des parents, des enseignants ou des employeurs des diplômés — portent également la responsabilité des suites des demandes qu'ils formulent.

Le Ministre ne s'oppose nullement à l'idée selon laquelle l'Etat mettrait, en fonction du nombre d'intéressés et du niveau des études, une somme globale à la disposition du groupe qui entend s'occuper d'enseignement et d'éducation dans un contexte donné et laisserait à cette communauté le soin et la responsabilité d'utiliser elle-même ces moyens financiers de la manière la plus adéquate, dans le cadre d'une réglementation d'orientation.

On a souvent estimé, en particulier en ce qui concerne les problèmes pédagogiques, devoir trouver le salut dans la création d'un Conseil national de l'Enseignement. A cet égard se pose le problème du rôle d'un tel conseil. Il est certain, pour tout initié, que la « seule bonne » pédagogie n'existe pas. Personne n'oserait affirmer qu'une méthode d'enseignement donnée offre une solution à tous les problèmes. Si l'on devait étouffer complètement l'initiative pédagogique, il en résulterait, à court terme, un appauvrissement.

D'ailleurs, la liberté pédagogique est garantie par la loi sur le Pacte scolaire à tout pouvoir organisateur distinct, c'est-à-dire à toute commune, à toute administration provinciale ou à toute personne privée qui crée une école. Il y a donc lieu de dénier d'avance à un Conseil national de l'Enseignement le droit d'intervenir de manière impérative dans le domaine des techniques et des méthodes pédagogiques.

Par conséquent, le Conseil ne pourrait intervenir éventuellement que dans le domaine des structures scolaires. En l'occurrence, il est permis de se demander pourquoi ces structures scolaires ne pourraient être mises au point par le

Sedert de schoolpaktwet van 1959, en in feite in zeer veel gevallen reeds vroeger, heeft ons land zich de weelde veroorloofd — en de Minister is er fier op — het basis- en secundair onderwijs volledig kosteloos te maken. Bepaalde democratische buurlanden, kennen nog altijd dit regime niet, en dit niettegenstaande zij soms sinds jaren bestuurd worden door regeringen die steunen op meerderheden die als « progressief » worden betiteld.

De school is meer en meer een sociale instelling geworden met haar toezichtbeurten tijdens de werkuren van de ouders, met haar schoolmaaltijden, haar sneeuwklassen, en met de steeds toenemende actie die zij voert op het stuk van de volksopleiding voor volwassenen, via de bestaande schoolstructuren.

Men denke hierbij aan de ouderverenigingen, de vriendenkringen, de culturele verenigingen, enz. die door het samenbrengen van mensen in en rondom de school, een nieuwe, lovenswaardige rol vervullen.

Bij dit alles mag echter niet uit het oog worden verloren dat scholen nog altijd opgericht werden en worden om kinderen op te voeden en op te leiden en dat door het bestaan van parascolaire activiteiten het werkelijke schoolgebeuren niet mag worden stukgeknepen door het gebrek van duidelijke relatie tussen het opvoedingsproces van het kind en de bijschoolse activiteiten.

En men vraagt steeds maar meer vanwege de Staat.

De Regering meent dan ook dat het ogenblik aangebroken is om de verantwoordelijkheden te herverdelen in die zin dat de eisende partijen — het mogen dan de ouders, de leerkrachten of de werkgevers van de afgestudeerden zijn — ook medeverantwoordelijk zouden worden voor de gevolgen van de eisen die zij stellen.

De Minister is geenszins gekant tegen de idee dat de Staat, aan de groep die zich met onderwijs en opvoeding in een bepaalde context bezig houdt, in functie van het aantal betrokkene en van het niveau van de studiën, een globaal financieel pakket ter beschikking zou stellen en de desbetreffende gemeenschap de zorg en de verantwoordelijkheid zou toespelen, om in het raam van een richtinggevende reglementering, deze financiële middelen op de, naar het oordeel van de betrokkenen zelf, meest aangepaste wijze te gebruiken.

Al vaak heeft men gemeend, inzonderheid voor de pedagogische problematiek, alle heil te vinden in de oprichting van een Nationale Raad voor het Onderwijs. In dit verband rijst de vraag omtrent de rol van dergelijke Raad. Elke ingewijde weet best dat de « enig goede » pedagogiek niet bestaat. Niemand zal durven beweren dat één bepaalde leer-methode een oplossing biedt voor alle problemen. Moest men het pedagogisch initiatief volledig aan banden leggen, dan zou zulks op korte termijn tot een verarming leiden.

Trouwens de pedagogische vrijheid wordt aan elke inrichtende macht afzonderlijk, dus aan elke gemeente, elk provinciebestuur, elke privépersoon die een school inricht, door de schoolpaktwet gegarandeerd. Derhalve moet aan een Nationale Raad voor het Onderwijs bij voorbaat het recht worden onzegd om dwingend op te treden inzake pedagogische technieken en methodes.

In zake schoolstructuren zou de Raad eventueel wel kunnen optreden. De vraag rijst echter waarom deze schoolstructuren niet zouden tot stand worden gebracht via de bevoegde commissies van Kamer en Senaat die dan toch met andere

canal des Commissions de la Chambre et du Sénat, qui sont tout de même amenées à tenir compte d'autres facteurs que des seuls facteurs pédagogiques.

Il ne peut être perdu de vue à cette occasion qu'un Conseil national de l'Enseignement réunirait les représentants des réseaux d'enseignement existants. Jusqu'ici, ou bien ces réseaux ont obtenu ce qu'ils voulaient et n'ont donc guère envie de changer, ou bien ils n'ont pas obtenu ce qu'ils voulaient et aimeraient donc que tout change, mais ils ne disposent pas de la majorité numérique qui leur permettrait de faire triompher leurs vues.

C'est ainsi qu'il pourrait se produire qu'un Conseil national de l'Enseignement formule une recommandation en vue de réduire de moitié les normes de population scolaire dans l'ensemble de l'enseignement. D'un point de vue budgétaire, aucun gouvernement ne pourrait suivre une telle recommandation, même dans la conjoncture économique la plus favorable. En conséquence, un Conseil national de l'Enseignement ne pourrait agir que de manière consultative et devenir un nouveau groupe de freinage ou de pression.

Cela ne signifie nullement que le Ministre s'opposera à la création d'un Conseil national de l'Enseignement. Le Ministre préconise uniquement la plus grande circonspection et une délimitation très précise des compétences, lesquelles ne peuvent mettre un frein aux prérogatives du Parlement et du Gouvernement et ne peuvent donc pas davantage faire miroiter des solutions irréalistes, donc utopiques, dont on sait qu'elles ne seront jamais concrétisées.

Si le Ministre a tenu à dire cela dès l'introduction au présent débat budgétaire, c'est qu'il sait que les membres de la Commission démontreront l'un après l'autre combien les choses vont mal et afin qu'il n'y ait pas d'erreur dans le choix des moyens propres à remédier à certaines situations intolérables, parfois dénoncées à juste titre.

En ce qui concerne plus concrètement la politique en matière d'Education nationale, le Ministre a rappelé les problèmes auxquels, depuis le dernier examen du budget, une solution complète ou partielle a été réservée.

— Le programme des revendications sectorielles a finalement fait l'objet d'un accord avec les syndicats.

En raison de la situation économique difficile, le Gouvernement n'a pu faire droit à certaines revendications assez légitimes. A l'issue des négociations, un large consensus s'est néanmoins dégagé à propos des points réalisables.

— Les enfants âgés de deux ans et demi, qui au printemps dernier avaient été admis, à titre expérimental, à entrer en ligne de compte pour la fixation des normes régissant l'enseignement préscolaire, ont continué à l'être au début de l'année scolaire nouvelle.

En agissant de la sorte, l'on a, d'une part, répondu à une question pédagogique et, d'autre part, remédié au problème aigu des puéricultrices en chômage.

Ainsi, un total de 166 emplois supplémentaires ont pu être créés dans le secteur néerlandais, dont 120 dans l'enseignement libre subventionné, 31 dans l'enseignement officiel subventionné et 15 dans l'enseignement de l'Etat.

— Pour ce qui est de l'enseignement de l'Etat les mesures générales suivantes ont été prises :

L'autonomie des écoles primaires de l'Etat comptant le plus grand nombre possible de directeurs non titulaires de classe a été promulguée, par arrêté royal, au mois de mai.

facteurs dan alleen maar pedagogische factoren, moeten rekening houden.

Daarbij mag men niet vergeten dat in een Nationale Raad voor het Onderwijs de vertegenwoordigers van de bestaande onderwijsnetten zullen zitting hebben. Ofwel hebben deze tot op heden het pleit gewonnen en voelen weinig voor verandering, ofwel hebben zij totnogtoe het pleit verloren en zouden dus graag alles willen veranderen maar beschikken niet over de numerieke meerderheid om hun zienswijze te doen zegevieren.

Aldus zou het kunnen gebeuren dat een Nationale Raad voor het Onderwijs een aanbeveling formuleert om in het gehele onderwijs de leerlingennormen te halveren. Budgettair kan zelfs bij de gunstigste economische conjunctuur, geen enkele Regering zulks aan. Uit wat vooraf gaat blijkt dus dat een Nationale Raad voor het Onderwijs slechts adviserend zou mogen optreden en een nieuwe rem- ofwel drukkingsgroep zou kunnen worden.

Dit betekent geenszins dat de Minister zich zal verzetten tegen de oprichting van een Nationale Raad voor het Onderwijs. De Minister vraagt alleen de grootste bedachtzaamheid en pleit voor een zeer nauwkeurige omlijning van de bevoegdheden die niet remmend mogen zijn voor Parlement en Regering, en dan ook geen aanleiding mogen geven tot het voorspiegelen van niet realistische, dus utopische, oplossingen waarvan men terdege beseft dat zij nooit haalbaar zullen zijn.

De Minister wenst zulks bij de inleiding van dit begrotingsdebat te zeggen omdat hij weet dat bij de bespreking de Commissieleden een na een zullen aantonen hoe slecht het allemaal gaat en opdat men zich niet zou vergissen bij de keuze van de middelen om aan bepaalde, soms terecht, aangeklaagde mistoestanden te verhelpen.

Wat nu meer concreet het beleid inzake Nationale Opvoeding betreft, herinnerde de Minister aan de problemen die, sedert de laatste begrotingsbehandeling, een gehele of gedeeltelijke oplossing kregen :

Inzake het sectoriële eisenprogramma werd uiteindelijk een overeenkomst bereikt met de vakbonden.

Wegens de moeilijke economische toestand kon de Regering sommige vrij gerechtvaardigde eisen niet inwilligen. Bij het einde van de onderhandelingen werd echter een ruim consensus bereikt over wat haalbaar is.

— De twee en halfjarige kinderen die in het voorjaar bij wijze van proef meegerekend mochten worden voor het vaststellen van de normen voor het kleuteronderwijs, werden ook bij het begin van het nieuwe schooljaar verder meegerekend.

Hiermee kwam men gedeeltelijk tegemoet, enerzijds aan een pedagogische vraag en anderzijds aan het schrijnend probleem van de werkloze kleuterleidsters.

Aldus konden in de nederlandstalige sector 166 supplementaire ambten worden opgericht waarvan 120 in het vrij gesubsidieerd onderwijs, 31 in het officieel gesubsidieerd onderwijs en 15 in het Rijksonderwijs.

— In het Rijksonderwijs werden volgende algemene maatregelen getroffen :

De autonomie van de Rijkslagere scholen met zoveel mogelijk schoolhoofden zonder klas, werd in mei bij koninklijk besluit uitgevaardigd.

Le 1^{er} septembre 1975, la première année de l'E. S. R. a été généralisée dans l'enseignement de l'Etat. Le programme en a été légèrement adapté. Ce programme rénové à également été imposé aux établissements existants.

Le 1^{er} septembre 1975 également ont été créés les mail-
lons nécessaires entre l'enseignement primaire et l'enseigne-
ment prolongé, sous la forme de l'école intermédiaire, dotée
de la plus grande autonomie possible (61 nouvelles — 4 fu-
sionnées : solde 57).

— Les classes d'adaptation dans l'enseignement primaire
ont été encadrées et sont actuellement en cours d'évaluation
(926 classes).

— Les premières mesures de rationalisation de l'enseigne-
ment primaire ordinaire ont été prises par le biais de la loi
du 14 juillet 1975 et de l'arrêté royal du 8 octobre 1975.
Dans la partie flamande du pays, 222 écoles trop petites ont
disparu et plus de 400 ont été engagées dans un processus
de fusion.

— En ce qui concerne le ramassage scolaire, il a été pro-
cédé, à Courtrai, à une expérience dans l'enseignement spé-
cial.

Les différents réseaux d'enseignement y ont été intéres-
sés, et le premier essai a donné lieu à des économies de
deux ordres.

D'abord, une économie de quelque 30 % a été réalisée
sur le prix de revient total.

Le gain de temps pour les élèves transportés a été de
32 % en moyenne et est donc très important.

En vue de la création d'un Service national de ramas-
sage scolaire, tel qu'il a été annoncé par la loi du 14 juil-
let 1975, les renseignements nécessaires ont été recueillis
auprès des différentes écoles.

— Quant aux problèmes universitaires, il y a lieu de se
reporter à la discussion qui s'est déroulée dans le cadre de la
Loi-programme.

— Le Gouvernement a assisté deux fois — et pour la
dernière fois le 10 décembre 1975 — aux réunions des Mi-
nistres européens de l'Education. Alors que depuis de
nombreuses années, les discussions ne progressaient pas, on
a abouti actuellement à quelques propositions concrètes en
vue d'une concertation sur l'équivalence des structures et
des diplômes, par le truchement d'une commission de l'édu-
cation à l'échelon de la C. E. E.

— Pour ce qui est des mesures de gestion, il y a lieu de
se référer aux résultats enregistrés au cours de la première
année de fonctionnement des Fonds des constructions sco-
laires de l'Etat et de l'enseignement subventionné. Les crédits
accordés par le Parlement seront épuisés cette année.

— Une autre doléance qui revenait fréquemment jadis
concernait le retard dans le paiement des traitements. Le
nombre de plaintes à ce sujet a régressé de 40 %; par
l'emploi d'ordinateurs plus adéquats, on espère, à brève
échéance, diminuer encore sensiblement le nombre d'erreurs.

— Pour ce qui est des subventions d'études, le Ministre
a fait un rapport circonstancié au Conseil culturel de la
communauté culturelle néerlandaise.

L'information est à présent devenue si efficace qu'à
l'avenir les mesures nécessaires pourront être prises en vue
de payer les bourses en temps utile.

— En ce qui concerne la gestion du département, il con-
vient de souligner la diminution considérable du nombre
des observations de la Cour des comptes et la coopération
étroite qui s'est instaurée entre cet organe de contrôle et le
Parlement.

Enfin, il faut signaler que l'Inspection P. M. S. a été mise
sur pied.

* * *

En ce qui concerne le proche avenir, on n'ignore pas que
le problème épineux de la rationalisation des écoles d'in-
génieurs techniques est près d'être résolu, grâce à une série

Op 1 september 1975 werd het eerste jaar V. S. O. veral-
gemeend in het Rijksonderwijs. Het programma ervan werd
lichtjes aangepast. Dit vernieuwd programma werd ook op-
gelegd aan de bestaande inrichtingen.

Eveneens op 1 september 1975 werden de noodzakelijke
schakels tot stand gebracht tussen het lager en het voortgezet
onderwijs onder de vorm van de zo autonoom mogelijke
middenschool (61 nieuwe — 4 gefusioneerde (saldo 57)).

— De aanpassingsklassen in het lager onderwijs werden
omkaderd en worden thans geëvalueerd (926 klassen).

— Via de wet van 14 juli 1975 en het koninklijk besluit
van 8 oktober 1975, werden de eerste maatregelen tot ratio-
nalisatie van het gewoon lager onderwijs genomen. In het
Vlaamse landsgedeelte verdwenen 222 te kleine scholen en
werden er meer dan 400 bij een fusieproces betrokken.

— Inzake leerlingenvervoer werd een experiment doorge-
voerd te Kortrijk in het buitengewoon onderwijs.

De verschillende onderwijsnetten werden erbij betrokken
en de eerste proef gaf aanleiding tot twee vormen van bespa-
ring.

Vooreerst werd op de totale kostprijs zowat 30 % be-
spaard.

Vooraf belangrijk was de tijdswinst voor de vervoerde leer-
lingen die gemiddeld 32 % bedroeg.

Met het oog op de oprichting van de Nationale Dienst
voor het Leerlingenvervoer, zoals die aangekondigd werd
door de wet van 14 juli 1975, worden de noodzakelijke in-
lichtingen ingewonnen bij de verschillende scholen.

— Wat het universitair probleem betreft, zij verwezen
naar de bespreking die heeft plaats gehad in het kader van
de programmawet.

— De Regering heeft twee keer en laatst op 12 decem-
ber 1975 de vergaderingen bijgewoond van de Europese Mi-
nistres van Onderwijs. Waar men sinds jaren ter plaatse
trappelde, is men thans gekomen tot een paar concrete voor-
stellen voor overleg inzake vergelijkbaarheid van structuren
en diploma's, via een onderwijscommissie op E. E. G. vlak.

— Inzake beheersmaatregelen zij verwezen naar de resul-
taten die tijdens het eerste jaar werden geboekt door de
Gebouwenfondsen voor de rijksscholen en de gesubsidieerde
scholen. De door het Parlement verleende kredieten zullen
dit jaar volledig opgebruikt zijn.

— Een ander vroeger veel voorkomende klacht betrof de
vertraging waarmede de wedden werden uitbetaald. Het aan-
tal klachten terzake is met 40 % verminderd. Via een meer
aangepaste computerapparatuur hoopt men binnenkort het
aantal fouten nog aanzienlijk te verminderen.

— Wat de studietoelagen betreft, heeft de Minister uit-
voerig verslag uitgebracht in de Cultuurraad voor de Ne-
derlandse Cultuurgemeenschap.

De informatie is nu dusdanig efficiënt geworden dat voor
de toekomst de nodige maatregelen zullen kunnen getroffen
worden om de beurzen tijdig uit te betalen.

— Inzake het beheer van het departement kan ook gewe-
zen worden op de aanzienlijke vermindering van het aantal
opmerkingen van het Rekenhof en op de nauwe samen-
werking die stand is gekomen met dit controle-orgaan van
het Parlement.

Tenslotte zij vermeld dat de P. M. S. inspectie tot stand
werd gebracht.

* * *

Wat de nabije toekomst betreft, weet men dat er dank
zij volledig nieuwe amendementen op het wetsontwerp be-
treffende de technisch ingenieurs een oplossing wordt be-

d'amendements entièrement nouveaux au projet de loi relatif aux ingénieurs techniciens.

De nombreux contacts ont été pris au sujet de la possibilité d'une division nouvelle de l'année pédagogique et d'un étalement plus adéquat des vacances.

Dans un autre domaine, des consultations concernant le statut général du personnel enseignant pourront être entamées à bref délai.

Dans ce domaine également, le Gouvernement espère pouvoir respecter les échéances fixées.

Enfin, il convient encore de mettre l'accent sur les initiatives nouvelles qui sont concrétisées dans le présent budget.

C'est ainsi que les échelles barémiques de l'Inspection de l'enseignement subventionné ont été relevées.

Des crédits ont été prévus en vue de couvrir les dépenses résultant de la publication d'une brochure d'information sur les possibilités d'avenir qu'offrent les diverses formations. Cette initiative a pour but d'aider les jeunes dans le choix de leur profession.

La création de l'Inspection de l'enseignement spécial est également prévue pour l'année 1976.

D'autre part, il a été tenu compte de l'incidence financière de la prise en considération des enfants de 2 1/2 ans pour la détermination des normes de l'enseignement maternel, de l'adoption éventuelle du projet de loi sur les ingénieurs industriels, des nouvelles normes en matière de personnel administratif et auxiliaire d'éducation, telles qu'elles sont arrêtées par la loi du 11 juillet 1973.

Enfin, un crédit forfaitaire a également été prévu pour la création d'un Service national de ramassage scolaire.

En conclusion, le Ministre a émis le souhait que, dans son appréciation du budget, la Commission tienne compte des explications qu'il a données. En tout cas chacun doit savoir que les montants qui sont récupérés grâce à des mesures telles que l'application stricte de la réaffectation, n'ont pas entraîné une réduction du budget. L'équilibre a été respecté. En effet, les sommes libérées ont été affectées à des initiatives nouvelles qui ont pour objet d'améliorer la qualité de l'enseignement.

II. — EXPOSE DU MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE (Système français).

Le budget global de l'Education nationale, régime français s'élève à 64 694,8 millions pour 1976 contre 50 321,4 millions en 1974.

L'évolution des différents titres depuis 1972 a été le suivant :

Crédits parlement dépenses courantes :

1972 : 32 936,8 millions	...	...	...	100 %
1973 : 38 436,7 millions	...	...	...	116,7 %
1974 : 48 187,4 millions	...	...	...	146,3 %
1975 : 53 801,3 millions	...	...	...	163,3 %
1976 : 62 386,5 millions	...	...	...	189,4 %

Crédits parlement dépenses de capital :

1972 : 1 158,2 millions	...	...	...	100 %
1973 : 1 372,5 millions	...	...	...	118,5 %
1974 : 1 358,8 millions	...	...	...	117,3 %
1975 : 1 402,2 millions	...	...	...	121,1 %
1976 : 1 159,1 millions	...	...	...	100,1 %

naderd voor het aanslepend probleem van de rationalisatie van de scholen voor technisch ingenieurs.

Over een mogelijke herindeling van het pedagogisch jaar en een meer aangepaste vacatiespreiding werden talrijke contacten opgenomen.

Op een ander vlak zullen de raadplegingen inzake het algemeen statuut van het onderwijzend personeel binnenkort kunnen worden aangevat.

De Regering hoopt ook in deze de gestelde vervaldata te kunnen inachtnemen.

Tenslotte zij nog gewezen op de nieuwe initiatieven die in deze begroting worden geconcretiseerd.

Zo werden de weddeschalen van de Inspectie op het gesubsidieerd onderwijs verhoogd.

Ook werden kredieten uitgetrokken tot dekking van de uitgaven voortvloeiend uit de publicatie van een informatiebrochure over de toekomstmogelijkheden van de verschillende opleidingen. Met dit initiatief wil men de jongeren helpen bij hun beroepskeuze.

Ook wordt de oprichting van de Inspectie van het Buitengewoon Onderwijs in het jaar 1976 in het vooruitzicht gesteld.

Verder werd rekening gehouden met de financiële weerslag van het in aanmerking nemen van de twee en halfjarige, voor het bepalen van de normen voor het kleuteronderwijs, met de eventuele goedkeuring van het ontwerp op de industrieel ingenieurs, met de nieuwe normen voor het opvoedend hulp- en administratief personeel zoals die voorzien waren door de wet van 11 juli 1973.

Ten slotte werd ook een forfaitair krediet uitgetrokken voor de oprichting van een Nationale Dienst voor Leerlingenvervoer.

Tot besluit uit de Minister de wens dat de commissie bij de beoordeling van de begrotingscijfers rekening zal houden met de toelichting die hij heeft verstrekt. In ieder geval moet het voor iedereen duidelijk zijn dat de bedragen die gerecupereerd worden via bepaalde maatregelen zoals een strenge toepassing van de reëffectatie, niet geleid hebben tot een vermindering van de begroting. De balans werd in evenwicht gebracht. De vrijgekomen bedragen werden immers aangewend voor nieuwe initiatieven die de verbetering van de kwaliteit van het onderwijs beogen.

II. — UITEENZETTING VAN DE MINISTER VAN NATIONALE OPVOEDING (Franse sector).

De globale begroting van Nationale Opvoeding, Franse sector, bedraagt voor 1976 64 694,8 miljoen, tegenover 50 321,4 miljoen voor 1974.

Hier volgt de evolutie van de kredieten voor de verschillende titels sedert 1972 :

Door het Parlement toe te wijzen kredieten — lopende uitgaven :

1972 : 32 936,8 miljoen	...	...	...	100 %
1973 : 38 436,7 miljoen	...	...	...	116,7 %
1974 : 48 187,4 miljoen	...	...	...	146,3 %
1975 : 53 801,3 miljoen	...	...	...	163,3 %
1976 : 62 386,5 miljoen	...	...	...	189,4 %

Door het Parlement toe te wijzen kredieten — kapitaal-uitgaven :

1972 : 1 158,2 miljoen	...	...	...	100 %
1973 : 1 372,5 miljoen	...	...	...	118,5 %
1974 : 1 358,8 miljoen	...	...	...	117,3 %
1975 : 1 402,2 miljoen	...	...	...	121,1 %
1976 : 1 159,1 miljoen	...	...	...	100,1 %

Crédits culturels dépenses courantes :

1972 :	520,2 millions	...	100 %
1973 :	633,4 millions	...	121,8 %
1974 :	768,2 millions	...	147,7 %
1975 :	846,4 millions	...	162,7 %
1976 :	1 141,0 millions	...	219,3 %

Crédits culturels dépenses de capital :

1972 :	3,6 millions	...	100 %
1973 :	6,4 millions	...	177,7 %
1974 :	7,0 millions	...	194,4 %
1975 :	6,9 millions	...	191,6 %
1976 :	8,2 millions	...	227,7 %

Le Ministre (F) croit pouvoir se limiter dans cette introduction aux dépenses courantes qui ont augmenté de 89,4 % en 5 ans.

Pour mieux saisir cette évolution globale, il n'est pas sans intérêt de décrire schématiquement la nature des dépenses (voir annexes 1 et 2). Ces tableaux permettent de déterminer que 93,6 % au moins des dépenses sont soumises au taux d'inflation.

La première raison de l'augmentation de ce budget est donc le taux d'inflation qui s'élève à 49,08 % entre les dépenses de 1972 et le budget prévu pour 1976.

La deuxième raison est la revalorisation importante des traitements du personnel enseignant.

Door de Cultuurraad toe te wijzen kredieten — lopende uitgaven :

1972 :	520,2 miljoen	...	100 %
1973 :	633,4 miljoen	...	121,8 %
1974 :	768,2 miljoen	...	147,7 %
1975 :	846,4 miljoen	...	162,7 %
1976 :	1 141,0 miljoen	...	219,3 %

Door de Cultuurraad toe te wijzen kredieten — kapitaal-uitgaven :

1972 :	3,6 miljoen	...	100 %
1973 :	6,4 miljoen	...	177,7 %
1974 :	7,0 miljoen	...	194,4 %
1975 :	6,9 miljoen	...	191,6 %
1976 :	8,2 miljoen	...	227,7 %

De Minister (F) meent dat hij in zijn inleiding slechts dient te handelen over de lopende uitgaven die op 5 jaar tijd met 89,4 % zijn gestegen.

Deze globale evolutie kan best worden nagegaan aan de hand van een schematische voorstelling volgens de aard van de uitgaven (zie bijlagen 1 en 2). Uit die tabellen blijkt dat ten minste 93,6 % van de uitgaven de weerslag ondergaan van de inflatie.

De inflatie is dus de eerste oorzaak van de stijging van die begroting : dit geeft voor de geraamde begroting voor 1976 49,08 % meer dan voor de uitgaven in 1972.

Tweede oorzaak : de belangrijke aanpassing van de wedden van het onderwijzend personeel.

	1 ^{er} avril 1972 1 april 1972	1 ^{er} janvier 1976 1 januari 1976	
<i>Instituteur :</i>			<i>Onderwijzer :</i>
Barème 100 %	174 600/313 800	185 076/335 808	Weddeschaal 100 %.
Pécule de vacances	10 000	18 947	Vakantiegeld.
Programmation sociale	8 605	13 368	Sociale programmatie.
Revenu moyen	262 805	292 757	Gemiddeld inkomen.
<i>Régent :</i>			<i>Regent :</i>
Barème 100 %	200 100/370 200	212 106/392 412	Weddeschaal 100 %.
Pécule de vacances	10 000	19 581	Vakantiegeld.
Programmation sociale	9 628	14 953	Sociale programmatie.
Revenu moyen	304 778	336 793	Gemiddeld inkomen.
<i>Licencié :</i>			<i>Licentiaat :</i>
Barème 100 %	258 000/477 300	273 480/505 938	Weddeschaal 100 %.
Pécule de vacances	10 000	20 907	Vakantiegeld.
Programmation sociale	11 691	18 267	Sociale programmatie.
Revenu moyen	389 341	428 883	Gemiddeld inkomen.

La troisième raison de cette majoration du budget est le nombre d'élèves qui continue à augmenter dans les secteurs les plus coûteux (enseignement moyen supérieur et enseignement supérieur non universitaire) :

Derde oorzaak van die stijging van de begroting : de verdere toename van het aantal leerlingen in de duurste sectoren (hoger middelbaar en hoger niet-universitair onderwijs) :

Enseignement	1971/1972	1972/1973	1973/1974	1974/1975	Onderwijs
<i>Gardien :</i>					<i>Kleuter :</i>
Etat	18 698	18 166	19 799	19 110	Rijk.
Province	273	218	295	241	Provincie.
Commune	89 766	91 207	92 916	92 807	Gemeente.
Libre	66 090	65 109	65 274	66 978	Vrij.
	174 827	174 700	178 284	179 136	
<i>Primaire :</i>					<i>Lager :</i>
Etat	63 927	61 885	63 697	62 518	Rijk.
Province	1 410	1 056	1 106	1 170	Provincie.
Province	185 023	182 053	179 333	181 469	Gemeente.
Libre	153 499	152 804	150 202	149 423	Vrij.
	403 859	397 798	394 338	394 580	
<i>Spécial :</i>					<i>Buitengewoon :</i>
Etat :					Rijk :
ens. préscolaire	573	569	285	356	voorschools.
ens. primaire	5 839	5 663	4 588	4 167	lager.
Province :					Provincie :
ens. préscolaire	77	114	97	152	voorschools.
ens. primaire	794	852	632	931	lager.
Commune :					Gemeente :
ens. préscolaire	238	247	198	145	voorschools.
ens. primaire	8 403	8 038	6 613	5 332	lager.
Libre :					Vrij :
ens. préscolaire	649	681	542	533	voorschools.
ens. primaire	9 616	9 433	8 605	8 035	lager.
	26 189	25 597	21 560	19 651	
<i>Moyen :</i>					<i>Middelbaar :</i>
Etat :					Rijk :
ens. moyen inférieur	70 960	72 892	71 385	68 687	lager middelbaar.
ens. moyen supérieur	25 798	28 348	30 488	32 929	hoger middelbaar.
Province :					Provincie :
ens. moyen inférieur	18 166	19 107	19 210	19 554	lager middelbaar.
ens. moyen supérieur	9 307	10 498	11 292	12 608	hoger middelbaar.
Commune :					Gemeente :
ens. moyen inférieur	28 860	27 475	28 627	27 948	lager middelbaar.
ens. moyen supérieur	10 569	11 744	11 946	12 076	hoger middelbaar.
Libre :					Vrij :
ens. moyen inférieur	94 334	97 069	99 348	100 016	lager middelbaar.
ens. moyen supérieur	43 291	47 785	48 941	50 815	hoger middelbaar.
	301 285	314 918	321 237	324 633	
<i>Supérieur non universitaire :</i>					<i>Niet-universitair hoger :</i>
Etat	5 653	5 775	6 516	7 125	Rijk.
Province	5 232	4 666	4 838	5 772	Provincie.
Commune	3 065	2 996	3 394	3 541	Gemeente.
Libre	12 770	13 157	14 135	13 296	Vrij.
	26 720	26 594	28 883	29 737	
<i>Universitaire :</i>	36 976	40 496	38 094	37 945	<i>Universitair :</i>

Il serait évidemment très significatif de comparer cette évolution du nombre d'élèves avec celle du personnel enseignant administratif et technique.

Een vergelijking van die evolutie van het aantal leerlingen met die van het onderwijzend, administratief en technisch personeel ware vanzelfsprekend zeer leerrijk.

Malgré les nombreuses demandes du Ministre à l'Administration à ce sujet, celle-ci est seulement à même de fournir quelques données incomplètes.

Etat :

Enseignants, personnel administratif des écoles, personnel ouvrier des écoles . 37 511 39 410 40 140

Primaire, subventionné officiel et libre :

Enseignants ... 32 990 33 041 32 383

Subventionné autre que primaire :

Enseignants ... 41 797 43 350 45 356

Total . 112 298 115 801 117 879

L'augmentation du nombre d'enseignants se situe surtout dans l'enseignement moyen (plus que 8 % en deux ans).

L'instauration progressive de l'enseignement rénové est une des causes principales de cette augmentation.

Le Ministre voudrait y ajouter que le glissement d'élèves entre les différents réseaux donne souvent lieu à des mises en disponibilité. Ce problème a été particulièrement suivi par le Gouvernement et un effort considérable a été entrepris pour les limiter le plus possible.

L'évolution des mises en disponibilité s'établit comme suit :

Statistiques disponibles des mises en disponibilité à la fin de juillet (non compris le personnel temporaire).

Ondanks de talrijke verzoeken die de Minister in dit verband aan de Administratie heeft gericht, heeft deze laatste slechts enkele onvolledige inlichtingen kunnen verstrekken :

Rijk :

Leerkrachten, administratief personeel van de scholen, werklidenpersoneel van de scholen . 37 511 39 410 40 140

Lager, gesubsidieerd officieel en vrij :

Leerkrachten . 32 990 33 041 32 383

Gesubsidieerd zonder het lager :

Leerkrachten . 41 797 43 350 45 356

Totaal . 112 298 115 801 117 879

De stijging van het aantal leerkrachten is het grootst in het middelbaar onderwijs (meer dan 8 % op 2 jaar).

Een der voornaamste oorzaken van die stijging is de geleidelijke invoering van het vernieuwd onderwijs.

De Minister wenst daar nog aan toe te voegen dat de aangroei van het aantal leerlingen in het ene net ten nadele van het andere vaak leidt tot terbeschikkingstellingen. De Regering heeft bijzondere aandacht gewijd aan dit vraagstuk; een ernstige inspanning werd gedaan om dit zoveel mogelijk te vermijden.

Evolutie van het aantal terbeschikkingstellingen.

Beschikbare statistiek van de terbeschikkingstellingen eind juli (het tijdelijk personeel niet inbegrepen).

	Libre subventionné — Vrij gesubsidieerd	Officiel subventionné — Officieel gesubsidieerd	
Instituteurs en chef ...	21	75	Hoofdonderwijzers.
Instituteurs primaires ...	98	135	Onderwijzers lager onderwijs.
Institutrices maternelles ...	58	48	Bewaarschoolonderwijzeressen.
	177	258	

Statistiques disponibles des mises en disponibilité au 1^{er} décembre 1975.

Beschikbare statistiek van de terbeschikkingstellingen op 1 december 1975.

	Libre subventionné — Vrij gesubsidieerd	Officiel subventionné — Officieel gesubsidieerd	
Instituteurs en chef ...	?	?	Hoofdonderwijzers.
Instituteurs primaires ...	97	144	Onderwijzers lager onderwijs.
Institutrices maternelles ...	51	54	Bewaarschoolonderwijzeressen.

Enfin, une quatrième raison de l'augmentation du budget est certainement l'application de la loi du 11 juillet 1973 qui nécessite des dépenses supplémentaires importantes.

La répercussion n'est néanmoins pas calculable.

Enseignement supérieur.

La mise au point du projet de loi n° 595/1 et les discussions qui ont eu lieu à propos de certaines modifications à apporter à la législation en matière d'enseignement universitaire ont permis au Ministre d'approfondir sa réflexion sur l'organisation de l'enseignement supérieur de type long, dont la loi du 7 juillet 1970 stipule en son article 2 qu'il est de niveau universitaire.

En réponse à des interpellations à propos des instituts pour traducteurs et interprètes, le Ministre a déjà signalé que la loi du 7 juillet 1970, organique de l'enseignement supérieur, ne contenait aucune disposition donnant au Roi le pouvoir d'organiser l'enseignement supérieur autre que l'enseignement universitaire. C'est la raison pour laquelle le Gouvernement a proposé d'insérer, par le projet n° 595/1, un article 5bis dans la loi du 7 juillet 1970.

Les Ministres envisagent d'organiser cet enseignement à l'instar de l'enseignement universitaire, c'est-à-dire de fixer des taux d'encadrement variables d'après les types d'études, ainsi que des proportions de répartition entre le personnel directeur et enseignant, d'une part, et le personnel scientifique (ou des services d'études) d'autre part, de revoir les allocations (ou subventions) de fonctionnement et de donner aux établissements les organes nécessaires à leur assurer une autonomie aussi large que possible.

Les calculs effectués par l'administration ont montré que :

— dans les instituts supérieurs de sciences économiques, le taux d'encadrement varie de 1/10 à 1/20;

— dans les instituts supérieurs pour traducteurs et interprètes, il est beaucoup plus bas et il descend même jusqu'à 1/3, dans une institution;

— dans le seul institut supérieur existant pour les sciences administratives, il se situe légèrement en-dessous de 1/10;

— le coût moyen d'un étudiant a été, pendant l'année 1974-1975 :

de moins de 55 000 F dans les instituts de sciences économiques;

de moins de 70 000 F dans l'institut des sciences administratives;

de plus de 150 000 F dans les instituts pour traducteurs et interprètes.

Un autre problème devra nécessairement retenir l'attention à cette occasion : c'est celui des étudiants de nationalité étrangère, qui sont également nombreux dans l'enseignement supérieur.

Il faudra aussi que notre pays prenne conscience de ce qu'il ne peut pas laisser ces formes d'enseignement entièrement ouvertes aux étrangers sans aucune limitation.

Pendant l'exercice budgétaire 1976, l'attention du Gouvernement se focalisera sur :

— l'organisation des études d'ingénieur industriel;

Ten slotte is een vierde oorzaak van de stijging van de begroting vast en zeker de toepassing van de wet van 11 juli 1973, die belangrijke bijkomende uitgaven meebrengt.

De weerslag daarvan kan nochtans niet worden berekend.

Hoger onderwijs.

Het uitwerken van het wetsontwerp n° 595/1 en de besprekingen die over bepaalde wijzigingen van de wetgeving betreffende het universitair onderwijs werden gevoerd, hebben de Minister de mogelijkheid geboden het vraagstuk van de organisatie van het hoger onderwijs van het lange type, waarvan de wet van 7 juli 1970, artikel 2, bepaalt dat het van universitair niveau is, verder uit te diepen.

In zijn antwoord op interpellaties aangaande de instituten voor vertalers en tolken heeft de Minister er reeds op gewezen dat de wet van 7 juli 1970 op het hoger onderwijs geen enkele bepaling bevat waarbij aan de Koning de macht wordt verleend om een ander hoger onderwijs dan het universitaire te organiseren. Daarom heeft de Regering via het ontwerp n° 595/1 voorgesteld een artikel 5bis in de wet van 7 juli 1970 in te voegen.

De Ministers zijn van zins die onderwijssector te organiseren naar het voorbeeld van het universitair onderwijs, m.a.w. begeleidingsnormen vast te stellen die verschillen naargelang van het soort studies, alsook de verdelingsverhoudingen tussen het leidinggevend en het onderwijzend personeel enerzijds en het wetenschappelijk personeel (of personeel van de studiediensten) anderzijds, de werkingstoelagen (of subsidies) te herzien en aan de instellingen de nodige organen te geven om ze een zo ruim mogelijke autonomie te verzekeren.

De door het bestuur verrichte berekeningen hebben aangetoond dat :

— in de hogere instituten voor economische wetenschappen de begeleidingsnorm schommelt tussen 1/10 en 1/20;

— in de hogere instituten voor vertalers en tolken die begeleidingsnorm heel wat lager ligt en in één instelling zelfs 1/3 bereikt;

— in het enige bestaande hoger instituut voor bestuurswetenschappen die norm lichtjes beneden 1/10 blijft;

— de gemiddelde kostprijs per student in de loop van het jaar 1974-1975 :

minder dan 55 000 F bedroeg in de instituten voor economische wetenschappen;

minder dan 70 000 F in het instituut voor bestuurswetenschappen;

meer dan 150 000 F in de instituten voor vertalers en tolken.

Een ander probleem zal noodzakelijkerwijs te dier gelegenheid de aandacht opeisen : de studenten van vreemde nationaliteit die eveneens talrijk zijn in het hoger onderwijs.

Ook zou ons land zich ervan bewust moeten worden dat het al die vormen van hoger onderwijs niet volledig, zonder enige beperking, voor vreemdelingen open kan laten staan.

Tijdens het begrotingsjaar 1976 zal de aandacht van de regering worden toegespitst op :

— de organisatie van de studies voor industrieel ingenieur;

— la restructuration des études d'architecte;

— la restructuration au niveau de l'enseignement de type long des quelques formes d'études classées au 3^e degré de l'enseignement technique supérieur et que la loi du 7 juillet 1970 a laissé non classées (institut supérieur des arts du spectacle et des techniques de diffusion, institut des arts de diffusion, institut des hautes études de communication sociale);

— la réforme des études d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, compte tenu de la nouvelle organisation de l'enseignement secondaire, conformément à la loi du 19 juillet 1971.

Enseignement secondaire.

En matière d'enseignement secondaire, un pas décisif a été posé par l'arrêté royal du 31 juillet 1975 qui a sorti l'enseignement secondaire dit rénové de sa période expérimentale depuis 1969-1970, pour le placer dans un régime structurellement fixé.

Cet arrêté fait, il est vrai, une distinction entre l'enseignement de type I (rénové) et l'enseignement de type II (traditionnel), mais il est d'une importance essentielle :

— parce qu'il met sur pied d'égalité l'ensemble de l'enseignement secondaire, à l'exception de l'enseignement professionnel, en ce qui concerne la sanction des études et l'accès à l'université;

— parce qu'il apporte les précisions nécessaires à la réglementation de tout l'enseignement secondaire;

— parce que le parallélisme qu'il crée entre le type I et le type II est significatif d'une évolution vers une structure unique de l'enseignement secondaire;

— parce qu'il crée des possibilités plus larges d'orientation dans le déroulement de la carrière scolaire d'un élève grâce aux conditions d'admission et de passage de classe;

— parce qu'enfin il donne au Conseil de classe la possibilité de porter sur l'élève un jugement prospectif, qui tient donc compte des potentialités de cet élève, plutôt qu'un jugement rétrospectif, axé sur les prestations qu'il a fournies pendant l'année écoulée.

Cet arrêté royal a été le point d'une longue concertation entre les deux cabinets, les deux administrations et les représentants des grands pouvoirs organisateurs, concertation difficile et complexe parce que le dialogue entre les deux grandes communautés linguistiques avait été en fait inexistant depuis la mise en chantier de l'enseignement secondaire rénové.

Cette concertation se poursuit actuellement à propos des principales mesures d'exécution : la fixation des matières principales et des matières secondaires pour l'examen de maturité, la composition et le rôle des jurys de qualification, la dénomination des établissements d'enseignement secondaire, vu que la loi du 19 juillet 1971 qui a posé comme principe l'unité de l'enseignement secondaire, a abrogé les appellations légales jusqu'alors d'athénée, de lycée, d'école moyenne, ..., le classement des cours, etc.

Après mûre réflexion, dans un arrêté ministériel qui sera publié incessamment au *Moniteur belge*, la décision a été prise que tous les établissements de l'Etat adopteraient pro-

— de herstructurering van de studies voor architect;

— de herstructurering van het niveau van het onderwijs van het lange type van enkele vormen van studies die in de derde graad van het hoger technisch onderwijs zijn gerangschikt en die door de wet van 7 juli 1970 niet geklasseerd werden gelaten (Hoger Instituut voor toneelkunst en voor omroeptechnieken, Instituut voor omroepkunst, Instituut voor hogere studies in de sociale communicatie);

— de hervorming van de studies van geaggregeerde van het lager secundair onderwijs, rekening houdend met de nieuwe organisatie van het middelbaar onderwijs overeenkomstig de wet van 19 juli 1971.

Secundair onderwijs.

Op het gebied van het secundair onderwijs werd een beslissende stap gezet met het koninklijk besluit van 31 juli 1975 waardoor een einde kwam aan de experimentele fase die het zgn. vernieuwd secundair onderwijs sedert 1969-1970 had doorgemaakt en dat onderwijs zijn plaats innam in een regime met vaste structuren.

Ofschoon dit besluit een onderscheid maakt tussen het onderwijs van het type I (vernieuwd) en het onderwijs van het type II (traditioneel), is het nochtans van uitzonderlijk belang :

— omdat het alle takken van het secundair onderwijs, het beroepsonderwijs uitgezonderd, op gelijke voet stelt inzake de bekrachtiging van de studies en de toegang tot de universiteit;

— omdat het de nodige bijzonderheden verstrekt inzake de reglementering van het gehele secundair onderwijs;

— omdat het daardoor ingevoerde parallelisme tussen het type I en het type II van betekenis is voor de evolutie naar een eenheidsstructuur van het secundair onderwijs;

— omdat het ruimere oriëntatiemogelijkheden schept tijdens de schoolloopbaan van een leerling dank zij de voorwaarden van toelating tot een klas en van overgang naar een andere;

— omdat het de klasraad ten slotte in staat stelt een prospectief oordeel te vellen over de leerling, waarbij rekening wordt gehouden met de mogelijkheden van die leerling, in plaats van een retrospectief oordeel, steunend op de door de leerling tijdens het schooljaar geleverde prestaties.

Dat koninklijk besluit kwam tot stand na lang overleg tussen de beide kabinetten, de beide administraties en de vertegenwoordigers van de grote inrichtende machten, welk overleg moeilijk en ingewikkeld was omdat de beide grote taalgemeenschappen sedert de aanvang van het vernieuwd secundair onderwijs in feite nooit een dialoog hadden gevoerd.

Die raadpleging wordt thans nog voortgezet inzake de voornaamste uitvoeringsmaatregelen, met name de bepaling van de hoofd- en bijvakken voor het maturiteitsexamen, de samenstelling en de taak van de bekwaamheidsjury's, de benaming van de inrichtingen voor secundair onderwijs, aangezien de wet van 19 juli 1971, waarin het beginsel van de eenheid van het secundair onderwijs wordt gehuldigd, de tot dan toe bestaande wettelijke benamingen, zoals atheneum, lyceum, middelbare school, de rangschikking van de lessen enz. heeft opgeheven.

Na rijp beraad werd in een ministerieel besluit, dat eerlang in het *Belgisch Staatsblad* zal verschijnen, de beslissing genomen dat alle rijksinstellingen allengs en uiterlijk vanaf

gressivement d'année en année la structure de l'enseignement de type I dès la rentrée scolaire 1978-1979, au plus tard.

Le Ministre est convaincu que l'enseignement secondaire dit rénové est fondamentalement plus à même, moyennant certaines adaptations, de rencontrer les objectifs de l'enseignement secondaire, tels qu'ils se dessinent dans notre monde d'aujourd'hui. D'autre part, la dualité des enseignements avait pris en 1975 des formes concurrentielles inacceptables et nuisibles au bon développement de l'ensemble de l'enseignement secondaire de ce pays.

Le Ministre ne dispose pas du pouvoir d'imposer qu'il en soit ainsi dans tous les réseaux d'enseignement et tient à respecter la volonté du législateur de 1971, mais la concertation à laquelle il a déjà fait allusion lui a permis de constater combien grande est la volonté des porte-parole des autres réseaux d'enseignement pour que, dans un avenir aussi proche que possible, l'enseignement secondaire tout entier soit réunifié.

Le Ministre espère que l'exemple de l'enseignement de l'Etat sera un incitant de poids dans l'acceptation par tous d'une réalité : l'enseignement est entré dans une ère de rénovation constante.

L'organisation de l'enseignement fondamental fait actuellement l'objet d'une concertation avec les groupes concernés (pouvoirs organisateurs et parents) et de discussions avec les organisations syndicales.

A ce propos, le Ministre tient à mettre les choses au point : ni son collègue, ni lui-même ne désirent attacher leur nom d'une manière quelconque à une rénovation de l'enseignement fondamental. Personnellement, le Ministre refusera d'introduire, même sous la forme d'expériences, une réforme qui n'aurait pas emporté un consensus fort large et à laquelle n'adhérerait pas la majorité du corps enseignant.

De même, le Ministre refusera de mettre en œuvre des expériences dans des conditions telles qu'il ne pourrait pas raisonnablement en assurer la généralisation en cas d'extension de ces expériences.

Plusieurs faits sont cependant frappants :

— L'organisation du premier degré et l'entrée obligatoire dans l'enseignement primaire de tous les enfants âgés de 5 ans 8 mois à 6 ans 8 mois provoquent 20 % d'échecs à la fin de la 1^{re} année primaire.

De plus, le pourcentage de retardés scolaires atteint quelque 40 % à la fin de l'école primaire.

— Tout retard dans l'enseignement primaire est de nature à conditionner la carrière scolaire des enfants; nombreux sont ceux qu'un échec à l'école primaire conditionne presque inmanquablement vers l'enseignement technique, voire l'enseignement professionnel.

— Une observation attentive des groupes d'enfants tant en 3^e année maternelle qu'en première primaire montre qu'ils contiennent un pourcentage d'enfants qui, moyennant des activités appropriées, seront mis en état d'aborder les premiers apprentissages avec plus de chance de succès ou de mieux assimiler ces premiers apprentissages.

C'est cette fraction des élèves des tranches d'âge 5-7 ou 8 ans que la réforme chercherait à aider davantage.

En outre, et ceci est important, le Gouvernement a fait l'an passé un effort substantiel pour assouplir l'organisation des classes d'adaptation et tous les échos enregistrés permettent de conclure qu'il s'agit là de mesures très appréciées en matière de démocratisation qualitative de notre enseignement fondamental. Cette expérience fait actuellement l'objet d'une évaluation aussi juste que possible.

het nieuwe schooljaar 1978-1979 de onderwijsstructuur van het type I zouden invoeren.

De Minister is ervan overtuigd dat het zogenaamd vernieuwd secundair onderwijs, mits enkele aanpassingen worden aangebracht, wezenlijk bij machte is om tegemoet te komen aan de huidige oogmerken van het secundair onderwijs. De dualiteit van de onderwijsnetten had anderzijds in 1975 concurrentievormen aangenomen die onaanvaardbaar en schadelijk zijn voor een gunstige ontwikkeling van het gehele secundair onderwijs in dit land.

De Minister is niet bevoegd om die hervorming in alle onderwijsnetten verplicht te stellen en hij stelt er prijs op de wil van de wetgever van 1971 te eerbiedigen, wat niet belet dat hij tijdens het overleg waarop reeds gezinspeeld werd, heeft kunnen constateren dat de woordvoerders van de overige onderwijsnetten er alles op zetten om in een zeer nabije toekomst tot een hereniging van het gehele secundaire onderwijs te komen.

De Minister hoopt dat het voorbeeld van het rijksonderwijs een krachtige stimulans zal zijn om de volgende realiteit ingang te doen vinden : het onderwijs is in een tijdperk van voortdurende vernieuwing getreden.

Over de organisatie van het basisonderwijs wordt thans met de betrokken groepen (inrichtende machten en ouders) overleg gepleegd en zijn besprekingen met de verenigingen aan de gang.

In dat verband wil de Minister de zaken rechtzetten : noch zijn collega noch hijzelf wensen hun naam op enige wijze ook aan de vernieuwing van het basisonderwijs te hechten. Persoonlijk zal de Minister weigeren een hervorming, zelfs in de vorm van experimenten, in te voeren waarover geen brede consensus bestaat en waarmee de meerderheid van de leerkrachten niet akkoord zou gaan.

De Minister zal evenzeer weigeren experimenten in te voeren onder zodanige voorwaarden dat hij ze niet redelijk zou kunnen veralgemenen ingeval zij uitgebreid zouden moeten worden.

Verschillende feiten zijn nochtans opvallend :

— De organisatie van de eerste graad en het verplicht schoolgaan in het lager onderwijs voor alle kinderen van 5 jaar en 8 maanden tot 6 jaar en 8 maanden zijn de oorzaak van 20 % mislukkingen bij het einde van het eerste jaar lager onderwijs.

Bovendien bedraagt het aantal achtergeblevenen zowat 40 % bij het einde van het lager onderwijs.

Elk achteropgeraken in het lager onderwijs kan de schoolloopbaan van de kinderen beïnvloeden; velen worden na een mislukking in de lagere school bijna steeds naar het technisch en zelfs naar het beroepsonderwijs gericht.

— Als men groepen kinderen zowel in het derde jaar van de kleuterschool als in het eerste jaar van het lager onderwijs aandachtig observeert, dan constateert men dat een bepaald percentage daarvan na passende activiteiten het eerste leerproces zal kunnen aanvatten met de grootste kans op succes of zich dit eerste leerproces beter eigen zal kunnen maken.

De hervorming heeft tot doel dit gedeelte van de leerlingen van 5-7 of 8 jaar beter te helpen.

Bovendien, en dit is belangrijk, heeft de Regering verleden jaar een aanzienlijke inspanning gedaan om de organisatie van de aanpassingsklassen te versoepelen en, naar vernomen wordt, kan worden besloten dat deze maatregelen op het stuk van de kwalitatieve democratisering van ons basisonderwijs goed zijn onthaald. Dit experiment wordt thans zo juist mogelijk geëvalueerd.

Il existe évidemment d'autres possibilités, notamment celle de l'abaissement des normes. Il convient cependant d'être très réaliste en la matière.

Les premières mesures de rationalisation ont amené le Gouvernement à admettre la norme 20 comme norme de maintien, en cas de groupements d'écoles, alors que la norme organique est restée à 25.

Il faudrait d'abord se fixer comme objectifs :

- de ramener à 25 les normes actuellement fixées à 28 et à 30, de manière à ne pas mettre les écoles d'une certaine importance dans une situation moins favorable;
- de diminuer progressivement la norme de 30 actuellement encore en vigueur dans l'enseignement maternel.

Un progrès serait réalisé en admettant comme première étape que les élèves de la tranche d'âge 5-6 ans soient comptabilisés comme autant d'unités et non plus comptés par la voie d'une moyenne de présences.

Toute autre amélioration non planifiée relève de l'utopie. Le Gouvernement peut en tout cas prendre l'engagement d'utiliser aux fins d'amélioration pédagogique de l'organisation de l'enseignement fondamental toutes les forces qu'une diminution de la population scolaire libérera.

Le Ministre n'a pas adopté la décision prise par son collègue du secteur néerlandais à propos de l'autonomie de toutes les sections préparatoires, car il n'est pas certain que là où ces sections préparatoires sont en situation concurrentielle avec un enseignement communal bien installé, une telle mesure ne serait pas de nature à préjudicier l'enseignement de l'Etat.

La loi du 14 juillet 1975 a permis la mise en place d'une première phase de rationalisation de l'enseignement primaire.

Les résultats de l'application de ces premières mesures sont maintenant connus :

70 écoles ont été supprimées, parce qu'elles ne groupaient pas 8 élèves; 66 écoles parce qu'elles n'atteignaient pas 15 élèves et 39 parce qu'elles n'atteignaient pas 30 élèves, tandis que 22 autres l'ont été pour des raisons diverses, soit au total 197 écoles supprimées. 244 auraient dû être supprimées, mais ont pu être maintenues grâce à des groupements (fusions ou reprises), tandis que 350 que la rationalisation ne touchaient pas ont préféré fusionner. Au total donc, on peut affirmer que les premières mesures ont provoqué une restructuration non négligeable.

Dans la mesure où un accord en matière de programmation au sein de la Commission du pacte scolaire, pourra être réalisé, les différents fonds des bâtiments pourront être entièrement débloqués pour l'enseignement primaire et maternel.

Enseignement spécial.

Le Ministre regrette de ne pouvoir présenter un bilan réellement positif en matière d'enseignement spécial. Une seule mesure concrète a été prise avec l'accord de la Commission du pacte scolaire : l'adaptation des subventions de fonctionnement. Cette mesure ne doit certes pas être minimisée, mais elle reste en-deçà de ce qu'il y aurait lieu de faire pour fixer l'organisation des différents types d'enseignement spécial, les fonctions nécessaires au bon fonction-

Het spreekt vanzelf dat er andere mogelijkheden bestaan, o.m. de verlaging van de normen. Nochtans dient men op dat gebied zeer realistisch te zijn.

De eerste rationalisatiemaatregelen hebben de Regering ertoe aangespoord norm 20 als handhavingsnorm te beschouwen in geval van hergroepering van scholen terwijl de organieke norm op 25 bleef vastgesteld.

Eerst dient men zich als doel te stellen :

- de thans op 28 en 30 vastgestelde normen tot 25 terug te brengen zodat de nogal belangrijke scholen niet in een minder gunstige toestand geplaatst worden;
- de thans nog in het kleuteronderwijs in voege zijnde norm 30 geleidelijk te verlagen.

Er zal vooruitgang geboekt worden als de kinderen van 5-6 jaar in een eerste fase als eenheden en niet meer op basis van een gemiddelde aanwezigheid worden geteld.

Elke andere niet geplande verbetering is utopisch. In elk geval kan de Regering de verbintenis aangaan al de krachten die ingevolge een vermindering van de schoolbevolking vrijkomen te zullen aanwenden voor de pedagogische verbetering van de organisatie van het basisonderwijs.

De Minister heeft de door zijn collega van de Nederlandstalige sector genomen beslissing in verband met de autonomie van alle voorbereidende afdelingen niet nagevolgd, want hij is er niet zeker van dat deze maatregel het rijksonderwijs niet zou benadelen op de plaatsen waar deze voorbereidende afdelingen met een gevestigd gemeentelijk onderwijs concurreren.

Krachtens de wet van 14 juli 1975 is het mogelijk geweest met de eerste fase van de rationalisatie van het lager onderwijs aan te vangen.

De resultaten van de toepassing van deze eerste maatregelen zijn thans bekend :

70 scholen zijn afgeschaft omdat zij geen 8 leerlingen telden; 66 scholen omdat zij geen 15 leerlingen en 39 omdat zij geen 30 leerlingen telden, terwijl 22 andere scholen om verscheidene redenen zijn afgeschaft. Dus zijn in het geheel 197 scholen afgeschaft. 244 hadden afgeschaft moeten worden, maar konden gehandhaafd worden dank zij hergroeperingen (samenvoeging of overname), terwijl 350 scholen die door de rationalisatiemaatregelen niet werden getroffen toch de voorkeur aan een samenvoeging hebben gegeven. Dus kan gezegd worden dat de eerste maatregelen in het geheel een niet onaanzienlijke restructuratie teweeg hebben gebracht.

In de mate dat een akkoord op het stuk van programmering in de schoot van de Schoolpactcommissie zou kunnen worden bereikt, zullen de verschillende gebouwenfondsen voor het lager en het kleuteronderwijs geheel gedeblokkeerd kunnen worden.

Buitengewoon onderwijs.

De Minister betreurt dat hij geen werkelijk bevredigende balans kan voorleggen inzake buitengewoon onderwijs. Een enkele concrete maatregel werd genomen met instemming van de Schoolpactcommissie : de aanpassing van de werkingstoelagen. De draagwijdte van die maatregel moet weliswaar niet onderschat worden, maar daarmee is natuurlijk niet alles verwezenlijkt wat zou moeten gedaan worden tot vastlegging van de verschillende soorten buitengewoon

nement de ces différents types ainsi que les normes pour la création de ces différentes fonctions.

Une concertation est actuellement en cours en vue de remanier l'arrêté royal du 22 juillet 1972 fixant les divers types, car cet arrêté est vraiment la base de tout l'édifice. De même, les mesures d'organisation de l'enseignement spécial gardien, primaire et secondaire font actuellement l'objet de discussions entre les deux cabinets ministériels, sur base des avis donnés par les Conseils supérieurs. L'intention du Ministre est de mettre ces mesures en place pour la rentrée scolaire 1976-1977.

Enseignement de promotion sociale.

Quant à l'enseignement de promotion sociale, il y a lieu d'espérer qu'une certaine rationalisation interviendra qui permettra en septembre prochain l'organisation de modules de formations courtes, qui peuvent vraiment répondre à des besoins locaux.

En ce qui concerne les centres psycho-médico-sociaux, leur inspection vient d'être mise en place et un projet d'arrêté modifiant assez fondamentalement leur mission et les conditions de son exercice a été mis au point.

Le Ministre estime qu'il n'est pas dépourvu d'intérêt de signaler en outre :

1) la mise en place des deux fonds des bâtiments scolaires, ceux de l'Etat, d'une part, ceux des provinces et des communes, d'autre part. Ces deux fonds, dont la mise au travail après leur séparation définitive des services des travaux publics, a présenté quelques difficultés, sont maintenant complètement opérationnels et les premiers résultats enregistrés de leur action autonome sont très encourageants;

2) la publication à la fin du mois d'août de treize arrêtés royaux réglant le problème des titres jugés suffisants dans l'ensemble de l'enseignement subventionné, tant officiel que libre, de 1958 à 1970 pour l'enseignement supérieur, de 1958 à 1975 pour les autres niveaux d'enseignement;

3) l'effort accompli par l'administration pour apporter une réponse aux quelques 12 000 réclamations que l'opération lancée en mai a fait connaître aux services. Le passé a été apuré et l'examen des dossiers de la présente année scolaire s'effectue normalement. Les premières mesures de déconcentration administrative ont été fort bien accueillies; elles ont permis aux pouvoirs organisateurs et aux membres du personnel de recevoir des informations directes et rapides;

4) l'accord intervenu le 28 novembre entre le Gouvernement et les organisations syndicales (secteur enseignement) au terme de négociations extrêmement longues et ardues, entrecoupées de grèves.

Le Ministre déclare avoir déjà ouvert quelques perspectives à propos de l'action que le Gouvernement entend mener en 1976.

Son collègue a insisté sur l'importance d'une rationalisation de l'ensemble de l'enseignement. C'est cette rationalisation d'abord et avant tout qui doit libérer une partie des crédits nécessaires à l'amélioration des conditions pédagogiques de l'enseignement; on peut songer à la rationalisation du réseau si dense d'écoles d'enseignement secondaire et d'enseignement supérieur. Dans le secteur de l'enseignement spécial, la rationalisation constitue aussi le point de

enseignement, de fonctions qui sont nécessaires pour les différents types de formations, ainsi que les normes pour la création de ces différentes fonctions.

Er wordt thans overleg gepleegd in verband met de wijzigingen aan te brengen in het koninklijk besluit van 22 juli 1972 tot vaststelling van de verschillende soorten, want dit besluit vormt werkelijk de grondslag van de hele constructie. Voorts worden besprekingen gevoerd tussen de twee ministeriële kabinetten over de maatregelen tot organisatie van het buitengewoon kleuter-, lager en secundair onderwijs, op grond van de door de Hoge Raden verstrekte adviezen. De Minister neemt zich voor die maatregelen in toepassing te brengen tegen het begin van het schooljaar 1976-1977.

Onderwijs voor sociale promotie.

Met betrekking tot het onderwijs voor sociale promotie mag enige rationalisatie worden verwacht, zodat in september e.k. kernen voor opleiding van korte duur kunnen worden georganiseerd die werkelijk aan plaatselijke behoeften kunnen voldoen.

De inspectie van de psycho-medisch-sociale centra werd zopas geïnstalleerd en een ontwerp-besluit werd uitgewerkt waardoor hun taak en de voorwaarden waaronder zij die uitoefenen, vrij grondig worden gewijzigd.

De Minister acht het niet zonder belang nog op de volgende punten te wijzen :

1) de installatie van de twee fondsen voor schoolgebouwen : die van het Rijk enerzijds en die van de provincies en gemeenten anderzijds. Het heeft wel enige moeite gekost om die twee fondsen, na hun definitieve afscheiding van de diensten van Openbare Werken, opnieuw aan het werk te laten gaan. Zij zijn thans volledig klaar om in actie te treden en de eerste resultaten van hun autonome werking zijn zeer bemoedigend;

2) de bekendmaking, eind augustus, van 13 koninklijke besluiten tot regeling van het probleem van de toereikend geachte titels in het gehele gesubsidieerde, zowel vrije als officiële onderwijs, van 1958 tot 1970 voor het hoger onderwijs, en van 1958 tot 1975 voor de andere onderwijsniveaus;

3) de door het Bestuur geleverde inspanning om de 12 000 klachten te beantwoorden waarvan het kennis kreeg ingevolge de in mei j.l. georganiseerde operatie. De achterstand werd bijgewerkt en de dossiers betreffende het aan de gang zijnde schooljaar worden normaal onderzocht. De eerste maatregelen inzake administratieve deconcentratie werden zeer gunstig onthaald; dank zij die maatregelen ontvingen de inrichtende machten en de leden van het personeel rechtstreekse en snelle informatie;

4) het op 28 november j.l. bereikte akkoord tussen de Regering en de vakorganisaties (sector onderwijs) na bijzonder lange en moeizame onderhandelingen, afgewisseld met stakingen.

De Minister heeft reeds enkele grote lijnen geschetst van het voor 1976 voorgenomen regeringsbeleid.

Zijn collega onderstreept het belang van de rationalisatie voor het gehele onderwijs. Het is vooral door en dank zij die rationalisatie dat een gedeelte van de kredieten moet worden vrijgemaakt die nodig zijn voor de verbetering van de pedagogische methoden van ons onderwijs; men denke b.v. aan de rationalisatie van het zeer dichte net scholen voor secundair en hoger onderwijs. Ook in het buitengewoon onderwijs is de rationalisatie de conditio sine qua non

passage obligé pour la programmation, sans laquelle des besoins réellement existants, surtout au niveau secondaire, ne peuvent être rencontrés.

Le Ministre voudrait encore attirer l'attention sur certaines échéances qui doivent normalement tomber en 1976 :

- la mise au point d'un système de titres de capacité uniforme pour les trois grands réseaux d'enseignement;

- l'élaboration du statut du personnel subventionné, aussi semblable que possible à celui du personnel de l'enseignement de l'Etat;

- la mise en état de fonctionner du Service national de transport scolaire;

- la création du Conseil national de l'enseignement pluraliste qui doit pouvoir être opérationnel pour la rentrée scolaire prochaine.

Enfin, le Ministre rappelle que le Conseil des Communautés européennes et les Ministres de l'Education nationale réunis au sein du Conseil se sont réunis à Bruxelles le mercredi 10 décembre 1975 pour fixer un premier programme de coopération dans les domaines prioritaires choisis lors de leur précédente réunion à Luxembourg le 6 juin 1974.

Il convient de remarquer que, depuis la naissance de la C. E. E., c'était seulement la troisième réunion des ministres de l'Education nationale. Ce manque de concertation fut déploré et l'on prit la décision de doter le comité de l'éducation composé de représentants des Etats membres et de la Commission des Communautés européennes, d'un budget destiné notamment à préparer efficacement les réunions de travail des ministres. Celles-ci doivent en effet devenir plus fréquentes puisque ces derniers ont convenu de confronter plus régulièrement leurs politiques d'éducation.

Les principaux points retenus dans la résolution du 10 décembre 1975, comportant un programme d'action en matière d'éducation, sont les suivants : développement d'un enseignement « d'accueil » pour les étrangers, citoyens des pays de la C. E. E. ou non, et leurs enfants; amélioration de la correspondance entre les systèmes éducatifs des neuf pays; rassemblement de la documentation et des statistiques sur l'éducation, coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur; développement de l'enseignement de langues étrangères; recherche d'une « égalité des chances » pour tous les enfants.

C'est sans étonnement que l'on apprendra que le thème qui a retenu le plus l'attention est, dans le contexte économique actuel, la nécessité d'une meilleure adéquation du passage de l'école à la vie professionnelle. Le Comité de l'éducation s'est vu confier à ce propos l'élaboration, avant le 1^{er} juillet 1976, d'un bref rapport sur les mesures pratiques qui, dans le cadre des systèmes d'éducation, pourraient aider à préparer les jeunes à la vie du travail.

Dans le chapitre « égalité des chances », il a en outre été décidé qu'il fallait se préoccuper de la liaison entre l'école maternelle et l'enseignement primaire et d'une diversification de l'enseignement secondaire, seule susceptible de permettre à tous les enfants de s'y épanouir.

Pour les migrants, on a convenu de développer les enseignements facilitant l'insertion sociale et la maîtrise de la langue du pays d'accueil tout en donnant aux enfants la possibilité de parfaire leur langue maternelle. Un échange

van de programmatie, die een noodzakelijke voorwaarde is indien men de reële behoeften, vooral op het niveau van het secundair onderwijs, wil bevredigen.

De Minister wenst voorts de aandacht te vestigen op sommige punten die normaliter in 1976 moeten geregeld worden :

- de uitwerking van een eenvormig systeem inzake bekwaamheidsbewijzen voor de drie grote onderwijsnetten;

- het opstellen van het statuut van het personeel van het gesubsidieerd onderwijs, dat zoveel mogelijk gelijk moet zijn aan het statuut van het personeel van het Rijksonderwijs;

- het organiseren van de Rijksdienst voor leerlingenvervoer zodat deze van wal kan steken;

- het oprichten van de Nationale Raad voor het pluralistisch onderwijs, die in werking moet kunnen treden tegen het begin van het volgende schooljaar.

Ten slotte herinnert de Minister eraan dat de Raad van de Europese Gemeenschappen en de in Raad vergaderde ministers van Nationale Opvoeding op woensdag 10 december 1975 te Brussel zijn bijeengekomen om een eerste samenwerkingsprogramma vast te leggen op de prioritaire gebieden die tijdens de vorige vergadering te Luxemburg op 6 juni 1974 werden gekozen.

Er zij op gewezen dat het slechts de derde vergadering van de ministers van Nationale Opvoeding is sedert de oprichting van de E. E. G. Dit gebrek aan overleg werd algemeen betreurd en er werd beslist een begroting op te stellen voor het comité voor de opvoeding, bestaande uit vertegenwoordigers van de Lid-Staten en de Commissie van de Europese Gemeenschappen. De op die begroting uitgetrokken kredieten moeten dienen om de werkvergaderingen van de ministers degelijk voor te bereiden. Die vergaderingen zullen talrijker worden, aangezien de ministers beslist hebben hun beleid inzake nationale opvoeding op gezette tijden onderling te vergelijken.

De voornaamste punten van de resolutie van 10 december 1975 betreffende een actieprogramma inzake opvoeding zijn : ontwikkeling van een op onthaal gericht onderwijs voor vreemdelingen, ongeacht of zij al dan niet ingezetenen van Lid-Staten van de E. E. G. zijn, en hun kinderen; meer overeenstemming tussen de onderwijsstelsels van de negen Staten; bijeenbrengen van documentatie en statistieken inzake opvoeding, samenwerking op het gebied van het hoger onderwijs; ontwikkeling van het onderwijs van vreemde talen; bevordering van gelijke kansen voor alle kinderen.

Het zal niemand verwonderen dat de aandacht, gelet op de huidige economische toestand, vooral ging naar de noodzaak om de school en het beroepsleven beter op elkaar af te stemmen. In dit verband werd aan het Comité voor de opvoeding opdracht gegeven vóór 1 juli 1976 een beknopt rapport op te stellen betreffende de praktische maatregelen die, in het kader van de opvoedingsstelsels, ertoe kunnen bijdragen de jongeren beter voor te bereiden op het arbeidsleven.

Inzake gelijke kansen voor alle kinderen werd voorts beslist dat meer aandacht moet worden besteed aan de overgang tussen het bewaarschoolonderwijs en het lager onderwijs, alsmede aan de diversificatie van het secundair onderwijs, want alleen op die voorwaarde kunnen alle kinderen er zich ten volle ontplooien.

Met betrekking tot de migranten werd overeengekomen een onderwijs te ontwikkelen waardoor hun inschakeling in de maatschappij en hun beheersing van de taal van het onthaalland worden vergemakkelijkt, doch tevens zal aan

d'informations et d'expériences sur l'organisation des enseignements appropriés est prévu.

Pour améliorer les correspondances entre les systèmes éducatifs et faciliter la mobilité des élèves, des étudiants, des enseignants et des chercheurs entre les neuf pays, il a été décidé de multiplier les rencontres de spécialistes de l'éducation et les échanges d'enseignants.

Enfin, à l'initiative de son collègue et de lui-même, les autres ministres de la Communauté ont admis la nécessité d'examiner dans les meilleurs délais l'harmonisation au niveau des pays membres des conditions d'admission à l'enseignement supérieur, principalement universitaire. Certains pays pratiquent en effet le « *numerus clausus* » et d'autres, dont la Belgique, ne le font pas. Il est grand temps de remédier à cette situation. Les collègues des pays dans lesquels se pratique le *numerus clausus* l'ont d'ailleurs compris.

Bien que d'aucuns les estimeront modestes, les décisions prises à Bruxelles le 10 décembre 1975 vont permettre de franchir une nouvelle étape du long chemin qui reste à parcourir dans l'élaboration d'une Europe de l'éducation.

III. — DISCUSSION GENERALE.

1. — Enseignement gardien.

Un membre a demandé, tant pour l'enseignement ordinaire que spécial, un tableau comparatif des normes de dédoublement applicables à l'enseignement maternel et primaire.

Ce tableau figure à l'annexe I.

Un membre a demandé si des puéricultrices figurent encore sur la liste de réaffectation et combien d'entre elles sont en chômage. Le Ministre n'estime-t-il pas que les puéricultrices réaffectées aussi bien que celles qui sont demandereses d'emploi peuvent être mises au travail, par exemple, dans des classes gardiennes surpeuplées.

Le Ministre (N) a signalé qu'environ 1 800 puéricultrices sont inscrites à l'O. N. E. M. comme demandereses d'emploi et qu'environ 200 autres figurent sur les listes de réaffectation. Le Ministre (N) ne peut pas encore donner de réponse définitive concernant les possibilités d'employer ces puéricultrices dans des classes surpeuplées. Les avantages et inconvénients d'un tel système sont examinés actuellement.

A propos de la guidance pédagogique et didactique, un membre a demandé où en était la réalisation des « Idées sur la rénovation de l'enseignement ».

Le Ministre (N) a répondu que, pour l'enseignement fondamental, l'enquête sur la rénovation de l'enseignement avait été entamée le 1^{er} septembre 1975.

Cette enquête relative à une innovation pédagogique porte sur l'examen d'un point particulier des « Idées sur la rénovation de l'enseignement » : la classe d'apprentissage par le jeu et la maturité scolaire.

Cette innovation limitée a pour objectif général :

- de diminuer le nombre des « redoublants » en première année d'études;
- de doter tous les enfants de possibilités d'avenir maximales.

de kinderen de mogelijkheid worden gegeven de kennis van hun moedertaal te verbeteren. Er is voorzien in de uitwisseling van informatie over en van ervaringen bij de organisatie van het passende onderwijs.

Ter verbetering van de overeenstemming tussen de onderwijsstelsels en ten einde de mobiliteit van de leerlingen, studenten, onderwijskrachten en vorsers tussen de negen landen in de hand te werken werd beslist meer ontmoetingen tussen onderwijsspecialisten en meer uitwisseling van onderwijskrachten te organiseren.

Ten slotte hebben de ministers van de Gemeenschap, op initiatief van de Belgische Ministers van Nationale Opvoeding, erkend dat de harmonisering van de toelatingsvoorwaarden tot het hoger, voornamelijk universitair, onderwijs op het niveau van de Lid-Staten zo spoedig mogelijk moet worden onderzocht. Sommige landen passen immers een « *numerus clausus* » toe en andere, waaronder België, niet. Het is de hoogste tijd dat daar iets wordt aan gedaan. De collega's van de landen waar het « *numerus clausus* » systeem wordt toegepast, hebben het trouwens begrepen.

Sommigen zullen wellicht menen dat de op 10 december 1975 te Brussel genomen beslissingen niet erg veel inhouden, maar toch zijn die beslissingen een nieuwe etappe op de lange weg die nog moet worden afgelegd voordat een Europa van het onderwijs tot stand kan komen.

III. — ALGEMENE BESPREKING.

1. — Kleuteronderwijs.

Een lid vraagt een vergelijkende tabel van de splitsingsnormen inzake het kleuter en het lager onderwijs, en dit zowel wat het gewoon als wat het buitengewoon onderwijs betreft.

Deze tabel is afgedrukt in bijlage 1.

Een lid vraagt of er nog kleuterleidsters op de reëctatielijst staan en hoeveel kleuterleidsters werkloos zijn? Meent de Minister niet dat zowel de gereëctateerde als de werkzoekende kleuterleidsters te werk gesteld kunnen worden bvb. in overbevolkte kleuter klassen.

De Minister (N) deelt mee dat ongeveer 1 800 kleuterleidsters als werkzoekenden bij het R. V. A. zijn ingeschreven en dat een 200 tal andere op de reëctatielijsten staan. Over de mogelijkheden om deze kleuterleidsters te werk te stellen in klassen die zeer bevolkt zijn, kan de Minister (N) nog geen definitief antwoord geven. De voor- en nadelen van een dergelijk systeem worden thans onderzocht.

Met betrekking tot de pedagogisch-didactische begeleiding vraagt een lid hoever de zogenaamde « Ideeën inzake de onderwijsvernieuwing » reeds werden doorgevoerd.

De Minister (N) antwoordt dat inzake het basisonderwijs reeds op 1 september 1975 een onderzoek werd verricht omtrent de onderwijsvernieuwing.

Het onderwijskundig innovatie-onderzoek beoogt het toetsen van één bepaald deelaspect van de « Ideeën over onderwijsvernieuwing » nl. de speelleerklas en de schoolrijpheid.

De algemene finaliteit van de beoogde beperkte innovatie omvat :

- de vermindering van het aantal zittenblijvers in het eerste leerjaar;
- en het geven van maximale kansen aan alle kinderen.

Il ne s'agit cependant pas d'une expérience mais seulement d'une enquête dont feront l'objet les enfants de la troisième année de l'enseignement maternel et de la première année de l'école primaire.

Bien qu'il ne s'agisse pas d'une expérience, l'enquête relative à l'innovation fournira cependant des données objectives, dignes de foi et valables; l'encadrement scientifique des différentes phases de cette enquête est assurée.

Le succès de cette initiative implique que certaines conditions soient remplies.

Anisi, un rendement maximum pour un minimum de frais est-il recherché.

Il a été possible de compter sur le bon vouloir et la collaboration volontaire :

- des écoles participantes et de leur personnel;
- des centres P. M. S. attachés aux écoles;
- de l'inspection chargée de l'encadrement;
- de l'Université de l'Etat de Gand.

Cette enquête a lieu, de préférence, dans les écoles comportant deux classes maternelles de troisième année et deux classes de première année primaire, avec la participation et l'accord des parents.

Sept écoles primaires de l'Etat ont été retenues pour cette enquête : Audenaarde, Sint-Amandsberg, Maldegem, Genk, Overpelt, Tongres et Wellen.

L'enquête a porté sur 797 sujets, dont :

- 341 bambins des classes de 3^e maternelle;
- 456 élèves de 1^{re} année primaire.

L'enquête systématique (groupes de tests composés de quatre épreuves de maturité et de quatre épreuves d'intelligence), l'observation et l'examen médical ont permis d'établir :

— que les enfants des classes maternelles devaient être répartis comme suit :

- 3^e classe maternelle : 66 à 67 %;
- enfants devant être préparés à la première année primaire : 25 à 26 %;
- enfants ayant une maturité suffisante pour la première année primaire : 7 %;

— que les enfants en âge d'école de la première année primaire devaient être répartis comme suit :

- première année primaire : 69 %;
- enfants devant être préparés (immaturés scolaires légers) : 29 %;
- immaturité scolaire totale : 2 %.

Grâce à un programme d'activation spécifique axé sur l'aspect cognitif et psychomoteur du développement et la préparation initiatique aux disciplines de l'école primaire — calcul, lecture, écriture — ainsi que par l'application d'un nouveau plan de travail pour l'école maternelle, il y a lieu d'appliquer une didactique favorisant l'éclosion de la maturité scolaire chez les enfants immaturés scolaires légers de la troisième classe maternelle et de la première année primaire.

Un examen provisoire d'évaluation a eu lieu durant la période du 15 au 19 décembre 1975. Après l'analyse de la situation expérimentale et en fonction des résultats il sera procédé à une répartition nouvelle des sujets. Les parents seront à nouveau consultés au préalable.

Het is echter geen experiment, slechts een onderzoek, toegepast op kinderen van de 3^e kleuterklas en van het eerste leerjaar van de lagere school.

Alhoewel geen experiment zal het innovatie-onderzoek toch objectieve, betrouwbare en geldige gegevens bezorgen; de wetenschappelijke begeleiding van de verschillende fasen ervan is verzekerd.

Voor het welslagen ervan werden enkele voorwaarden vooropgesteld.

Aldus wordt een maximaal rendement met minimale onkosten beoogd.

Men bekwaam totale bereidwilligheid en een vrijwillige medewerking van :

- de deelnemende scholen met medewerkend personeel;
- de aan de scholen verbonden P. M. S.-centra;
- de begeleidende inspectie;
- de Rijksuniversiteit van Gent.

Dit onderzoek gaat door bij voorkeur in scholen waarvan twee derde kleuterklassen en twee eerste leerjaren verbonden zijn en met de medezeggenschap en toezegging der ouders.

Zeven Rijkslagere scholen kwamen voor dit onderzoek in aanmerking : Oudenaarde, Sint-Amandsberg, Maldegem, Genk, Overpelt, Tongeren en Wellen.

Het onderzoek wordt toegepast op 797 proefpersonen waarvan :

- 341 kleuters uit de 3^e kleuterklassen;
- 456 leerlingen uit het 1st leerjaar

Op grond van een systematisch onderzoek (testbatterijen samengesteld uit vier rijpheidspoeven en vier intelligentieproeven), de observatie en het medisch onderzoek werd vastgesteld :

— dat de kinderen van de kleuterklassen als volgt moesten worden ingedeeld :

- derde kleuterklas : 66 à 67 %;
- kleuters bij te werken voor het eerste leerjaar : 25 à 26 %;
- kleuters rijp voor het eerste leerjaar : 7 %.

— dat de leerplichtige kinderen van het eerste leerjaar moesten ingedeeld worden als volgt :

- eerste leerjaar : 69 %;
- bij te werken leerlingen (licht schoolonrijpen) : 29 %;
- volledig schoolonrijpen : 2 %.

Mits een specifiek activeringsprogramma gericht op het cognitieve en het psycho-motorisch aspect van de ontwikkeling en het initiërend voorbereiden van de lagere schoolleerprocessen dit wil zeggen initiatie tot het rekenen, het lezen en het schrijven naast de toepassing van het nieuwe werkplan voor de kleuterschool, moet een schoolrijpheidsbevorderende didactiek worden ingevoerd voor de licht schoolonrijpen van de derde kleuterklas en het eerste leerjaar.

Een tussentijdse evaluatie-onderzoek greep plaats in de periode van 15 december tot en met 19 december 1975. Na analyse van de proefsituatie en naargelang de resultaten, zal daarna tot een nieuwe opsplitsing van de proefpersonen overgegaan worden. Voorafgaandelijk zullen de ouders opnieuw geconsulteerd worden.

L'établissement de programmes spécifiques d'école primaire pour les anciens immaturés scolaires légers de la troisième maternelle et de la première primaire, qui ont actuellement atteint leur maturité scolaire, de même que l'encadrement en première année primaire des 7 % d'élèves de troisième année maternelle ayant une maturité scolaire suffisante seront favorisés. De même, il sera établi un « curriculum » de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire considérés comme un ensemble continu.

En ce qui concerne les implications financières de cette enquête, le Ministre (N) a déclaré que la structure des écoles participantes est telle que l'enquête relative aux innovations en matière d'enseignement peut généralement s'effectuer avec les effectifs normaux.

Une première division de ces élèves sur la base de l'enquête scientifique et des observations effectuées a cependant nécessité, en raison de la surpopulation de certains groupes, la nomination d'enseignants supplémentaires à court terme, en l'occurrence :

— 4 puéricultrices, du 22 octobre au 23 décembre 1975 (deux d'entre elles ont, en outre, assumé les fonctions d'enseignantes en surnombre, à Tongres et à Genk);

— 2 institutrices primaires, du 22 octobre 1975 à la fin de l'année scolaire probablement.

Les prévisions pour l'année scolaire prochaine dépendent du résultat final, qui ne peut être fixé que par évaluation à l'issue de l'ensemble du programme d'activation et de l'établissement des programmes d'école primaire pour les enfants de troisième maternelle et de première primaire ayant atteint leur maturité scolaire, ainsi que pour les 7 % d'enfants de troisième maternelle ayant déjà cette maturité, dont la totalité constituera, à partir de janvier 1976, la population expérimentale de la première année d'étude.

2. Enseignement primaire.

Un membre demande d'abord si le Gouvernement a l'intention d'élaborer un plan de rationalisation à long terme pour l'enseignement primaire.

Le Ministre (F) répond qu'il n'est pas possible de s'atteler à ce problème tant que les matières prioritaires, dont la Commission du Pacte scolaire s'occupe actuellement, n'auront pas été abordées.

D'autre part, il paraît difficile de ne pas associer à cette discussion les problèmes relatifs à l'enseignement gardien, aux normes de population scolaire dans cet enseignement, au mi-temps pédagogique dans l'enseignement primaire, etc.

Un membre s'est enquis des résultats de l'arrêté royal du 8 octobre 1975 relatif à la rationalisation de l'enseignement primaire du régime néerlandais.

Le Ministre (N) a répondu qu'en 1974-1975, sur les 1 221 écoles de l'enseignement officiel subventionné, 123 (10,07 %), c'est-à-dire 165 classes, ont été supprimées.

Pour la même période, sur les 2 298 écoles de l'enseignement libre subventionné, 63 (2,74 %), c'est-à-dire 74 classes, ont été supprimées.

En ce qui concerne les enseignants, 153 emplois (123 instituteurs en chef et 30 titulaires de classe) ont été supprimés dans l'enseignement officiel subventionné, cependant que, pour l'enseignement libre subventionné, 63 instituteurs en chef et 43 titulaires de classe ont été mis en disponibilité. Il y a lieu cependant de préciser qu'un grand nombre d'instituteurs en chef ont été réaffectés en qualité d'instituteurs.

Het uitwerken van typisch lagere-schoolprogramma's voor de vroegere licht schoolonrijpen van de derde kleuterklas en het eerste leerjaar die thans schoolrijp zijn geworden en het volgen en begeleiden van de 7 % schoolrijpe derde jaars-kleuters in het eerste leerjaar, zal in de hand worden gewerkt. Ook zal gezorgd worden voor het vastleggen van een curriculum van de voorschoolse opvoeding en van het lager onderwijs als een continu geheel.

Wat de financiële implicaties van dit onderzoek betreft verklaart de Minister (N) dat de structuur in de participerende scholen zodanig is dat het onderwijskundig innovatie-onderzoek meestal kan doorgaan met de normale personeels-bezetting.

Een eerste opsplitsing van de betrokken leerlingen op grond van wetenschappelijk onderzoek en gedane observaties, maakte het echter noodzakelijk, gezien de overbevolking van sommige groepen volgende bijkomende leerkrachten voor een korte tijdspanne aan te stellen :

4 kleuterleidsters vanaf 22 oktober 1975 tot 23 december 1975; twee daarvan fungeerden daarenboven nog als boventalige leerkrachten namelijk te Tongeren en te Genk;

— 2 lagere onderwijzeressen eveneens vanaf 22 oktober 1975 tot waarschijnlijk einde schooljaar.

De vooruitzichten voor volgend schooljaar hangen af van het uiteindelijk resultaat dat slechts door evaluatie kan bepaald worden na afwerking van het volledig activerings-programma en het uitwerken van de lagere schoolprogramma's voor de thans schoolrijp geworden kinderen van de derde kleuterklas en van het eerste leerjaar en de 7 % reeds schoolrijpe kleuters van de derde kleuterklas, die allen samen vanaf januari 1976 de proefpopulatie van het eerste leerjaar uitmaken.

2. Lager onderwijs.

Een lid vraagt of de Regering voornemens is een rationalisatieplan op lange termijn voor het lager onderwijs op te stellen.

De Minister (F) antwoordt dat het niet mogelijk is dat probleem aan te vatten zolang de prioritaire materies waarmee de Schoolpaktcommissie zich thans bezighoudt, niet behandeld zijn.

Anderzijds lijkt het moeilijk de problemen in verband met het bewaarschoolonderwijs, de schoolbevolkingsnormen in dat onderwijs, de pedagogische halftijdse betrekking in het lager onderwijs enz. niet bij die bespreking te betrekken.

Een lid vraagt uitleg omtrent de resultaten van het koninklijk besluit van 8 oktober 1975 betreffende de rationalisatie van het lager onderwijs van het nederlandse regime.

De Minister (N) antwoordt dat er in 1974-1975 in het gesubsidieerd officieel onderwijs op de 1 221 scholen 123 werden afgeschaft (10,07 %) of 165 klassen. In het gesubsidieerd vrij onderwijs zijn er tijdens dezelfde periode op de 2 298 scholen 63 afgeschaft (2,74 %) of 74 klassen.

Wat de leerkrachten betreft werden er in het gesubsidieerd officieel onderwijs 153 plaatsen afgeschaft (123 hoofdonderwijzers en 30 klastitularissen), terwijl in het gesubsidieerd vrij onderwijs 63 plaatsen van hoofdonderwijzers en 43 klastitularissen werden ter beschikking gesteld. Er zij nochtans vermeld dat een groot aantal hoofdonderwijzers gereffecteerd werden als onderwijzers.

En ce qui concerne les écoles touchées par les fusions, le Ministre a déclaré que, pour l'enseignement libre subventionné, le nombre de ces écoles a été presque complètement maintenu à titre de lieu d'implantation, c'est-à-dire que les écoles touchées par les fusions subsistent toutes comme lieu d'implantation.

Pour l'enseignement officiel subventionné, la situation est différente : en l'occurrence, la différence entre le nombre d'école touchées par les fusions et celles qui subsistent en tant que lieu d'implantation est beaucoup plus grande.

La proportion et le nombre exacts seront communiqués dans les plus brefs délais.

Il est impossible d'indiquer immédiatement le nombre d'écoles officielles subventionnées, absorbées par des écoles libres subventionnées. Ce nombre sera également communiqué dans les plus brefs délais.

Un membre demande des précisions au sujet de la rationalisation de l'enseignement primaire francophone et germanophone.

Le Ministre (F) répond que la loi de rationalisation du 14 juillet 1975 a permis de supprimer 439 écoles non viables. Elle a, en outre, eu comme conséquence de provoquer la fusion de 364 écoles primaires francophones et germanophones. Il renvoie, pour de plus amples détails aux tableaux prévus à l'annexe 2 du présent rapport.

Dans l'enseignement primaire gardien communal, le remplacement d'un agent malade ne peut être envisagé que si l'absence est de 6 jours au moins. Un membre dit avoir, à plusieurs reprises, justifié la réduction de ce délai à 5 jours, notamment en raison de la semaine de 5 jours. Il demande au Ministre où en est cette affaire.

Le Ministre (F) précise que l'administration de l'enseignement primaire ayant donné un avis favorable, l'étude du programme est poursuivie.

Un membre demande des précisions en ce qui concerne la situation de l'enseignement primaire rénové et au sujet de la rénovation de l'enseignement de base.

Le Ministre (N) a rappelé que, par une note en date du 17 juin 1975, le projet d'enseignement primaire rénové a été prolongé pour la durée d'un an (année scolaire 1975-1976). Le groupe de guidance se compose de dix membres, qui sont soit des détachés du personnel administratif et enseignant des établissements officiels et subventionnés, soit des personnes désignées par contrat de travail. La possibilité de désigner comme secrétaire un membre du personnel enseignant qui figure sur les listes de réaffectation et habite dans l'agglomération bruxelloise a été prévue.

Une incidence financière est prévue en ce qui concerne le groupe, dit « justificatif ».

Il n'est cependant pas exclu d'honorer l'octroi d'aides. Toutefois, chaque cas doit être examiné séparément. Le financement se ferait dans le cadre du crédit général prévu pour la formation et le recyclage des enseignants.

Les écoles, dites « rénovées », bénéficient des normes favorables prévues par la circulaire ministérielle du 14 août 1975, relative à la création ou au maintien de classes d'adaptation (180 élèves pour une classe de transition, 410 élèves pour 2 classes d'adaptation).

En ce qui concerne les aspects partiels expérimentaux de l'enseignement primaire rénové, le groupe justificatif a proposé d'exempter de la charge de classes ou d'enfants, pendant un certain nombre d'heures, le chef d'école et le personnel enseignant des écoles rénovées.

Cette proposition n'a pas été suivie.

Les rapports d'évaluation relatifs à cette expérience, qui devaient ou doivent être transmis au Ministre pour les 15 dé-

Wat de bij de fusies betrokken scholen betreft, verklaart de Minister dat in het gesubsidieerd vrij onderwijs het aantal bij de fusies betrokken scholen bijna volledig in stand wordt gehouden als vestigingsplaats m.a.w. de bij de fusies betrokken scholen zijn alle blijven voortbestaan als vestigingsplaats.

Voor het gesubsidieerd officieel onderwijs ziet de toestand er anders uit. Hier is het verschil tussen het aantal bij de fusies betrokken scholen en die welke als vestigingsplaats zijn blijven voortbestaan veel groter.

De juiste verhouding en het aantal zullen zo spoedig mogelijk worden medegedeeld.

Het aantal gesubsidieerde officiële scholen die door gesubsidieerde vrije scholen werd opgeslorpt kan niet onmiddellijk worden gegeven. Het zal eveneens zo spoedig mogelijk worden medegedeeld.

Een lid vraagt nadere inlichtingen over de rationalisatie van het Franstalig en het Duitstalig lager onderwijs.

De Minister (F) antwoordt dat door de rationaliseringswet van 14 juli 1975 439 niet-leefbare scholen konden worden afgeschaft. Op grond van die wet konden ook 364 Franstalige en Duitstalige lagere scholen worden samengevoegd. Voor verdere inlichtingen verwijst hij naar de tabellen in bijlage 2 van dit verslag.

In het gemeentelijk bewaarschoolonderwijs mag een ziek personeelslid slechts worden vervangen na een afwezigheid van minstens zes dagen. Een lid betoogt dat hij herhaaldelijk een vermindering van die termijn tot vijf dagen, inzonderheid ingevolge de vijfdaagse week, heeft verantwoord. Hij vraagt de Minister hoe het daarmee staat.

De Minister (F) preciseert dat het bestuur van het lager onderwijs een gunstig advies heeft verstrekt en dat het vraagstuk verder wordt onderzocht.

Een lid vraagt uitleg i.v.m. de toestand van het vernieuwd lager onderwijs en de vernieuwing van het basisonderwijs.

De Minister (N) wijst erop dat bij nota dd. 17 juni 1975, het V. L. O.-project verlengd werd voor de duur van één jaar (schooljaar 1975-1976). Het begeleidingsteam bestaat uit tien leden, die ofwel gedetacheerde leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel van Rijks- of gesubsidieerde inrichtingen zijn, ofwel personen aangesteld bij arbeidsovereenkomst. Er werd voorzien in de mogelijkheid om een lid van het onderwijzend personeel, dat voorkomt op de reëffectatielijsten en de Brusselse agglomeratie bewoont, in te schakelen als secretaris.

Voor de zogenoemde verantwoordingsgroep is een financiële weerslag voorzien.

Het honoreren van steunverleningen wordt evenwel niet uitgesloten. Elk geval dient echter afzonderlijk te worden onderzocht. De financiering zou geschieden in het raam van het algemeen krediet dat ingetrokken is voor de opleiding en de bijscholing van leerkrachten.

De zogenoemde « vernieuwingsscholen » genieten de gunstige normen, voorzien in de ministeriële circulaire van 14 augustus 1975, betreffende het oprichten of het behoud van aanpassingsklassen (180 leerlingen voor 1 aanpassingsklas, 410 leerlingen voor 2 aanpassingsklassen).

In verband met de te experimenteren deelaspecten van het V. L. O. werden door de verantwoordingsgroep voorstellen gedaan om het schoolhoofd en het onderwijzend personeel van de vernieuwingsscholen gedurende een zeker aantal uren respectievelijk klas- of kindvrij te maken.

Op deze voorstellen is niet ingegaan.

De evaluatierapporten over dit experiment die aan de Minister dienden of dienen overgemaakt te worden op 15 de-

cembre 1975, 15 mars 1976 et 1^{er} juin 1976, contribueront à déterminer le déroulement ultérieur éventuel de l'expérience.

Un membre souligne l'état lamentable dans lequel se trouvent les locaux de la section préparatoire de l'école moyenne de l'Etat à Binche. Il estime scandaleux de mettre en l'occurrence la sécurité de ces écoliers en péril et plaide pour qu'en général le lourd carcan administratif soit allégé lorsqu'il s'agit d'opérer de toute urgence des travaux de réfection indispensables à l'hygiène et la sécurité des enfants.

Le Ministre (F) répond qu'il se fera informer de la situation particulière de cette école par son administration et qu'il ne manquera pas de prendre, le cas échéant, les mesures appropriées. Il tiendra le membre directement au courant de l'évolution de cette affaire.

Un membre demande ce que le Ministre entend par les « meilleures conditions » de réforme de l'enseignement fondamental.

Le Ministre (F) répond que son exposé à propos de l'éventuelle réforme de l'enseignement fondamental montre à suffisance combien il estime que l'adhésion des communautés éducatives au projet de restructuration des écoles fondamentales est important.

Il considère cette adhésion des différents groupes concernés comme l'élément essentiel des « meilleures conditions » de réforme.

Un membre aimerait connaître les statistiques des échecs subis par les élèves de l'enseignement fondamental au cours des 20 dernières années.

Le Ministre (F) fait remarquer qu'il lui semble presque impossible de répondre à cette question. Il demandera toutefois à son service de statistiques ce qui peut être fourni en l'occurrence et ne manquera pas d'en informer directement le membre intéressé.

Un membre souhaite savoir si le Ministre est toujours d'avis, qu'après la réforme de l'enseignement secondaire, il sera également nécessaire de revoir profondément l'enseignement fondamental.

Le Ministre (F) rappelle qu'il a précisé dans son exposé introductif les conditions de réalisation d'une expérience. Il se peut que celle-ci débute en septembre 1976. Cela dépendra de l'évolution de la concertation requise par la loi (avec les pouvoirs organisateurs) et des négociations avec les organisations syndicales. Les unes et les autres sont en cours.

Un membre doute de l'utilité des centres P. M. S. dans leur forme actuelle. Il aimerait savoir quelle est la véritable mission de ceux-ci.

Le Ministre (F) précise que la mission des centres P. M. S. a été définie par l'arrêté de 1962. Celle-ci est limitée dans l'enseignement fondamental, à la sixième année primaire et aux élèves de l'enseignement gardien et primaire qui n'ont pas les dispositions requises pour suivre l'enseignement avec fruit. La mission en matière de guidance et d'orientation doit s'étendre davantage à l'enseignement fondamental de manière à offrir aux élèves de cet enseignement une aide continue en vue de favoriser leur développement sous tous ses aspects.

Il s'agit donc d'un déplacement du centre d'intérêt compensé, en partie, par l'abandon de certains tests dont l'utilité est contestée au niveau secondaire.

En ce qui concerne les subventions octroyées aux écoles officielles subventionnées du secteur néerlandais pour couvrir leurs frais de fonctionnement, un membre a constaté que le crédit prévu à l'article 43.02 accuse une hausse de 35,1 millions, tandis que le crédit prévu à l'article 43.03 est en baisse. Cela paraît illogique. En effet, ces deux crédits devraient diminuer en raison de la régression de la population scolaire.

cembre 1975, 15 maart en 1 juni 1976 zullen mede het eventueel verder verloop van het experiment bepalen.

Een lid vestigt de aandacht op de deerniswekkende toestand waarin de lokalen van de voorbereidende afdeling van de Rijksmiddelbare school te Binche zich bevinden. Hij vindt het schandalig dat de veiligheid van die scholieren op het spel wordt gezet en hij vraagt dat de administratieve procedure in 't algemeen wordt versoepeld wanneer het gaat om spoedeisende verbouwingswerken die voor de gezondheid en de veiligheid van de kinderen onontbeerlijk zijn.

De Minister (F) antwoordt dat hij zich door zijn bestuur zal laten inlichten over de bijzondere toestand van die school en dat hij desgevallend passende maatregelen zal treffen. Hij zal het lid rechtstreeks op de hoogte houden van het verloop van die zaak.

Een lid vraagt wat de Minister verstaat onder de « beste voorwaarden » voor de hervorming van het basisonderwijs.

De Minister (F) antwoordt dat uit zijn uiteenzetting in verband met de eventuele hervorming van het basisonderwijs ten overvloede blijkt hoe belangrijk, naar zijn mening, de instemming is van de educatieve gemeenschappen met het ontwerp tot herstructurering van het basisonderwijs.

Die instemming van de verschillende betrokken groepen is voor hem de essentiële factor van de « beste voorwaarden » voor de hervorming.

Een lid vraagt naar statistieken van de mislukkingen van de leerlingen van het basisonderwijs tijdens de jongste 20 jaar.

De Minister (F) wijst erop dat het hem bijna ondenkbaar lijkt een antwoord op die vraag te verstrekken. Hij zal nochtans aan zijn statistische dienst vragen wat terzake gedaan kan worden en zulks rechtstreeks aan het betrokken lid meedelen.

Een lid vraagt of de Minister nog steeds van oordeel is dat, na het secundair onderwijs, ook het basisonderwijs grondig moet worden hervormd.

De Minister (F) herinnert eraan dat hij in zijn inleidende uiteenzetting de voorwaarden heeft bepaald waarin een experiment kan worden ondernomen. Misschien kan daar in september 1976 mee gestart worden. Zulks zal afhangen van de ontwikkeling van het door de wet voorgeschreven overleg (met de inrichtende machten) en van de onderhandelingen met de vakbondsorganisaties. Die beide vormen van overleg zijn thans aan de gang.

Een lid twijfelt aan het nut van de P. M. S.-centra in de huidige vorm. Hij wenst de juiste opdracht van die centra te kennen.

De Minister (F) wijst erop dat de opdracht van de P. M. S.-centra door het besluit van 1962 werd vastgesteld. Die opdracht beperkt zich, in het basisonderwijs, tot het zesde leerjaar en tot de leerlingen van het bewaarschool- en lager onderwijs die niet de vereiste bekwaamheid hebben om het onderwijs met vrucht te volgen. Hun opdracht als begeleider en richtinggevende instelling moet verder uitgebreid worden in het basisonderwijs ten einde de leerlingen van dat onderwijs ononderbroken te helpen om alle aspecten van hun ontplooiing te bevorderen.

Derhalve wordt het object van de belangstelling verlengd en dit wordt gedeeltelijk gecompenseerd door het achterwege laten van bepaalde tests waarvan het nut op het niveau van het secundair onderwijs betwist wordt.

In verband met de toelagen die inzake werkingskosten aan de nederlandstalig officieel gesubsidieerde scholen worden verleend, stelt een lid vast dat het onder artikel 43.02 uitgetrokken krediet stijgt met 35,1 miljoen. Het onder artikel 43.03 voorziene krediet daalt evenwel. Zulks lijkt onlogisch. Wegens de vermindering van de schoolbevolking zouden beide kredieten moeten verminderen.

Le Ministre (N) a répondu que les subventions de fonctionnement sont liées à l'index, en vertu de l'article 32 de la loi sur le pacte scolaire. Ces subventions sont augmentées pour moitié suivant l'index ordinaire et pour moitié suivant l'index de la Banque Nationale, ce qui explique la hausse constatée.

Les articles 43.03 et 44.03 ont trait aux livres et objets classiques. Leur montant est calculé sur la base du nombre d'élèves et demeure inchangé par rapport à l'année précédente.

A propos de l'article 12.25 du budget de l'Education nationale — régime néerlandais — le programme justificatif précise, à la page 86, « y compris exceptionnellement les dépenses des années budgétaires antérieures ». Cela est incompréhensible. Le membre a, en outre, demandé pourquoi le crédit de 43,8 millions avait été porté à 49,4 millions.

Le Ministre (N) a déclaré que l'augmentation est due à la hausse des frais de transport. La hausse des prix du pétrole a, évidemment, un rapport direct sur cette augmentation. Le mot « exceptionnellement » ne vise pas le budget de 1976. Il figurait déjà dans le texte, en 1975, mais cet article constitue une exception par rapport aux autres articles du budget. La possibilité de payer des dépenses de l'année budgétaire antérieure doit rester maintenue en raison du système même. C'est ce qui explique que des factures relatives à 1975 ne soient introduites qu'actuellement.

En ce qui concerne l'article 12.14.1 du budget du régime néerlandais un membre a demandé des explications au sujet des arriérés de créances pour travaux urgents de peinture.

Le Ministre (N) a déclaré que de nombreuses écoles de l'enseignement primaire comptaient déjà dix ans d'existence, de sorte qu'il est devenu nécessaire d'y effectuer des travaux intérieurs de peinture.

A propos de l'article 12.01.1 du budget du régime néerlandais, un membre a demandé pourquoi il est question de « jetons de présence », alors que le team « V. L. O. » a été supprimé.

Le Ministre a répondu que ce team n'a pas été supprimé et que ce poste doit être maintenu, étant donné que l'encadrement demeure nécessaire.

3. Enseignement spécial.

En ce qui concerne l'article 11.04.3 du budget de l'Education nationale (secteur néerlandais), un membre a demandé pourquoi le crédit inscrit à cet article n'a pas augmenté depuis trois ans.

Le Ministre (N) a déclaré qu'il s'agit des indemnités pour la surveillance des repas de midi. En 1975, cette dépense n'a atteint que 150 000 F environ. En conséquence, le crédit prévu suffira.

A une question relative à l'article 12.14.1 du budget de l'Education nationale (secteur néerlandais), le Ministre (N) a répondu qu'il s'agit de travaux intérieurs de peinture dans certaines écoles primaires d'enseignement spécial de l'Etat, qui existent depuis plus de dix ans et dont le rafraichissement s'impose d'urgence.

En ce qui concerne les crédits inscrits aux articles 43.02.2 et 44.02.2, un membre a constaté une diminution, malgré l'accroissement de la population scolaire. Il a demandé comment la chose est possible.

Le Ministre (N) a déclaré qu'en vertu de l'arrêté royal du 23 décembre 1974 fixant les subventions de fonctionnement de l'enseignement spécial en 1975 des arriérés très importants devaient être payés. En effet, cet arrêté royal a effet rétroactif au 1^{er} septembre 1972. Les crédits pour 1976 ont

De Minister (N) antwoordt dat de werkingstoelagen krachtens artikel 32 van de schoolpactwet aan de index gekoppeld zijn. Ze worden voor de helft verhoogd volgens de gewone index en voor de andere helft volgens een index van de Nationale Bank. Zulks verklaart de stijging.

De onder artikelen 43.03 en 44.03 uitgetrokken kredieten behelzen de schoolbehoeften en de leerboeken. Deze werden berekend op grond van het leerlingencijfer en een onveranderd bedrag ten opzichte van het vorige jaar.

In verband met artikel 12.25 van de begroting van Nationale Opvoeding — Nederlandstalig regime — is er in het verantwoordingsprogramma op blz. 86 sprake van « bij uitzondering met inbegrip van de uitgaven van vorige begrotingsjaren ». Zulks is onbegrijpelijk. Hij vraagt voorts waarom het krediet van 43,8 miljoen tot 49,4 miljoen werd verhoogd.

De Minister (N) verklaart dat de verhoging te wijten is aan de stijging van de vervoerkosten. De stijging der petroleum prijzen houdt er natuurlijk rechtstreeks verband mee. « Bij uitzondering » slaat niet op de begroting 1976. Deze uitdrukking kwam reeds in 1975 in de tekst voor, maar dit artikel is wel een uitzondering vergeleken met de andere artikelen van de begroting. De mogelijkheid om uitgaven van het vorig dienstjaar te betalen moet behouden blijven ingevolge het systeem zelf. Zo komt het dat de facturen voor 1975 pas nu worden ingediend.

Met betrekking tot artikel (12.14.1) van de begroting van de Nederlandse sector vraagt een lid uitleg over de achterstallige schulden voor dringer. Je schilderswerken.

De Minister (N) verklaart dat vele scholen van het lager onderwijs reeds 10 jaar oud zijn zodat het noodzakelijk geworden is schilderwerken in de scholen uit te voeren.

I.v.m. artikel 12.01.1 van de begroting van het Nederlandstalig regime vraagt een lid waarom er sprake is van de « presentiegelden » nu het V. L. O.-team werd afgeschaft.

De Minister (N) antwoordt dat dit team niet werd afgeschaft en dat deze post dient te worden behouden vermits begeleiding nodig blijft.

3. Buitengewoon onderwijs.

In verband met artikel 11.04.3 van de begroting van Nationale Opvoeding (Nederlandse sector) vraagt een lid zich af waarom het desbetreffende krediet sinds 3 jaar niet werd verhoogd.

De Minister (N) verklaart dat het om vergoedingen gaat voor het toezicht tijdens de middagmalen. In 1975 werd hiervoor slechts ± 150 000 F uitgegeven. Het uitgetrokken krediet zal derhalve volstaan.

Op een vraag naar uitleg omtrent artikel 12.14.1 van de begroting (Nederlandse sector) wijst de Minister (N) erop dat het hier gaat om binnen-schilderwerken van enkele rijkslagere scholen voor Bijzonder Onderwijs die reeds meer dan 10 jaar oud zijn en dringend dienen te worden opgefrist.

M.b.t. de onder artikelen 43.02.2 en 44.02.2 uitgetrokken kredieten stelt een lid een vermindering vast, ondanks de toename van de schoolbevolking. Hij vraagt hoe zulks mogelijk is.

De Minister (N) deelt mede dat krachtens het koninklijk besluit dd. 23 december 1974 (B. S. 19 maart 1975) houdende vaststelling van de werkingstoelagen voor het buitengewoon onderwijs in 1975 zeer belangrijke achterstallen dienden te worden betaald. Dit koninklijk

été calculés sur la base des montants indiqués dans cet arrêté.

Un membre a demandé s'il se pourrait que tous les arrêtés d'exécution de la loi relative à l'enseignement spécial soient publiés cette année encore et si les modifications nécessaires des arrêtés déjà publiés pourront être mises à exécution. Le même membre a également rompu une lance en faveur de la mise en place d'une structure appropriée pour l'enseignement spécial.

Ne serait-il pas possible pour l'enseignement spécial d'obtenir plus facilement des « remedial teachers » ?

Le Ministre (N) a annoncé que l'arrêté-type serait modifié; les principaux obstacles seront levés par l'instauration de sous-groupes. Dans le cadre de l'arrêté organique général et compte tenu des sous-groupes, des normes plus différenciées seraient ensuite décrétées, notamment en ce qui concerne les « remedial teachers ».

Un membre a demandé s'il ne peut être envisagé de donner une formation appropriée aux enseignants des handicapés mentaux.

Le Ministre (N) a déclaré qu'il est envisagé un système qui permettra à ceux qui se destinent à l'enseignement spécial d'avoir largement l'occasion de savoir au préalable à quoi ils s'engagent avant de choisir définitivement cette forme d'enseignement.

Un membre a plaidé en faveur d'un démantèlement systématique et à terme de certaines sections de l'enseignement spécial pour handicapés physiques et de l'intégration de ceux-ci dans l'enseignement ordinaire. Il a considéré qu'une exception n'est notamment possible que pour les enfants atteints de paraplégie spastique infantile grave, auxquels il faut un enseignement approprié. Il a demandé quelles sont les conceptions du Ministre à ce sujet.

Le Ministre (N) a répondu que l'intégration de cette catégorie de handicapés dans l'enseignement ordinaire est prévue par le projet d'arrêté organique et que les sous-groupes précités peuvent apporter une solution à l'exception faite pour les enfants atteints de paraplégie spastique infantile.

Au même membre, qui a plaidé en faveur de dispositions transitoires en matière de conditions de nomination du personnel enseignant dans l'enseignement professionnel spécial, le Ministre a promis que, lors de la fixation des titres requis, il serait tenu compte de certaines situations acquises.

Un membre s'est enquis des intentions des Ministres en ce qui concerne la prolongation de la scolarité obligatoire.

Le Ministre (N) a rappelé que la scolarité obligatoire vaut, depuis 1914, pour les enfants de 6 à 14 ans. Sa prolongation a été préconisée dans les résolutions du Pacte scolaire de 1958. Une tendance générale se fait actuellement pour avancer et prolonger la scolarité obligatoire. Il est toutefois irrationnel de contraindre des enfants qui en ont assez de l'école de continuer d'attendre, dans les structures actuelles d'enseignement, ce qu'ils considèrent comme une « délivrance ». Si la scolarité obligatoire est prolongée, il faut leur présenter d'autres structures d'accueil que celles qui existent actuellement. Une formule mixte école-entreprise est sérieusement envisagée.

La prolongation jusqu'à une première finalité aux environs de 16 ans doit être aussi examinée.

Toutefois, il convient entre-temps de retarder le plus possible le moment où apparaît ce dégoût de l'école en améliorant la formation préscolaire et la formation de base et en insufflant à l'enseignement secondaire l'esprit de l'enseignement rénové.

Un membre souhaite connaître le point de vue du Ministre sur l'octroi de l'autonomie aux écoles primaires en Allemagne.

besluit heeft immers terugwerkende kracht tot 1 september 1972. De kredieten voor 1976 werden berekend op grond van de in dit besluit voorkomende bedragen.

Een lid vraagt of er een kans bestaat dat dit jaar alle uitvoeringsbesluiten van de wet op het buitengewoon onderwijs zullen verschijnen, en dat de nodige wijzigingen in de reeds verschenen besluiten welke kunnen uitgevoerd worden. Hetzelfde lid pleit tevens voor het instellen van een geeigende structuur voor het buitengewoon onderwijs.

Bestaat er ook geen mogelijkheid om voor het buitengewoon onderwijs gemakkelijker zgn. « remedial teachers » te bekomen.

De Minister (N) deelt mede dat in het typebesluit zal gewijzigd worden door de invoering van subgroepen de bijzonderste hinderpalen uit de weg zullen geruimd worden. Aansluitend bij het algemeen organisatiebesluit en rekening houdend met de subgroepen zouden dan meer gedifferentieerde normen, onder meer ook voor de « remedial teachers » uitgevaardigd worden.

Een lid vraagt of geen geeigende opleiding kan worden overwogen ten behoeve van de leerkrachten voor mentaal gehandicapten.

De Minister (N) verklaart dat een systeem overwogen wordt, waarbij de kandidaten voor het buitengewoon onderwijs, alvorens deze onderwijsvorm definitief te kiezen, ruim de gelegenheid krijgen om vooraf te weten waartoe ze zich verbinden.

Een lid pleit voor de stelselmatige en op termijn gestelde afbouw van bepaalde afdelingen van het buitengewoon onderwijs voor fysisch gehandicapten en hun integratie in het gewoon onderwijs. Uitzondering wordt o.m. mogelijk geacht voor de geeigend onderwijs voor de zwaar spastici. Hij vraagt welke de opvattingen van de Minister terzake zijn.

De Minister (N) wijst erop dat de integratie in het gewoon onderwijs voor deze categorie, door het ontwerp van organisatiebesluit voorzien wordt en dat de uitzondering voor de spastici door de bovenvermelde subgroepen kan opgevangen worden.

Aan hetzelfde lid dat voor overgangsmaatregelen inzake benoemingsvoorwaarden voor het onderwijzend personeel van het buitengewoon beroepsonderwijs had gepleit belooft de Minister bij het bepalen van de vereiste titels, rekening te houden met sommige verworven toestanden.

Een lid vraagt wat de Ministers i.v.m. de verlenging van de schoolplicht denken te realiseren.

De Minister (N) herinnert eraan dat sedert 1914 de leerplicht loopt van 6 tot 14 jaar. De verlenging ervan werd vooropgesteld in de schoolpactresoluties van 1958. Er is thans een algemene tendens aan het groeien om de schoolplicht te vervroegen en te verlengen. Het heeft echter weinig zin leerlingen die schoolmoe zijn te verplichten, gewoon in de huidige onderwijsstructuren, verder te laten wachten op hetgeen zij als een « verlossing » beschouwen. Indien de leerplicht dus verlengd wordt, moeten andere opvangsstructuren dan de thans bestaande, aangeboden worden. Er wordt ernstig gedacht aan een gemengde formule school en bedrijf.

Het optrekken tot een eerste finaliteit rond 16 jaar moet insgelijks ernstig worden onderzocht.

Nochtans moet ondertussen via de verbetering van de voorschoolse en basisopleiding, en via de V. S. O.-geest van het secundair onderwijs het ogenblik van het ontstaan van de schoolmoeheid, zolang mogelijk uitgesteld worden.

Een lid wenst de zienswijze van de Minister te kennen omtrent het autonoom maken van de lagere scholen in Duitsland.

Le Ministre (N) a répondu que l'autonomie d'une école primaire entraîne une autonomie sur le plan de la pédagogie et de l'organisation (locaux, élèves, transports, etc.).

Elle suppose, en outre, une gestion autonome de cette école qui, en ce qui concerne le droit de mutation, doit alors être considérée comme une entité distincte des écoles mères.

Le point le plus important est l'autonomie pédagogique qui, de fait, existe en Allemagne précisément en raison de la distance par rapport à l'école mère secondaire. La condition essentielle est donc en fait remplie.

En ce qui concerne l'organisation, chacun sait qu'elle s'effectue en étroite collaboration avec l'armée ou est entièrement prise en charge par celle-ci. Les responsables de la Défense nationale ont demandé à conserver la mission de coordination qui est exercée en la matière par les chefs d'établissement des écoles secondaires. De cette façon, en ce qui concerne les écoles de langue néerlandaise, ils ne doivent aujourd'hui traiter qu'avec quatre personnes alors que ce nombre passerait à vingt-sept, par exemple, pour régler le problème, assez épineux, des transports.

Le Gouvernement a également estimé devoir conserver la souplesse actuelle en matière de gestion financière et de droit de mutation.

Par ailleurs, le Ministre n'a pas pris en considération certains avantages complémentaires accordés par les autorités militaires aux chefs d'écoles autonomes et qu'il est impensable d'accorder, en outre, à vingt-sept membres du personnel.

Un membre aimerait connaître ce que le Gouvernement compte entreprendre dans le domaine du transport des élèves handicapés.

Le Ministre (F) répond qu'en ce qui concerne le transport de ces élèves, la rationalisation de l'enseignement secondaire spécial permettra de voir quels sont exactement les besoins qui ne sont pas satisfaits aujourd'hui.

Si cela s'avère nécessaire, de nouvelles écoles pourront être créées.

La loi linguistique de 1963 s'applique à l'enseignement spécial comme aux autres secteurs d'enseignement. Le Ministre veut bien reconnaître que, dans certains cas, limités en nombre d'ailleurs, son application peut soulever de réels problèmes.

Un membre aurait aimé savoir où en sont les arrêtés d'exécution de la loi sur l'enseignement spécial.

Le Ministre (N) a énuméré les textes pour lesquels la loi du 6 juillet 1970 prévoit expressément un arrêté royal. Il a déclaré que l'application de la loi sur l'enseignement spécial nécessitera encore d'autres arrêtés royaux, arrêtés ministériels et circulaires.

A titre d'exemple, il a fait observer que les propositions relatives aux titres requis pour le personnel de l'enseignement spécial de l'Etat, non seulement modifiera l'arrêté royal du 22 avril 1969, mais aura aussi pour conséquence qu'il faudra modifier d'autres arrêtés statutaires, notamment ceux relatifs aux fonctions de recrutement, de sélection et de promotion et aux titres requis pour ces fonctions.

Les textes relatifs aux titres jugés suffisants devront également être modifiés et il faudra aussi veiller à la formation du personnel.

Enfin, le Ministre a fourni un tableau indiquant de manière synoptique la situation actuelle en ce qui concerne l'application de la loi du 6 juillet 1970 (voir annexe III).

4. Enseignement secondaire.

Un membre demande si tout le personnel occupé dans l'enseignement rénové a été suffisamment préparé à cet effet.

De Minister (N) wijst erop dat de autonomie van een lagere school, de pedagogische autonomie en de organisatorische autonomie (lokalen, leerlingen, vervoer en dergelijke) met zich meebrengt.

Zij veronderstelt bovendien het autonoom financieel beheer van de school die inzake mutatierecht alsdan dient te worden beschouwd als afzonderlijke entiteit van de betrokken hoofdscholen.

Het meest belangrijk is de pedagogische autonomie die in Duitsland, precies onwille van de afstand tot de secundaire moederschool in feite bestaat. De hoofdvoorwaarde is dus in feite vervuld.

Wat de organisatie betreft weet iedereen dat alles verloopt in nauwe samenwerking met of helemaal door het leger. De verantwoordelijken van Landsverdediging hebben gevraagd de coördinatietaak die door de inrichtingshoofden van de secundaire scholen, terzake uitgeoefend wordt, te behouden. Op deze manier moeten zij voor de Nederlandstalige scholen vandaag slechts met vier personen onderhandelen, terwijl dit aantal zou verhoogd worden tot 27 om bijvoorbeeld de vrij zware vervoerproblematiek te kunnen regelen.

Ook inzake het financieel beheer en het mutatierecht heeft de Regering gemeend de huidige soepele regeling te moeten bewaren.

De Minister laat nog buiten beschouwing bepaalde bijkomende voordelen die nu door de legeroverheid aan autonome schoolhoofden toegestaan worden en waarvan het ondenkbaar is dat ze ook zou worden verleend aan 27 personeelsleden meer.

Een lid vraagt wat de Regering van plan is te ondernemen op het gebied van het vervoer van de gehandicapte leerlingen.

De Minister (F) antwoordt dat, met betrekking tot het vervoer van leerlingen, de rationalisatie van het bijzonder secundair onderwijs een juist beeld zal opleveren van de behoeften die thans nog bestaan.

Indien dit nodig is, zullen nieuwe scholen kunnen worden opgericht.

De taalwet van 1963 is zowel van toepassing in het bijzonder onderwijs als in de andere onderwijssectoren. De Minister erkent wel dat in sommige, trouwens zeer zeldzame gevallen, die toepassing op ernstige moeilijkheden stuit.

Een lid vraagt de stand van zaken inzake de uitvoeringsbesluiten van de wet op het buitengewoon onderwijs.

De Minister (N) vermeldt de teksten waarvoor uitdrukkelijk in de wet van 6 juli 1970 een koninklijk besluit is vereist. Hij verklaart dat de toepassing van de wet op het buitengewoon onderwijs nog meerdere koninklijke besluiten, ministeriële besluiten en omzendbrieven zal vereisen.

Als voorbeeld wijst hij er op dat de voorstellen m.b.t. van de vereiste titels voor het personeel van het buitengewoon rijksonderwijs niet alleen het koninklijk besluit van 22 april 1969, maar ook de andere statutaire besluiten zullen wijzigen, met name de besluiten betreffende de wervings-, selectie- en bevorderingsambten en de vereiste titels voor deze ambten.

De teksten betreffende de voldoende geachte titels zullen ook moeten gewijzigd worden; ook zal moeten gezorgd worden voor de vorming van het personeel.

De Minister verstrekt tenslotte een tabel waarin op een overzichtelijke wijze de stand van zaken m.b.t. de uitvoering van de wet van 6 juli 1970 wordt toegelicht (zie bijlage III).

4. — Secundair onderwijs.

Een lid vraagt of al het personeel dat het vernieuwd onderwijs zal geven, daartoe voldoende voorbereid werd.

Le Ministre (F) rappelle qu'il n'est nullement autorisé à imposer à tous les réseaux d'enseignement, l'enseignement rénové. D'autre part, toutes les mesures d'exécution ont été prises en concertation de sorte que l'on peut raisonnablement prétendre que l'ensemble des réseaux du secondaire a eu l'occasion de se préparer à la nouvelle tâche.

Des instructions ont par ailleurs été données à l'administration de l'organisation des études afin que tous les efforts possibles soient concentrés sur la préparation des enseignants aux nécessités de l'enseignement de type I.

Un membre a constaté que les données statistiques font apparaître que les orientations choisies par les jeunes filles au niveau professionnel secondaire inférieur sont très peu différenciées.

Chez les garçons, par contre, l'hétérogénéité des options serait bien plus grande. Si cette constatation est exacte, elle pourrait expliquer le taux de chômage plus élevé chez les femmes que chez les hommes. Globalement, il y aurait, du côté des jeunes filles, une offre trop homogène sur ce marché très différencié.

Il aurait voulu savoir s'il ne serait pas possible au Ministre de fournir des statistiques à ce sujet ?

Le Ministre n'est-il pas d'avis que, si ces hypothèses s'avèrent exactes, il importerait de pouvoir, dans le cadre de l'enseignement, parvenir à une information meilleure au sujet des possibilités d'études offertes aux jeunes filles.

Le Ministre (N) a renvoyé à ce propos à la brochure « Emancipation, ook in de school », publiée par son département à la fin de 1975. Cette brochure montre en effet que le choix que font les jeunes filles est bien trop restreint.

Elle entend donc constituer un premier élément d'information à l'usage des parents et des écoles; l'élaboration d'un système permanent d'information est, d'autre part, aussi envisagée.

Les budgets pour l'année 1976 prévoient d'ailleurs les crédits nécessaires.

Un membre demande pourquoi il a été décidé d'étendre le rénové à toutes les écoles de l'Etat.

Le Ministre (F) répond qu'il a estimé que la situation ne pouvait plus perdurer et qu'il fallait que l'enseignement de l'Etat sache exactement quel était son avenir en matière d'enseignement rénové.

Il a cependant estimé devoir laisser aux différents établissements un certain temps encore pour qu'ils se préparent à la reconversion et que, ensemble, on puisse trouver les modifications qu'il est souhaitable d'apporter à l'organisation actuelle de l'enseignement secondaire rénové.

Ces modifications ne peuvent cependant en aucun cas mettre en péril les objectifs de la loi du 19 juillet 1971.

Une discussion s'est développée en ce qui concerne l'enseignement secondaire rénové, ses buts, ses structures, les conditions dans lesquelles il est dispensé, la formation des maîtres, etc.

Ce problème continue à intéresser grandement les membres de la Commission. Ceux-ci ont généralement une opinion positive à l'égard de l'E. S. R. et les réticences portent davantage sur l'insuffisance de préparation des maîtres que sur l'expérience pédagogique même ou sur la philosophie qui en est à la base.

Le Ministre (F) a répété une fois encore ses intentions en la matière. Il compte aboutir bientôt à un même type d'enseignement, grâce à une bonne préparation et à un rapprochement progressif des structures des différents réseaux qui existent actuellement.

L'intérêt des pouvoirs organisateurs envers l'E. S. R. croît de jour en jour, ce qui empêchera sans doute le conflit entre ceux qui sont réputés « traditionnalistes » et les « partisans du rénové », conflit que certains estimaient inévitable.

De Minister (F) herinnert aan het feit dat hij er geenszins toe gemachtigd is het vernieuwd onderwijs aan alle onderwijsnetten op te dringen. Anderzijds verklaart hij dat alle uitvoeringsmaatregelen genomen werden na overleg, zodat redelijkerwijze mag worden gezegd dat de onderwijsnetten van het middelbaar onderwijs, in het algemeen genomen, zich op hun nieuwe taak hebben kunnen voorbereiden.

Anderzijds werden instructies verstrekt aan het bestuur dat belast is met de organisatie van de studies opdat, bij alles wat wordt ondernomen, de voorbereiding van de leerkrachten op het onderwijs van het type I en zijn diverse problemen centraal zou staan.

Een lid stelt vast dat uit de statistische gegevens blijkt dat de studierichtingen gekozen door meisjes op lager secundair beroepsniveau zeer weinig gedifferentieerd zijn.

De heterogeniteit van de keuze bij jongens zou daarentegen veel groter zijn. Indien dit juist is zou hierin een verklaring kunnen te vinden zijn voor de hogere werkloosheid voor vrouwen dan voor mannen. Globaal gezien zou er vanwege de meisjes een te homogeen aanbod zijn op de zeer gedifferentieerde markt.

Graag wenst hij te weten of de Minister hierover statistieken kan bezorgen.

Meent de Minister niet dat indien deze veronderstellingen juist zijn het belangrijk zou zijn mocht men in het kader van het onderwijs een betere informatie over de studiemogelijkheden voor meisjes kunnen verstrekken.

De Minister (N) verwijst in dit verband naar de brochure « Emancipatie, ook in de school », die eind 1975 door het departement uitgegeven werd. Hierin wordt inderdaad gewijzen op de te enge keuze vanwege de meisjes.

Deze brochure wil dus een eerste element van informatie voor ouders en scholen zijn, ook wordt overwogen een permanent voorlichtingssysteem uit te bouwen.

De nodige kredieten zijn ten andere op de begrotingen 1976 uitgetrokken.

Een lid vraagt waarom besloten werd het vernieuwd onderwijs uit te breiden tot alle rijksscholen.

De Minister (F) antwoordt dat de toestand naar zijn gevoelen niet kon blijven duren en dat het rijksonderwijs juist diende te weten welke lijn zou gevolgd worden in verband met het vernieuwd onderwijs.

Toch wilde hij aan de verschillende inrichtingen nog enige tijd laten om zich op de omschakeling voor te bereiden en om, samen, te bestuderen welke wijzigingen in de huidige organisatie van het vernieuwd secundair onderwijs wenselijk zijn.

Deze wijzigingen kunnen de doelstellingen van de wet van 19 juli 1971 echter geenszins in het gedrang brengen.

Er ontspringt zich een discussie over het vernieuwd secundair onderwijs, de oogmerken, de structuren ervan en de omstandigheden waarin het wordt doorgevoerd, de opleiding der leraren, enz.

De belangstelling der commissieleden voor dit probleem blijft erg groot. De commissieleden staan meestal ook positief ten overstaan van het V. S. O. en de reticenties hebben veeleer betrekking op de onvoldoende voorbereiding der betrokken leraren dan op het onderwijsexperiment zelf of op de filosofie die er de grondslag van vormt.

De Minister (F) herhaalt nog even zijn inzichten terzake. Het ligt in zijn bedoeling weldra te komen tot eenzelfde onderwijstype dank zij een degelijke voorbereiding en een geleidelijk tot elkaar-brengen van de structuren van de onderscheiden thans bestaande netten.

De interesse van de inrichtende machten voor het V. S. O. groeit met de dag en dit zal wellicht de door sommigen als onvermijdelijk gevreesde conflictsituatie tussen de zogenaamde « traditionalisten » en de « aanhangers van het V. S. O. » verhinderen.

Actuellement, il est possible de constater, parmi tous les responsables des pouvoirs organisateurs, une tendance en faveur de l'E. S. R., ce qui naguère n'était pas encore le cas. Souvent, on constate aujourd'hui que les pouvoirs organisateurs attendent du Ministre qu'il décide rapidement, afin de permettre à l'E. S. R. de s'imposer partout.

Il est évident qu'outre les réformes structurales, des améliorations de fond sont également requises. Toutefois, à cet égard, le pouvoir des Ministres de l'Éducation nationale ne s'étend qu'à l'enseignement de l'État.

Les commissions dites « de concertation et d'amélioration », prévues par la loi du 19 juillet 1971, devront assurer le rapprochement nécessaire et s'occuper dès lors davantage du fond du problème. Il semble évident qu'une généralisation de l'E. S. R. dans l'enseignement de l'État aura une incidence dans l'enseignement subventionné.

Par ailleurs, il conviendra de se concerter avec le département de la Fonction publique, afin d'adapter aux nouvelles structures de l'E. S. R. les conditions de diplômes requises lors du recrutement du personnel de l'État.

En outre, il faut veiller à ce que les chefs d'établissements n'influencent pas le choix des parents en suscitant un esprit absurde de concurrence entre l'enseignement traditionnel et l'enseignement secondaire rénové.

Le Ministre (N) a encore déclaré que la liaison entre l'E. S. R. et les universités est encore déficiente, voire inexistante parfois.

Les premiers élèves formés par l'E. S. R. sortiront cette année. Il est encore difficile de dire comment s'effectuera pour ces étudiants la transition entre le secondaire et l'université. Quoi qu'il en soit, les responsables de la politique de l'enseignement se sont trouvés voici quelques temps face à un choix fondamental difficile : ou bien l'élève doit quitter l'enseignement secondaire avec le maximum de connaissances et un acquis des plus vastes dans chaque branche, ou bien l'enseignement secondaire est considéré purement et simplement comme la préparation à des études ultérieures et la transmission de connaissances pratiques immédiates n'y occupe plus une place primordiale.

L'E. S. R. représente une solution médiane, qui cherche à doter l'élève aussi bien d'une formation générale solide que d'un minimum de connaissances scolaires. Mais l'E. S. R. s'efforce surtout de former des hommes dotés d'une « éducation » d'ordre général, au sens le plus large du mot. Jusqu'à présent, il n'a pas encore été possible de porter une appréciation d'ensemble sur la solution que représente l'E. S. R.

C'est l'action des professeurs qui est et reste la plus importante pour le succès de l'E. S. R. Des écoles centrales disposant de directeurs pédagogiques spécialisés ont été créées. Cela permettra d'améliorer la formation pédagogique des régents en fonction. En ce qui concerne les licenciés, une formation pédagogique rénovée n'a pas encore été mise au point par l'université. L'autonomie des universités en matière d'enseignement empêche toute intervention des pouvoirs publics en ce domaine.

Le succès de l'E. S. R. dépend cependant, dans une large mesure, de la formation, de la valeur et de l'enthousiasme des professeurs.

Le Ministre (F) signale, d'autre part, que le débat fondamental concernant l'E. S. R. n'a pas encore pu avoir lieu.

Il importe, en effet, de savoir si l'E. S. R. a, mieux que l'enseignement traditionnel, pu former et préparer à la vie la grande masse des élèves « moyennement doués ».

L'accueil et l'orientation exacte de ces élèves est avant tout hautement souhaitable.

L'élève doit pouvoir quitter l'enseignement secondaire — quel qu'il soit — sans lassitude, sans dégoût, après y

Men kan thans in hoofde van alle verantwoordelijken van de inrichtende machten een tendens ten voordele van het V. S. O. waarnemen. Dit was enkele tijd geleden nog niet merkbaar. In vele gevallen is het thans zo dat de inrichtende machten van de Minister verwachten dat hij spoedig de beslissing zou treffen om het V. S. O. overal ingang te doen vinden.

Vanzelfsprekend zijn er benevens de structurele hervormingen ook inhoudelijke verbeteringen vereist. De Ministers van Nationale Opvoeding zijn evenwel hiervoor alleen voor het Rijksonderwijs bevoegd.

De zogenaamde overleg- en verbeteringscommissies, bepaald door de wet van 19 juli 1971, zullen voor de nodige toenadering moeten zorgen en zich als dusdanig ook meer met de grond van de zaak moeten bezighouden. Het lijkt evident dat een veralgemening in het Rijksonderwijs zijn weerslag zal hebben op het gesubsidieerd vrij onderwijs.

Verder zal met Openbaar Ambt overleg moeten worden gepleegd teneinde de voorwaarden inzake diploma die bij de werving van het Rijkspersoneel worden vereist aan te passen aan de nieuwe V. S. O. structuren.

Bovendien dient men ervoor te waken dat de instellingshoofden de keuze der ouders niet zouden beïnvloeden door een onverantwoorde concurrentiegeest tussen het traditioneel en het vernieuwd secundair onderwijs aan te wakkeren.

De Minister (N) verklaart verder dat de aansluiting van het V. S. O. met de universiteiten nog gebrekkig, ja soms nog onbestaande is.

De eerste in het V. S. O. gevormde leerlingen komen dit jaar uit. Het valt nog moeilijk te zeggen op welke wijze de overgang naar de Universiteit voor deze studenten zal verlopen. Hoe dan ook, de verantwoordelijken voor het onderwijsbeleid stonden enkele tijd terug voor een moeilijk fundamentele keuze : ofwel moet de leerling het middelbaar onderwijs verlaten met een maximale kennis en de meest uitgebreide verworvenheden op elk vlak, ofwel wordt het secundair onderwijs als een loutere aanloop voor verdere studies beschouwd en wordt de onmiddellijk-praktische kennisoverdracht niet meer primordiaal gesteld.

Het V. S. O. is een tussenoplossing die probeert zowel een degelijke algemene vorming te verschaffen als een minimum aan schoolse kennis. Maar vooral tracht het V. S. O. algemeen- en in de ruimste betekenis van het woord « opgevoede » mensen te vormen. De oplossing die het V. S. O. biedt kon tot nog toe niet totaal worden geëvalueerd.

Het belangrijkste element voor het slagen van het V. S. O. blijft de taak der leraren. Middenscholen, met gespecialiseerde pedagogische directeurs werden opgericht. Aldus zal de pedagogische vorming der regenten indien worden verbeterd. Voor de licentiaten werd op het universitair niveau nog geen hernieuwde pedagogische vorming uitgewerkt. De onderwijsautonomie der universiteiten belet dat er in deze materie van overheidswege zou worden ingegrepen.

Het slagen van het V. S. O. hangt nochtans in grote mate af van de vorming, de waarde en de geestdrift der leraars.

De Minister (F) wijst er voorts op dat er nog geen debat ten gronde over het V. S. O. kon worden gehouden.

Het is immers van groot belang dat kan worden uitgemakt of het V. S. O. de grote massa van de zogeheten « middelmatige » leerlingen beter heeft weten op te leiden en voor te bereiden op het leven dan het traditionele onderwijs.

Vóór alles is het wenselijk die leerlingen op te vangen en ze de juiste oriëntering mee te geven.

Wanneer een leerling het secundair onderwijs, van welk niveau ook verlaat, moet hij enige persoonlijkheidsvorming

avoir acquis une certaine personnalité et une bonne éducation. Or, ce n'est pas encore toujours le cas. Tous les responsables politiques et pédagogiques doivent bien se rendre compte que l'enseignement, rénové ou traditionnel, est entré dans une phase de rénovation profonde. Quel que puisse être l'intérêt de tel ou tel système d'enseignement, une tendance fondamentale doit émerger, à savoir celle qui consiste à développer de plus en plus la science de l'enseignement pour mettre celui-ci au service de l'éducation des jeunes, surtout de la grande masse des élèves dits « moyens » ou « moyennement doués ».

Une accumulation progressive de données objectives et une bonne coordination et interprétation de celles-ci permettront sans doute de mieux apprécier l'enseignement renoué.

En attendant, une longue mission de sensibilisation des directeurs d'écoles et du personnel enseignant doit être menée sans relâche par toutes les autorités en la matière.

5. — Enseignement normal et enseignement technique.

Un membre constate que le développement de l'usage des moyens audio-visuels dans l'enseignement exige que les maîtres y soient entraînés. Dans les écoles normales de l'Etat, un crédit d'heures a été accordé à chaque école pour la formation des maîtres à la pratique pédagogique de la T. V. Ces écoles jouissent aussi d'un matériel « up-to-date » complètement subventionné par l'Etat.

Selon lui, il faudrait que les écoles normales provinciales et communales à présent discriminées, jouissent des mêmes avantages que les écoles de l'Etat.

Le Ministre (F) répond que la fonction de professeur chargé de la coordination dans l'utilisation des moyens audio-visuels n'existe pas. Il est exact que, dans certaines écoles de l'Etat, un professeur peut-être déchargé d'une partie de son travail pour assurer cette coordination. Le Ministre ne croit cependant pas que le pacte scolaire oblige à subventionner une telle situation dans l'enseignement subventionné, qui peut disposer d'autres moyens pour réaliser le même objectif.

Le Ministre estime en outre qu'il est imprudent de qualifier de discriminatoire toute situation qui n'est pas exactement la même dans tous les réseaux.

Un membre souhaite savoir quelle formation reçoivent les géomètres-experts.

Le Ministre (F) répond que le département des Classes moyennes compte une administration qui est chargée de la formation professionnelle. La question n'est pas directement de la compétence des ministres de l'Education nationale. Il est vrai toutefois qu'un projet de loi avait été élaboré par l'administration de l'enseignement technique, par l'inspection générale de cet enseignement, en particulier. D'autre part, un projet parallèle a été élaboré par l'administration des Classes moyennes.

Des discussions sont actuellement en cours entre les différents cabinets.

6. — Enseignement supérieur.

Un membre s'est référé à l'article 43 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires.

Cet article prévoyait notamment l'adjonction obligatoire, en annexe au budget de l'Education nationale, des budgets de toutes les institutions universitaires.

Le Ministre (N) a répondu que l'arrêté royal qui, en exécution de l'article 43 précité, devra arrêter la forme du

hebben ondergaan en een goede opvoeding hebben genoten; hij mag de school niet beu zijn noch er afkeer voor koesteren. Zo ver zijn wij nog niet in alle gevallen. Al wie politieke of pedagogische verantwoordelijkheid draagt, moet er zich terdege van bewust zijn dat het, vernieuwde of traditionele, onderwijs een grondige vernieuwing aan het doormaken is. Ongeacht het belang van de verschillende onderwijsstelsels, één fundamenteel streven moet de voorrang krijgen, namelijk een steeds verder doorgedreven ontwikkeling van de wetenschap van het onderwijs om het ten dienste te stellen van de opvoeding der jongeren, voornamelijk van de massa der zogeheten « middelmatige » of « zwakke » leerlingen.

Dank zij de geleidelijk toenemende objectieve gegevens die beschikbaar zullen worden en de degelijke coördinatie en interpretatie daarvan zal men wellicht het vernieuwd onderwijs beter kunnen beoordelen.

Inmiddels moeten alle ter zake bevoegde autoriteiten onverpoosd een actie ondernemen om de schooldirecteurs en de onderwijskrachten voor deze problemen te sensibiliseren.

5. — Normaalonderwijs en technisch onderwijs.

Een lid stelt vast dat de ontwikkeling van de audio-visuele middelen in het onderwijs een aanpassing van de leerkrachten vergt. In de Rijksnormaalscholen werd aan elke school een aantal uren toegestaan om de leerkrachten met het pedagogisch gebruik van de televisie vertrouwd te maken. Die scholen beschikken tevens over « up-to-date » materieel dat door de Staat wordt gesubsidieerd.

Volgens spreker zouden de provinciale en gemeentelijke normaalscholen die tot nu toe werden gediscrimineerd, dezelfde voordelen als de rijkscholen moeten ontvangen.

De Minister (F) antwoordt dat het ambt van leraar, belast met de coördinatie van het gebruik der audio-visuele middelen, niet bestaat. Het is juist dat in sommige rijkscholen een leraar gedeeltelijk kan worden vrijgesteld om die coördinatie op zich te nemen. De Minister gelooft evenwel niet dat het Schoolpakt de verplichting inhoudt een gelijkaardige situatie in het vrij onderwijs te subsidiëren. Het vrij onderwijs beschikt immers over andere middelen om hetzelfde doel te bereiken.

Bovendien meent de Minister dat het onvoorzichtig is elke toestand die niet in alle schoolnetten absoluut gelijk is, als discriminatie te brandmerken.

Een lid vraagt welke opleiding de landmeters-experts krijgen.

De Minister (F) antwoordt dat een bestuur van het departement van Middenstand belast is met de beroepsopleiding. De vraag valt niet rechtstreeks onder de bevoegdheid van de Ministers van Nationale Opvoeding. Het is nochtans wel zo dat het bestuur van het technisch onderwijs en meer bepaald de algemene inspectie van dit onderwijs een wetsontwerp heeft uitgewerkt. Anderzijds werd een daarmee gelijklopend ontwerp uitgewerkt door de administratie van Middenstand.

Thans worden besprekingen gevoerd tussen de verschillende kabinetten.

6. — Hoger onderwijs.

Een lid verwijst naar artikel 43 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle der universitaire instellingen.

Dit artikel voorziet o.m. in de verplichte toevoeging, als bijlage bij de begroting van Nationale Opvoeding, van de begrotingen van elke universitaire inrichting.

De Minister (N) wijst erop dat het koninklijk besluit dat in uitvoering van voornoemd artikel 43 de vorm van

budget et des comptes des universités, n'a pas encore été pris. Le projet d'arrêté royal a déjà été examiné quant au fond par un groupe de travail et pourra être publié à bref délai.

C'est à partir de ce moment que les budgets des institutions universitaires pourront être annexés dans la forme requise au budget du département.

Il a ajouté qu'il sera répondu en temps opportun à cette question qui a été posée récemment sous forme de question parlementaire.

Un membre a demandé des explications à propos des Conseils permanents de l'enseignement supérieur.

Le Ministre (N) a signalé que l'arrêté royal relatif aux Conseils supérieurs et aux Conseils permanents de l'enseignement supérieur est actuellement en cours d'examen au département de la Fonction publique.

Des responsables de l'E. S. N. U. siégeront dans ces Conseils permanents. Le Gouvernement a d'ailleurs l'intention, au cours des discussions qui se tiendront au niveau national avec tous les recteurs, d'aborder la question des « passerelles » entre l'E. S. N. U. et l'E. S. U.

Un membre souhaite savoir comment le Gouvernement compte entamer, comme il en a exprimé l'intention, le dialogue avec les milieux universitaires.

Le Ministre (F) rappelle qu'il a réuni le 5 janvier les 9 recteurs francophones. Dans chaque secteur linguistique, des réunions seront organisées dans le but de débayer le terrain en vue de la grande négociation nationale.

Ces négociations s'avèrent difficiles, car les interlocuteurs sont nombreux et les intérêts quelquefois divergents.

Le Ministre (N) ajoute qu'il rencontrera les recteurs néerlandophones le 29 janvier. Il s'agit là aussi de réunions préparatoires en vue de cette négociation générale qui s'impose au niveau national.

Il a été demandé aux recteurs et aux commissaires du Gouvernement d'établir une liste de priorités. Néanmoins, le dialogue s'annonce difficile, car l'objet des discussions est vaste, les interlocuteurs souvent désunis entre eux et leur mandat quelquefois imprécis.

Un membre s'est enquis des subventions de fonctionnement, par étudiant, dans l'enseignement supérieur universitaire et non universitaire du secteur néerlandais.

Le Ministre (N) a déclaré qu'en ce qui concerne le secteur néerlandais, il y a actuellement 2 456 étudiants de l'enseignement supérieur non universitaire du type long (Etat et établissements subventionnés).

Le traitement et les subventions-traitements, ajoutés aux dépenses d'équipement, aux subventions pour l'équipement, aux dépenses ordinaires de fonctionnement (Etat) et aux subventions de fonctionnement représentent un montant total de 289 560 107 F.

Il est donc permis d'affirmer qu'un étudiant de l'enseignement supérieur non universitaire « coûte » 118 000 F. A titre de comparaison, il y a lieu de mentionner qu'un étudiant du groupe A (sciences humaines) d'une université complète « coûte » 96 463 F et qu'un étudiant du même groupe d'une université incomplète « coûte » 112 541 F.

Un membre a dénoncé la discrimination qui existe entre l'E. S. N. U. et l'E. S. U. en matière de subsides sociaux.

Il a demandé des précisions à ce sujet.

Le Ministre (N) a déclaré qu'en ce qui concerne l'enseignement universitaire, les subsides sociaux sont calculés sur la base de la loi du 3 août 1960, le calcul se faisant en fonction du nombre d'étudiants.

Il est prévu 15 millions pour les universités complètes + 20 % pour chaque tranche supplémentaire de 1 000 étu-

de begroting en rekening van de universiteiten zal moeten vaststellen, nog niet werd getroffen. Het ontwerp van koninklijk besluit werd reeds ten gronde in een werkgroep besproken en zal kortelings kunnen gepubliceerd worden.

Alsdan zullen de begrotingen van de universitaire instellingen in de vereiste vorm aan de begroting van het departement kunnen worden toegevoegd.

Hij verklaart dat deze vraag, die onlangs onder de vorm van parlementaire vraag werd gesteld te gelegenertijd zal worden beantwoord.

Een lid vraagt uitleg i.v.m. de Vaste Raden voor het Hoger Onderwijs.

De Minister (N) deelt mede dat het koninklijk besluit betreffende de Hoge Raden en Vaste Raden van het Hoger Onderwijs thans door het Openbaar Ambt worden onderzocht.

In deze Vaste Raden zullen verantwoordelijken van het N. U. H. O. zitting hebben. Het ligt trouwens in de bedoeling van de Regering in de discussies op het nationale vlak met alle Rectoren het probleem der « bruggen » tussen N. U. H. O. te bespreken.

Een lid wenst te weten hoe de Regering de door haar in het vooruitzicht gestelde dialoog met de universitaire milieus op gang denkt te brengen.

De Minister (F) herinnert eraan dat hij op 5 januari de negen Franstalige rectoren heeft ontboden. Voor elk taalsysteem zullen vergaderingen worden belegd ten einde het terrein te effenen voor een ruime onderhandeling op nationaal niveau.

Die onderhandelingen zijn blijkbaar moeilijk, want de gesprekspartners zijn talrijk en hun belangen zijn soms uiteenlopend.

De Minister (N) voegt eraan toe dat hij op 29 januari de Nederlandstalige rectoren zal ontmoeten. Ook hier gaat het om voorbereidende vergaderingen met het oog op een algemene onderhandeling die op nationaal vlak moet worden gevoerd.

De rectoren en de Regeringcommissarissen werden verzocht een lijst met prioriteiten op te stellen. Toch wordt een moeilijke dialoog verwacht, want de te bespreken materie is uitgebreid, de gesprekspartners zijn het soms niet eens met elkaar en hun mandaat is wel eens vrij vaag.

Een lid vraagt welke de werkingstoelagen zijn per student in het universitair en het niet-universitair hoger onderwijs van de Nederlandse sector.

De Minister (N) verklaart dat wat de Nederlandse sector betreft er thans 2 456 studenten zijn van het niet-universitair-hoger onderwijs van het lange type (Rijk + gesubsidieerde instellingen).

De wedde, en weddetoelagen, samen met de uitrustingsuitgaven, de uitrustingsstoelagen, de gewone werkingsuitgaven (Rijk) en de werkingstoelagen bedragen samen 289 560 107 F.

Men kan dus vooropzetten dat een student N. U. H. O. 118 000 F « kost ». Ten titel van vergelijking zij aangegeven dat een student in de groep A (Menswetenschappen) van een volledige universiteit 96 463 F « kost » en een student van dezelfde groep in een onvolledige universiteit 112 541 F.

Een lid klaagt de discriminatie aan welke tussen het N. U. H. O. en het U. H. O. bestaat inzake sociale toelagen.

Hij vraagt welke thans de precieze stand van zaken is.

De Minister (N) wijst erop dat wat het universitair onderwijs betreft de sociale toelagen berekend worden op grond van de wet van 3 augustus 1960. De berekening gebeurt op basis van het aantal studenten.

Er is een bedrag van 15 miljoen voorzien voor de volledige universiteiten + 20 % voor elke bijkomende schijf van

dians au-delà de 5 000 et 1 500 000 F pour les universités incomplètes + 20 % pour chaque tranche de 50 étudiants au-delà de 250.

Ces montants sont liés à l'indice des prix à la consommation.

Il n'existe pas de base légale en ce qui concerne l'octroi de subsides sociaux à l'E. S. N. U. du type long.

Ces subsides sont inscrits au budget des institutions en cause. Il est prévu un montant forfaitaire de 2 000 F par étudiant; ce montant est lié à l'index (1975 = 160).

Ce montant est attribué à l'Institut supérieur pour traducteurs et interprètes d'Anvers et à l'I. S. E. pour traducteurs et interprètes de Bruxelles.

L'Institut libre « Marie Haps » (section néerlandaise), l'« Economische Hogeschool-Limburg » et la « Vlaamse Economische Hogeschool-Brussel » bénéficient également de ces subsides sociaux.

Un membre a demandé comment sont subsidiés les crédits d'investissement destinés à l'E. S. N. U. (type long).

Le Ministre (N) a répondu que les subsides destinés à l'enseignement de l'Etat sont alloués par le Fonds des bâtiments.

L'enseignement communal et l'enseignement provincial sont subventionnés à 60 %, les 40 % restants pouvant être empruntés.

Il est prévu un montant annuel de 1 milliard (valeur 1973).

Pour ce qui est de l'enseignement libre, l'emprunt peut être de 100 %.

Il est prévu un montant annuel de 2 milliards (valeur 1973).

Le remboursement peut être opéré au moyen des subventions de fonctionnement.

L'intérêt au-delà de 1,25 % est à la charge de l'Etat.

Un membre a souhaité que l'E. S. N. U. et l'E. S. U. forment un ensemble intégré (cfr. loi du 7 juillet 1970) comportant des « passerelles » entre eux. Il a demandé si, en l'occurrence, il fallait attendre la création de conseils supérieurs.

Le Ministre (N) a répondu que des possibilités de passage du type court au type long ou aux études universitaires et vice-versa devaient être créées d'urgence. Toutefois, la chose n'est légalement possible que sur avis du Conseil permanent, lequel n'a pas encore été constitué à ce jour. Le projet d'arrêté royal y relatif a été rédigé et sera sous peu soumis au Roi pour signature.

Un membre rappelle le grand nombre d'appels qui ont été récemment interjetés par les commissaires du Gouvernement au sujet du statut du personnel des universités libres. Il a demandé des éclaircissements à ce propos.

Le Ministre (N) a déclaré que s'il n'existe pas de statut de l'U. F. S. I. A., le problème est toutefois en discussion.

L'U. I. A. pour sa part est dotée d'un statut établi par son Conseil d'administration.

La K. U. L., quant à elle, ne dispose pas de statut établi par son Conseil d'administration. Les facultés St. Aloysius de Bruxelles n'ont pas de statut. Des pourparlers sont en cours à ce sujet.

En ce qui concerne le L. U. C., il n'existe un statut que pour le personnel administratif et technique (pour le personnel enseignant et le personnel ouvrier, les discussions sont entrées dans leur phase finale).

Enfin, la V. U. B. est dotée d'un statut arrêté par son Conseil d'administration.

1 000 étudiants boven de 5 000 en 1 500 000 voor de onvolledige universiteiten + 20 % voor elke schijf van 50 studenten boven de 250.

De bedragen zijn gekoppeld aan het indexcijfer der consumptieprijsen.

Voor de sociale toelagen van het N. U. H. O. van het lange type bestaat er geen wettelijke basis.

Deze toelagen worden ingeschreven in de begroting van de betrokken instellingen. Er bestaat een forfaitair bedrag : 2 000 F/student, gekoppeld aan de index (1975 = 160).

Dit bedrag wordt toegekend aan het Hoger Instituut voor Vertalers en Tolken te Antwerpen en het H. R. I. voor Vertalers en Tolken te Brussel.

Ook het Vrije Instituut « Marie Haps » (Nederlandse afdeling), de Economische Hogeschool-Limburg en de Vlaamse Economische Hogeschool-Brussel, genieten deze sociale toelagen.

Een lid vraagt hoe de investeringskredieten voor het N. U. H. O. (lange type) worden gesubsidieerd.

De Minister (N) antwoordt dat de toelagen voor het Rijksonderwijs verleend worden door het Gebouwenfonds.

Voor het gemeentelijk- en het provinciaal onderwijs wordt 60 % betoelaagd terwijl 40 % kan ontleend worden.

Er is een jaarlijks bedrag van 1 miljard (waarde 1973) voorzien.

Wat het vrij onderwijs betreft kan 100 % ontleend worden.

Er is een jaarlijks bedrag van 2 miljard (waarde 1973) voorzien.

De terugbetaling kan geschieden bij middel van de werkingstoelagen.

De interest boven 1,25 % is ten laste van de Staat.

Een lid verlangt dat het N. U. H. O. en het U. H. O. tot een geïntegreerd geheel worden uitgebouwd (cfr. wet van 7 juli 1970) met « bruggen » tussen beide. Hij vraagt of men dienaangaande moet blijven wachten op de oprichting van Hoge Raden.

De Minister (N) antwoordt dat overgangsmogelijkheden van het korte type naar het lange type of naar universitaire studien en omgekeerd dringend moeten gecreëerd worden. Dit kan evenwel slechts wettelijk gebeuren op advies van de Vaste Raad die tot op heden niet werd samengesteld. Het desbetreffend ontwerp van koninklijk besluit werd opgesteld en zal eerlangs ter ondertekening aan de Koning voorgelegd worden.

Een lid verwijst naar de vele beroepen die worden aangetekend door de regeringscommissarissen in verband met het statuut van het personeel der vrije universiteiten. Hij vraagt uitleg hieromtrent.

De Minister (N) verklaart dat er voor de U. F. S. I. A. geen statuut bestaat. Dit probleem wordt thans evenwel besproken.

Voor de U. I. A. is er een statuut dat vastgesteld werd door de Raad van Beheer.

Voor de K. U. L. bestaat er een statuut vastgesteld door de Raad van Beheer. Voor St. Aloysius in Brussel bestaat er geen statuut. Er zijn besprekingen dienaangaande aan de gang.

Voor het L. U. C. bestaat enkel een statuut voor administratief en technisch personeel (voor het onderwijzend personeel en werkliedend personeel is loopt de bespreking ten einde).

In de V. U. B. bestaat er een statuut, vastgesteld door de Raad van Beheer.

Un membre a plaidé en faveur de la libéralisation de la législation relative aux grades académiques et a demandé que le régime actuel de collation des grades académiques soit révisé.

Le Ministre (N) a répondu que cette révision est effectivement envisagée.

Le texte intégral d'un avant-projet de loi en vue de la réforme du régime de collation des grades académiques a été établi par la Commission permanente des recteurs.

L'administration a formulé un certain nombre d'observations sur ce projet et a établi elle-même un avant-projet. Les deux propositions sont actuellement examinées au cabinet.

En ce qui concerne l'article 12.25 du budget du régime néerlandais, un membre a déclaré ne pas comprendre comment il peut être question de « y compris exceptionnellement les années budgétaires précédentes ». Il a demandé pourquoi le montant prévu à l'article 12.26 n'a pas été augmenté, étant donné qu'il couvre également des années budgétaires précédentes.

Le Ministre (N) a rappelé qu'il s'agit d'une augmentation des frais de transport; à cet égard, il y a lieu de tenir compte du fait que, proportionnellement, le prix des produits pétroliers a augmenté dans une mesure beaucoup plus grande que le prix des autres produits repris à l'article 12.26.

Un membre a demandé comment il est possible que les normes d'encadrement des Instituts supérieurs calculées par l'administration soient aussi divergentes.

Le Ministre (N) a répondu que la loi sur le Pacte scolaire prévoit des normes de dédoublement pour l'enseignement technique.

Certains Instituts techniques supérieurs ont appliqué très strictement les normes d'encadrement. D'autres ne l'ont pas fait. Il est évident que, sur ce point, l'administration a adopté une attitude parfois trop accommodante ou assez indifférente, qui a permis à certains Instituts de se considérer presque comme des centres universitaires.

Le Gouvernement a l'intention d'édicter en la matière une réglementation uniforme pour l'ensemble de l'enseignement du type long.

Le Ministre (F) a ajouté que la même carence a été constatée dans l'enseignement du type court. L'enseignement du type court s'est déjà généralement aligné sur les mêmes normes que l'enseignement secondaire.

7. — Personnel.

Un membre demande s'il est normal que les prestations de surveillance soient également réparties entre tous les enseignants, quel que soit leur horaire de cours, puisqu'aussi bien les prestations pédagogiques des institutrices dans l'enseignement maternel sont déjà complètes.

Le Ministre (F) répond qu'il lui paraît évident qu'au niveau des surveillances, l'enseignement fondamental constitue un tout. Les prestations de surveillance doivent être réparties d'une manière équitable en tenant compte de l'ampleur des prestations pédagogiques.

Un membre s'est enquis du nombre d'adaptations à l'index qui auront lieu cette année.

Le Ministre (N) a déclaré que deux adaptations à l'index ont été prévues au budget propre, sur la base du 1^{er} février 1976.

Un membre constate avec étonnement que la comparaison des dépenses consacrées aux paiements des traitements des professeurs, fait apparaître qu'il faut chaque année les augmenter dans des mesures excédant les montants prévus à cet effet dans les budgets d'ajustement.

Een lid pleit voor de liberalisering van de wetgeving op de academische graden en vraagt dat het regime voor het toekennen van de academische graden zou worden herzien.

De Minister (N) verklaart dat deze herziening inderdaad wordt overwogen.

De volledige tekst van een voorontwerp van wet tot hervorming van het regime inzake het toekennen van de academische graden werd opgesteld door de Vaste Commissie van de Rectoren.

De administratie heeft een aantal bemerkingen bij dit ontwerp gemaakt en heeft zelf een voorontwerp opgesteld. Beide voorstellen zijn thans ter studie op het kabinet.

In verband met artikel 12.25 van de begroting van de Nederlandse sector begrijpt een lid niet hoe er in de verantwoording sprake kan zijn van « bij uitzondering met inbegrip vorige begrotingsjaren ». Waarom verhoogt het bij 12.26 voorziene bedrag niet, gezien ook vorige begrotingsjaren hierin vermeld staan?

De Minister (N) herinnert eraan dat het om een verhoging der vervoerkosten gaat waarbij de prijzen van de petroleumprodukten in verhouding veel meer gestegen zijn dan de prijzen van de andere produkten die in artikel 12.26 voorkomen.

Een lid vraagt hoe het mogelijk is dat de omkaderingsnormen voor de Hogere Instituten volgens de door Administratie uitgevoerde berekeningen zo uiteenlopend kunnen zijn.

De Minister (N) antwoordt dat de wet op het schoolpakt voor het technisch onderwijs splitsingsnormen heeft voorzien.

Bepaalde technische Hogere Instituten hebben de omkaderingsnormen heel strikt toegepast. Anderen echter niet. Het is evident dat de Administratie terzake soms te laks of nogal onverschillig is opgetreden met het gevolg dat bepaalde Instituten zichzelf bijna als universitaire centra zijn gaan beschouwen.

Het ligt in de bedoeling van de Regering om voor het volledig onderwijs van het lange type een uniforme regeling uit te werken.

De Minister (F) voegt er aan toe dat ook in het onderwijs van het korte type hetzelfde gebrek aan normen werd vastgesteld. Maar dit onderwijs van het korte type heeft zich meestal reeds op het secundair onderwijs afgestemd.

7. — Personeel.

Een lid vraagt of het normaal is dat het toezicht op gelijke wijze over alle onderwijskrachten wordt gespreid, ongeacht hun lesrooster; het is immers zo dat zelfs de bewaarschoolonderwijzeressen reeds een volledige opdracht hebben.

De Minister (F) vindt het vanzelfsprekend dat inzake toezicht het basisonderwijs één geheel vormt. Het toezicht moet op billijke wijze worden verdeeld, rekening houdend met de omvang van de leeropdracht.

Een lid wenst te weten hoeveel indexaanpassingen er dit jaar zullen plaatsvinden.

De Minister (N) verklaart dat er twee indexaanpassingen voorzien werden in de eigen begroting rekening houdend met de basis van 1 februari 1976.

Een lid constateert met verwondering dat uit de vergelijking van de uitgaven voor de betaling van de wedden van de leraars, blijkt dat die uitgaven elk jaar moeten worden verhoogd in een verhouding die de daartoe op de aangepaste begroting uitgetrokken kredieten overtreft.

Le Ministre (F) répond que le système de prévision budgétaire actuel reste relativement imprécis. Le Gouvernement met tout en œuvre pour corriger, à l'aide d'efforts techniques, ces imprécisions. Celles-ci proviennent en partie des inévitables retards de paiements. Ainsi a-t-il fallu prévoir plusieurs centaines de millions pour les régularisations légales. Tant que celles-ci subsisteront, il sera impossible d'arriver à un budget « mathématique ».

Le Ministre (N) ajoute que, en ce qui concerne le régime néerlandais, il a été possible de calculer cette année avec un peu plus de précision les prévisions budgétaires. Arrêter les comptes de chaque créancier de l'Etat et recueillir de celui-ci toutes les pièces justificatives et comptables nécessaires est une opération très difficile. Porter ensuite au budget les sommes nécessaires pour y faire face suppose presque d'office, en ce qui concerne l'Education nationale, une marge d'imprécisions quasi inévitables.

Un membre constate que la réaffectation au 1^{er} janvier 1976 du personnel en disponibilité pose de sérieux problèmes dans certains établissements, sur les plans psychologique et pédagogique.

Le Ministre n'estime-t-il pas :

a) que la réaffectation devrait s'opérer en début d'année scolaire et non d'année civile ?

b) que l'approche devrait être différenciée selon qu'on se trouve dans l'enseignement secondaire, primaire et préprimaire ?

Le Ministre (F) signale que lors de la mise au point du statut des réseaux subventionnés et, si nécessaire, de la révision de certaines dispositions du statut des enseignants de l'Etat, un système de réaffectation définitif devra être mis au point. Le Ministre admet que la réaffectation doit tenir compte de considérations pédagogiques et peut-être davantage au niveau maternel qu'au niveau secondaire, à cause des aspects affectifs; elle ne peut cependant être organisée sans que soit prise en considération la nécessité de remettre au travail aussi rapidement que possible les membres du personnel qui perdent leur emploi.

Un membre demande des renseignements au sujet de la validité de la nomination de l'inspecteur général détaché à la Maison Biermans-Lapôtre et au sujet de la situation statutaire et administrative de l'intéressé. Il demande aussi quelle est la base statutaire de la nomination de son successeur en tant qu'inspecteur général ?

Le Ministre (F) répond que la nomination comme inspecteur général à titre personnel de M. Brauns, directeur de la fondation Biermans-Lapôtre, a été présentée au Roi par son prédécesseur.

Notre enseignement a besoin d'inspecteurs généraux sur place, et non d'inspecteurs généraux à l'étranger.

Du point de vue pédagogique, la nomination d'un inspecteur général de l'enseignement technique s'imposait.

Du point de vue statutaire, cette nomination a été faite dans le respect de la réglementation.

De Minister (F) antwoordt dat het huidige systeem van de budgettaire ramingen tamelijk onnauwkeurig is. De Regering stelt alles in het werk om met behulp van technische middelen die onnauwkeurigheden te corrigeren. Deze laatste zijn gedeeltelijk te wijten aan de onvermijdelijke vertraging in de betalingen. Zo diende rekening te worden gehouden met wettelijke regularisaties tot een beloop van verschillende honderden miljoenen frank. Zolang die regularisaties zullen blijven bestaan, zal het onmogelijk zijn tot een begroting te komen die « mathematisch » juist is.

De Minister (N) voegt eraan toe dat het, voor het Nederlandse taalstelsel, dit jaar mogelijk geweest is de budgettaire ramingen nauwkeuriger vast te stellen. Het afsluiten van de rekening van elke personeelslid dat op de Staat een schuldvordering heeft, evenals het inzamelen bij die schuldeisers van de nodige bewijzen en boekhoudkundige stukken is een zeer ingewikkelde verrichting. Wanneer nadien op de begroting de nodige bedragen worden uitgetrokken om die uitgaven te dekken, stelt zulks inzake Nationale Opvoeding bijna automatisch een om zo te zeggen onvermijdelijke marge van onnauwkeurigheden voorop.

Een lid stelt vast dat de wederindienstneming per 1 januari 1976 van het ter beschikking gestelde personeel in sommige instellingen op psychologisch en pedagogisch vlak ernstige problemen meebrengt.

Meent de Minister niet :

a) dat die wederindienstneming zou moeten gebeuren bij het begin van het schooljaar en niet van het kalenderjaar ?

b) dat de aanpak van die kwestie verschillend zou moeten zijn voor het secundair, het lager en het kleuteronderwijs ?

De Minister (F) wijst erop dat, op het ogenblik dat het statuut van de gesubsidieerde netten zal worden uitgewerkt en, indien dit nodig is, bij de herziening van sommige bepalingen van het statuut van het personeel van het Rijksonderwijs, een definitief stelsel van wederindienstneming zal moeten worden uitgewerkt. De Minister is het erme eens dat bij de wederindienstneming rekening moet worden gehouden met overwegingen van pedagogische aard, en zulks misschien nog meer op het niveau van het kleuteronderwijs dan op dat van het secundair onderwijs omwille van de affectieve aspecten; de wederindienstneming kan nochtans niet worden georganiseerd zonder dat daarbij rekening wordt gehouden met de noodzaak de personeelsleden die hun betrekking verliezen, zo spoedig mogelijk opnieuw aan het werk te zetten.

Een lid vraagt inlichtingen over de geldigheid van de benoeming van de inspecteur-generaal die bij de stichting Biermans-Lapôtre is gedetacheerd en over de statutaire en administratieve toestand van de betrokkene. Tevens vraagt hij op welke statutaire grondslag zijn opvolger tot inspecteur-generaal is benoemd.

De Minister (F) antwoordt dat de benoeming tot inspecteur-generaal ten persoonlijke titel van de heer Brauns, directeur van de stichting Biermans-Lapôtre, door zijn voorganger aan de Koning werd voorgesteld.

Ons onderwijs heeft behoefte aan inspecteurs-generaal ter plaatse, en niet aan inspecteurs-generaal in het buitenland.

Pedagogisch gezien was de benoeming van een inspecteur-generaal voor het technisch onderwijs noodzakelijk.

Statutair gezien gebeurde die benoeming met inachtneming van de geldende regels.

Un membre a demandé d'où proviennent, en ce qui concerne les augmentations de traitements, les écarts qui peuvent être constatés dans le calcul des traitements par section et par réseau, comparativement à l'année budgétaire 1975.

Selon le même membre, ces écarts, exprimés en %, sont les suivants, respectivement pour l'enseignement de l'Etat, l'enseignement communal et l'enseignement libre :

Section	Enseignement de l'Etat	Enseignement communal	Enseignement libre
II	15,0 %	17,2 %	18,0 %
III	16,1 %	27,0 %	8,8 %
IV	16,0 %	27,0 %	17,0 %
Vlb	13,9 %	25,5 %	18,3 %

Comment se fait-il que, pour l'enseignement de l'Etat, les crédits prévus aux sections III et IV s'élèvent à 16 % et, à la section Vlb, à 13,9 % ?

Comment se fait-il que, pour l'enseignement libre, le crédit de la section III s'élève à 8,8 % et celui de la section Vlb à 18,3 % ?

Le Ministre (N) a répondu qu'il s'est renseigné auprès de son administration et qu'il n'a pas reçu, à cet égard, de réponse satisfaisante.

La seule raison qu'il peut donner à cette divergence est que les propositions sont élaborées dans des services distincts. Il a pris les dispositions nécessaires pour éviter cette situation à l'avenir.

Un membre constate que le statut du personnel enseignant de l'Etat est censé s'appliquer aussi bien à l'enseignement de promotion sociale qu'à l'enseignement de plein exercice.

En fait, l'application au personnel des cours de promotion sociale est impossible.

Un statut spécifique a été promis à plusieurs reprises.

Il demande au Ministre où en est l'élaboration de ce statut.

Le Ministre (F) répond que la Commission paritaire du statut de l'enseignement de l'Etat n'a pas encore élaboré un statut propre à l'enseignement de promotion sociale. Il est certain que son non-fonctionnement pendant des mois (par suite de l'absence des organisations syndicales, est en partie responsable de cette situation. Il est d'avis qu'un système adapté doit être mis au point, qui permette des nominations à titre définitif.

Il faut cependant tenir compte du fait que l'enseignement en cause doit pouvoir s'adapter d'une manière très souple aux besoins existants et, dans cet ordre d'idées, on ne peut nier que la stabilité d'une trop grande partie du personnel ait été un frein à l'évolution.

Un membre s'est informé des résultats de l'exécution des nouvelles mesures relatives aux surveillants-éducateurs.

Il s'est enquis des difficultés spécifiques rencontrées en l'occurrence ainsi que du régime actuel en ce qui concerne les surveillants-éducateurs dans l'enseignement supérieur.

Quel régime peut-on prévoir en vue d'adapter le système à la situation propre à l'enseignement supérieur ?

Le Ministre (F) a répondu qu'en vertu de l'article 27 de la loi du 29 mai 1959, modifié par la loi du 11 juillet 1973, les subventions-traitements sont accordées tant aux membres du personnel administratif et enseignant qu'aux membres du personnel éducatif auxiliaire. Le même article per-

Een lid vraagt van waar de verschillen in weddeverhoging komen die kunnen vastgesteld worden bij de berekening van de wedden per sectie en per net in vergelijking met het begrotingsjaar 1975.

Deze zijn volgens hetzelfde lid respectievelijk voor het Rijksonderwijs, het Gemeentelijk Onderwijs en het Vrij Onderwijs in % uitgedrukt de volgende :

Sectie	Rijksonderwijs	Gemeentelijk Onderwijs	Vrij Onderwijs
II	15,0 %	17,2 %	18,0 %
III	16,1 %	27,0 %	8,8 %
IV	16,0 %	27,0 %	17,0 %
Vlb	13,9 %	25,5 %	18,3 %

Hoe komt het dat voor het Rijksonderwijs de kredieten uitgetrokken onder secties III en IV 16 % bedragen en voor de sectie Vlb 13,9 % bedragen ?

Hoe komt het dat voor het Vrij Onderwijs het krediet van sectie III 8,8 % bedraagt en dat van sectie Vlb 18,3 % ?

De Minister (N) antwoordt dat hij uitleg gevraagd heeft aan zijn administratie over deze verschillen en geen afdoend antwoord gekregen heeft.

Hij kan als oorzaak van de discrepantie alleen maar opgeven dat de voorstellen in aparte diensten opgesteld worden. Hij heeft de nodige schikkingen getroffen om dit in de toekomst te vermijden.

Een lid stelt vast dat het statuut van het onderwijzend personeel van de Staat geacht wordt toepasselijk te zijn op het onderwijs voor sociale promotie zowel als op het volledige dagonderwijs.

In feite is het statuut onmogelijk toe te passen op het personeel van de sociale promotiecurssussen.

Herhaalde malen werd een speciaal statuut in het vooruitzicht gesteld.

Het lid vraagt de Minister hoever het staat met dat statuut.

De Minister (F) antwoordt dat het paritaire comité voor het statuut van het Rijksonderwijs nog geen speciaal statuut voor het onderwijs voor sociale promotie heeft uitgewerkt. Het staat vast dat zulks ten dele te wijten is aan het feit dat de werkzaamheden gedurende maanden hebben stilgelegen omdat de vakbondsorganisaties niet kwamen opdagen. Hij is van mening dat een passende regeling moet worden uitgewerkt die benoemingen in vast verband mogelijk maakt.

Er dient evenwel rekening te worden gehouden met het feit dat de onderwijsvorm in kwestie op een zeer soepele manier moet kunnen worden aangepast aan de bestaande behoeften en, in die gedachtengang, kan niet worden ontkend dat de stabiliteit van een te groot gedeelte van het personeel een rem op die ontwikkeling geweest is.

Een lid wenst inlichtingen te bekomen omtrent de resultaten van de uitvoering van de nieuwe maatregelen betreffende de studiemeesters-opvoeders.

Hij vraagt welke de specifieke moeilijkheden waren die bij de uitvoering ervan werden ondervonden. Ook wenst hij uitleg betreffende de toestand van de studiemeesters-opvoeders in het hoger onderwijs ?

Welke regeling kan in het vooruitzicht worden gesteld om het systeem aan te passen aan de eigen situatie van het hoger onderwijs ?

De Minister (F) antwoordt dat ingevolge het door de wet van 11 juli 1973 gewijzigde artikel 27 van de wet van 29 mei 1959 de weddetoelagen worden toegekend zowel aan de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel als aan de leden van het opvoedend hulppersoneel. Hetzelfde artikel

met actuellement d'octroyer des subsides à des catégories de membres du personnel administratif déterminées par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres. Les normes sur la base desquelles les subventions sont octroyées, sont celles qui sont applicables au même niveau et au même type d'enseignement dans l'enseignement de l'Etat.

Les longues discussions au sein de la Commission du pacte scolaire ont abouti à un projet de réglementation qui, par la voie de la circulaire ministérielle n° 205/SH/AS/PS du 11 août 1975, a été communiqué à tous les établissements officiels et subventionnés.

L'application de cette circulaire ainsi que les observations et les questions émanant des administrations compétentes et d'autres instances ont nécessité la diffusion d'une deuxième circulaire, le 12 septembre 1975, en vue d'adapter et de préciser les directives fournies.

Il est permis d'affirmer à coup sûr que les mesures prises ont été favorablement accueillies et n'ont suscité aucune réaction digne d'être mentionnée.

Il existe cependant certaines difficultés auxquelles il a été ou il sera remédié dans la mesure du possible.

A cet égard, il convient de citer notamment les difficultés suivantes :

— La circulaire du 11 août 1975, plus spécialement en son article 5.3, a permis aux autorités provinciales et communales de donner, dans leurs écoles, la priorité aux membres du personnel qui ne sont pas subsidiés parce qu'ils sont en surnombre, mais qui sont porteurs des titres requis ou jugés suffisants.

Afin d'éviter toute discrimination entre les réseaux d'enseignement subventionnés, la même faculté a été reconnue aux pouvoirs organisateurs de l'enseignement libre.

— La circulaire ministérielle du 12 septembre 1975 mentionne, en son point 3, qu'à partir de l'année scolaire 1976-1977, tous les maîtres d'études-éducateurs doivent occuper soit un emploi à mi-temps, soit un emploi à temps plein. Il a paru logique de ne pas recruter, dans les fonctions de maîtres d'études-éducateur, des membres du personnel dont les prestations seraient inférieures à un emploi à mi-temps ou à un emploi à temps plein.

Il apparaît à présent que les opinions concernant l'opportunité de cette mesure sont partagées.

Pour fixer les titres requis en ce qui concerne les fonctions du personnel administratif, en particulier le grade de commis-dactylographe, on s'est inspiré de l'arrêté royal du 19 juin 1967. Cet arrêté écarte, en ce qui concerne l'enseignement de l'Etat, les certificats d'étude de l'enseignement professionnel.

Il a semblé normal d'appliquer la même réglementation à l'enseignement subventionné.

Par contre, les règles applicables en ce qui concerne l'accès au niveau 3 de l'administration de l'Etat admettent un brevet de la section « travaux de bureau », délivré par une école professionnelle secondaire supérieure.

Le Ministre a ajouté qu'il serait peut-être permis d'envisager d'adapter l'arrêté royal du 19 juin 1967 à la réglementation en vigueur pour les administrations de l'Etat.

— Comme, en raison de la période de vacances, la circulaire ministérielle du 11 août 1975 n'est parvenue aux écoles que dans les derniers jours du mois d'août, certains pouvoirs organisateurs ont recruté d'une manière par trop prématurée, sans tenir compte évidemment des directives ministérielles.

Bien que les cas signalés au Ministre ne soient pas tellement nombreux, il s'efforcera d'y trouver une juste solution.

Il faut aussi rendre compte de la façon dont on a fait connaître à la population les possibilités de faire passer les enfants à l'enseignement de l'Etat. On a tenu compte de la nécessité de faire connaître à la population les possibilités de faire passer les enfants à l'enseignement de l'Etat.

Il faut aussi rendre compte de la façon dont on a fait connaître à la population les possibilités de faire passer les enfants à l'enseignement de l'Etat.

Il faut aussi rendre compte de la façon dont on a fait connaître à la population les possibilités de faire passer les enfants à l'enseignement de l'Etat.

Il faut aussi rendre compte de la façon dont on a fait connaître à la population les possibilités de faire passer les enfants à l'enseignement de l'Etat.

Il faut aussi rendre compte de la façon dont on a fait connaître à la population les possibilités de faire passer les enfants à l'enseignement de l'Etat.

Il faut aussi rendre compte de la façon dont on a fait connaître à la population les possibilités de faire passer les enfants à l'enseignement de l'Etat.

Il faut aussi rendre compte de la façon dont on a fait connaître à la population les possibilités de faire passer les enfants à l'enseignement de l'Etat.

Il faut aussi rendre compte de la façon dont on a fait connaître à la population les possibilités de faire passer les enfants à l'enseignement de l'Etat.

Il faut aussi rendre compte de la façon dont on a fait connaître à la population les possibilités de faire passer les enfants à l'enseignement de l'Etat.

Il faut aussi rendre compte de la façon dont on a fait connaître à la population les possibilités de faire passer les enfants à l'enseignement de l'Etat.

Il faut aussi rendre compte de la façon dont on a fait connaître à la population les possibilités de faire passer les enfants à l'enseignement de l'Etat.

Il faut aussi rendre compte de la façon dont on a fait connaître à la population les possibilités de faire passer les enfants à l'enseignement de l'Etat.

Il faut aussi rendre compte de la façon dont on a fait connaître à la population les possibilités de faire passer les enfants à l'enseignement de l'Etat.

Il faut aussi rendre compte de la façon dont on a fait connaître à la population les possibilités de faire passer les enfants à l'enseignement de l'Etat.

Il faut aussi rendre compte de la façon dont on a fait connaître à la population les possibilités de faire passer les enfants à l'enseignement de l'Etat.

Il faut aussi rendre compte de la façon dont on a fait connaître à la population les possibilités de faire passer les enfants à l'enseignement de l'Etat.

Un membre plaide en faveur des diplômés B1 qui doivent, à la suite du déclassement du diplôme B1 qui est ramené à un degré inférieur par rapport à celui du cours technique secondaire supérieur ou du niveau supérieur du premier degré, subir une dévalorisation morale et pécuniaire injustifiée. Il demande que les diplômés B1 soient assimilés à ceux du 1^{er} degré.

Le Ministre (F) répond que le problème des diplômés B1 avant le reclassement vient du fait que les conditions d'accès n'étaient pas partout le titre de fin d'études secondaires supérieures.

Le Ministre se propose de remettre ce problème sur le tapis à l'occasion des discussions à propos du régime uniforme des titres qui doit être mis en place pour septembre prochain. Il fait d'autre part examiner par son administration la suggestion faite, c'est-à-dire celle d'organiser un jury permettant aux porteurs du diplôme B1 non reclassé au niveau supérieur, la possibilité d'obtenir ce classement.

Un membre fait remarquer que depuis quelques années, le nombre d'agents engagés comme temporaires et intérimaires dans les Centres P. M. S. de l'Etat est de loin supérieur à celui des agents recrutés comme stagiaires.

Le problème naît du fait que les règles de priorités applicables dans l'enseignement ne sont pas d'application dans les centres P. M. S. Il demande s'il ne conviendrait pas de prendre une disposition provisoire accordant aux agents temporaires et intérimaires qui introduisent une candidature aux places ouvertes, un droit de priorité selon leur ancienneté, et ce en comptabilisant pour tous, les périodes prescrites successivement dans les centres.

Le Ministre (F) rappelle qu'il n'est pas exact de prétendre que l'ensemble des centres P. M. S. comporte plus d'agents temporaires que d'agents stagiaires. Il y aurait lieu de doter le personnel de ces centres d'un statut impliquant des règles de déroulement de carrière et de promotion analogues à celles de l'enseignement.

Chaque fois que le Ministre n'a pas pu obtenir une information exacte et immédiate à propos du cadre admis pour tel centre et du personnel en fonctions, la désignation d'un agent temporaire a pu s'effectuer avec quelque retard.

Chaque fois que la structure est parfaitement claire, la désignation intervient très vite.

Un membre fait remarquer que les maîtres spéciaux de gymnastique dans l'enseignement primaire doivent détenir, outre leur diplôme d'instituteur ou d'institutrice primaire ou maternelle, un titre supplémentaire qui leur est décerné par le jury central après deux ans d'études. Il se demande dès lors pourquoi ce diplôme ne leur donne pas droit à un supplément sur leur traitement d'instituteur ?

Le Ministre (F) répond que la situation décrite en matière de maîtres spéciaux d'éducation physique découle de l'arrêté royal du 22 avril 1969 sur les titres requis. Or, le système de titres doit être revu. Le Ministre estime cependant qu'il y a lieu de faire une distinction entre une fonction et les titres pour y accéder; les différentes fonctions, même si elles se situent au même niveau, n'ont pas nécessairement les mêmes responsabilités ni les mêmes contraintes.

C'est ainsi que le Ministre réaffirme qu'il ne voit aucune objection, à l'appui du diplôme exigé, à défendre le point de vue que le traitement de l'éducateur doit nécessairement être égal à celui de l'instituteur.

Un membre constate que les handicapés physiques porteurs d'un diplôme universitaire et désireux d'enseigner dans l'enseignement ordinaire doivent subir un examen médical pour être nommés à titre définitif. Les résultats de ces examens médicaux empêchent le plus souvent cette nomination. L'enseignant reste alors admissible sous réserve et

un lid breek een lans voor de houders van een B1-diploma. Nu het B1-diploma in het hoger secundair technisch onderwijs en in het hoger niveau van de eerste graad werd gerangschikt, krijgen de houders van een dergelijk diploma ongerechtvaardigd een morele en financiële klap te verwerken. Spreker vraagt dat de B1-diploma's met die van de eerste graad worden gelijkgeschakeld.

De minister (F) antwoordt dat het probleem van de vroegere B1-diplomahouders ontstaat is doordat de toelatingsvoorwaarden niet overal dezelfde waren, met name een getuigschrift van beëindigd hoger middelbaar onderwijs.

De Minister is van plan dit probleem ter sprake te brengen bij de besprekingen over de eenvormige regeling van de titels die tegen september e.k. moeten worden ingevoerd. Ook zal hij het voorstel tot het instellen van een jury ten einde de houders van een niet op een hoger niveau gereklasserd B1-diploma de mogelijkheid te bieden de herklassering te bekomen, door zijn bestuur laten onderzoeken.

Een lid merkt op dat het aantal tijdelijke of waarnemende personeelsleden in de P. M. S.-centra van de Staat sinds enkele jaren heel wat hoger ligt dan het aantal als stagiaires aangeworven personeelsleden.

Het probleem ontstaat doordat de voor het onderwijs geldende prioriteitsregelen niet van toepassing zijn in de P. M. S.-centra. Hij vraagt of het niet wenselijk is een voorlopige maatregel te treffen, waarbij de tijdelijke en waarnemende personeelsleden die voor een vacante betrekking postuleren, volgens hun anciënniteit voorrang worden verleend, en zulks door voor allen de opeenvolgende, in de P. M. S.-centra gepresteerde diensten samen te tellen.

De Minister (F) wijst erop dat het niet juist is dat er in de P. M. S.-centra meer tijdelijke personeelsleden dan stagiaires werkzaam zijn. Het personeel van die centra zou een statuut moeten krijgen waarin regels voor het verloop van de loopbaan en de bevorderingen worden vastgelegd, die gelijklopen met die van het onderwijs.

Telkens als de Minister geen exacte en onmiddellijke informatie kon krijgen over de personeelsformatie van een of ander P. M. S.-centrum en over het personeel dat in dienst is, kon de aanstelling van een tijdelijk personeelslid met enige vertraging gebeuren.

Telkens als de structuur klaar en duidelijk is, gebeurt de aanstelling zeer snel.

Een lid merkt op dat de bijzondere leraars lichamelijke opvoeding in het lager onderwijs, naast hun diploma van onderwijzer of onderwijzeres van de lagere of kleuterschool een bijkomend diploma moeten bezitten dat hun na twee jaar studie door de centrale examencommissie wordt uitgereikt. Hij vraagt zich dan ook af waarom dat diploma geen recht geeft op een supplement bij hun onderwijzerswedde.

De Minister (F) antwoordt dat de toestand inzake bijzondere leraars lichamelijke opvoeding het gevolg is van het koninklijk besluit van 22 april 1969 betreffende de vereiste bekwaamheidsbewijzen. De regeling van de bekwaamheidsbewijzen moet evenwel worden herzien. De Minister denkt echter dat een onderscheid moet worden gemaakt tussen een ambt en de bekwaamheidsbewijzen die toegang verlenen tot dat ambt; verschillende ambten, ook al behoren ze niet tot hetzelfde niveau, brengen niet noodzakelijk dezelfde verantwoordelijkheid of dezelfde verplichtingen met zich mee.

Daarom herhaalt de Minister dat hij er geen enkel bezwaar tegen heeft tot staving van het vereiste diploma staande te houden dat de wedde van een opvoeder noodzakelijkerwijs gelijk moet zijn aan die van een onderwijzer.

Een lid stelt vast dat lichamelijke gehandicapten die met een universitaire diploma les willen geven in het gewoon onderwijs een medisch onderzoek moeten ondergaan om vast benoemd te kunnen worden. De resultaten van deze medische onderzoeken verhinderen zulks meestal. De leerkracht blijft alsdan onder voorbehoud toelaatbaar en moet

doit se faire réexaminer après six mois, à la demande de l'administration compétente. Ces enseignants ne peuvent ainsi jamais être nommés à titre définitif et sont contraints de quitter l'enseignement après cinq ans. D'autre part, ils ne peuvent pas être désignés en qualité de professeur dans l'enseignement par correspondance, étant donné que seuls peuvent l'être les professeurs nommés à titre définitif. Le Ministre ne peut-il envisager une modification de la loi en vue de mettre un terme à cette situation ?

Le Ministère de la Santé publique ne peut-il pas fixer une autre base d'examen, de manière à permettre la nomination de ces handicapés en qualité d'enseignants ? D'autre part, ces handicapés ne pourraient-ils pas être occupés dans l'enseignement par correspondance ?

En ce qui concerne l'examen médical que doivent subir les handicapés physiques afin de pouvoir être nommés dans l'enseignement, le Ministre (N) a déclaré qu'il est évident que la nature du handicap ne peut pas être un obstacle à l'exercice de la fonction.

Sous réserve d'une telle restriction il ne voit pas d'objection à un assouplissement des conditions.

L'enseignement par correspondance ne dispose pas ou pas encore d'enseignants de plein exercice, de sorte qu'il n'offre en ce moment guère de débouchés.

Chaque année les organisations syndicales se réunissent à l'effet de contrôler les abus éventuels dans la désignation de candidats aux emplois à conférer. Un membre demande si des cas litigieux se sont présentés et, le cas échéant, quel est leur nombre.

Le Ministre (F) répond que le 6 janvier, les trois organisations syndicales ont, après plusieurs séances de contrôle, admis que les opérations de mutation, d'admission au stage et de désignation des agents temporaires s'étaient effectuées dans le respect du statut et qu'une trentaine de cas considérés comme litigieux sur plus de 8 000 opérations, ont trouvé une solution acceptable.

Il signale en passant une difficulté à laquelle il y aura lieu d'apporter remède : les fiches des candidats à un emploi temporaire ne peuvent être vérifiées par l'administration, lorsqu'elles rentrent, par suite de l'appel qui paraît au *Moniteur belge*. Il s'ensuit que certains candidats qui ne sont pas toujours de mauvaise foi, donnent des renseignements qui ne correspondent pas exactement à la réalité. Sur base de ces renseignements, certaines désignations temporaires s'effectuent, qui ne sont pas toujours en stricte conformité avec les règles de priorité concernant les candidats temporaires.

Un membre souhaite connaître les critères d'appel à l'emploi d'inspecteur des centres psycho-médico-sociaux.

Le Ministre (F) répond que les inspecteurs des centres psycho-médico-sociaux ont été recrutés en vertu des dispositions de l'arrêté royal du 20 mars 1975 réglant l'organisation de l'inspection des centres psycho-médico-sociaux.

Chaque candidat a pu joindre à sa candidature tous les documents prouvant ses capacités professionnelles. Le Ministre fait alors des choix après avoir examiné les dossiers présentés par l'administration.

Un membre aimerait savoir en toute clarté quelle est l'attitude qu'adopte le Ministre en cas de désignation de chef d'établissement à titre temporaire.

Le Ministre (F) signale que sa ligne de conduite en la matière est très simple, du moins lorsque la vacance va durer un certain temps. Ses services contactent les membres du personnel porteurs du brevet nécessaire et si l'un d'eux souhaite l'emploi, il l'obtient.

opnieuw onderzocht worden na 6 maanden op verzoek van het bevoegde bestuur. Deze leerkrachten kunnen aldus nooit vastbenoemd worden en moeten na 5 jaar het onderwijs verlaten. Zij kunnen tevens wettelijk niet aangesteld worden als leraar in het schriftelijk onderwijs, gezien enkel vast benoemde leerkrachten kunnen aangeduid worden als leraar in het schriftelijk onderwijs. Kan de Minister geen wetswijziging voorzien om deze moeilijkheid uit te schakelen ?

Kan door het ministerie van Volksgezondheid geen andere basis van onderzoek worden vastgesteld om deze gehandicapten toe te laten benoemd te worden als leerkracht ? Zouden voorts deze gehandicapten niet kunnen tewerkgesteld worden in het schriftelijk onderwijs ?

Over het geneeskundig onderzoek dat de lichamelijk gehandicapten moeten ondergaan om in het onderwijs benoemd te kunnen worden verklaart de Minister (N) dat de aard van de handicap geen hinderpaal mag vormen voor de uitoefening van de functie.

Afgezien van deze beperking ziet hij er geen bezwaar in dat voorwaarden worden versoepeld.

Het schriftelijk onderwijs werkt niet of nog niet met full-time leerkrachten zodat ook daar op dit ogenblik weinig kans is.

Elk jaar komen de vakbondsorganisaties bijeen om na te gaan of eventueel misbruiken gepleegd werden bij de aanstelling van kandidaten voor de te begeven betrekkingen. Een lid vraagt of er betwiste gevallen geweest zijn en, zo ja, hoeveel.

De Minister (F) antwoordt dat de drie vakbondsorganisaties op 6 januari, na een reeks controlevergaderingen, aangenomen hebben dat de beslissingen in verband met de mutaties, de toelating tot de stage en de aanstelling van tijdelijke personeelsleden genomen werden overeenkomstig het statuut en dat voor een dertigtal als betwist beschouwde gevallen op meer dan 8 000 beslissingen een aanvaardbare oplossing werd gevonden.

Terloops wijst hij op een moeilijkheid waarvoor een oplossing zou moeten worden gevonden : de steekkaarten van de kandidaten voor een tijdelijke betrekking mogen door de administratie niet worden nagezien wanneer zij, ingevolge de in het *Belgisch Staatsblad* verschenen oproep, binnenkomen. Hieruit volgt dat bepaalde kandidaten, daarom niet steeds te kwader trouw, inlichtingen verstrekken die niet volledig met de werkelijkheid overeenstemmen. Op basis van die inlichtingen worden bepaalde tijdelijke aanstellingen gedaan die niet altijd volledig in overeenstemming zijn met de voor de tijdelijke kandidaten geldende prioriteitsregels.

Een lid wenst te weten welke de criteria zijn voor de oproep voor een betrekking van inspecteur van de psycho-medisch-sociale centra.

De Minister (F) antwoordt dat de inspecteurs van de psycho-medisch-sociale centra aangeworven werden op grond van de bepalingen van het koninklijk besluit van 20 maart 1975 houdende regeling van de inspectie van de psycho-medisch-sociale centra.

Elke kandidaat kon bij zijn kandidatuur alle stukken tot staving van zijn beroepsbekwaamheid voegen. De Minister doet dan zijn keuze na de door zijn administratie voorgelegde dossiers te hebben onderzocht.

Een lid wenst duidelijk te weten welke houding de Minister aanneemt om tijdelijk een instellingshoofd aan te wijzen.

De Minister (F) wijst erop dat zijn houding terzake heel eenvoudig is, althans wanneer het gaat om een betrekking die een tijdlang vacant zal blijven. Zijn diensten contacteren de personeelsleden die in het bezit zijn van het nodige brevet en indien een van hen de betrekking wenst, krijgt hij die.

Pour des vacances de courte durée, la résolution de la Commission paritaire du statut est appliquée. Le Ministre tient à faire remarquer qu'il s'agit là d'une simple résolution, qui n'a pas pris la forme d'un arrêté ministériel, par exemple.

En ce qui concerne la vacance d'un emploi qui est mis en compétition par promotion et en attendant que le dossier des candidatures ait pu lui être soumis, le Ministre trouve qu'il vaut mieux ne pas confier cet emploi à un membre du personnel qui est lui-même candidat. Le Ministre tient à déclarer d'une façon formelle qu'il est regrettable que le système des brevets auquel il souscrit dans son principe, conduise, à la situation que nous connaissons : trop d'établissements doivent rester sans chef définitif parce que certains brevetés refusent la promotion qu'ils envisageaient lorsqu'ils se sont présentés aux épreuves et parce que la réserve de candidats brevetés est trop limitée.

Le Ministre envisage de proposer une modification des dispositions statutaires qui traitent de cette matière.

En réponse à la question précise qui a été posée, il estime que l'appel à la promotion doit statutairement suivre l'appel à la mutation.

Il reste actuellement 4 brevetés dans l'enseignement secondaire supérieur qui n'ont pas obtenu, à titre définitif ou temporaire, un emploi correspondant à leur brevet.

Au niveau secondaire inférieur, il en reste 6.

Un membre reconnaît que, s'il y a eu en général un effort de dépolitisation en matière de recrutement du personnel enseignant, il n'en est pas de même pour le personnel temporaire d'entretien, pour lequel il semble y avoir moins de rigueur dans la politique de recrutement. Il aimerait toutefois connaître les critères de recrutement du personnel temporaire d'entretien.

Le Ministre (F) répond qu'en matière de recrutement du personnel d'entretien temporaire, il n'existe aucune règle, si ce n'est celle de la priorité à accorder à des personnes qui ont réussi les épreuves de recrutement dans la mesure où elles sont toujours candidates à tel ou tel emploi particulier.

Par contre, les admissions au stage se font dans le respect le plus strict des dispositions statutaires.

Un membre signale que beaucoup de dossiers de paiement d'agents restent bloqués. Il demande à ce propos ce que le Centre de traitement de l'information est à même de faire en ce moment. Il souhaite savoir, d'autre part, ce que le Ministre entend par « emploi vacant ».

Le Ministre (F) répond que le Centre de traitement de l'information est actuellement à même de connaître l'ensemble des rémunérations d'un membre du personnel, en fonction principale et en fonction accessoire, pour autant qu'il se trouve dans le même secteur :

- Etat;
- secondaire subventionné;
- primaire subventionné, par. ex. :

Ces membres représentent quelque 80 % du personnel.

Dès qu'un membre du personnel est occupé dans deux secteurs, les mémoires disponibles au centre ne sont pas utilisables et il ne sera pas possible, pour le moment du moins, de limiter l'indexation. Ces 20 % restants seront, en attendant que les nouveaux disques mémoires soient fournis en septembre, après avoir été vérifiés manuellement chaque trimestre ou chaque semestre; il y aura lieu de procéder à des récupérations.

Voor betrekkingen die slechts gedurende een korte termijn vacant zijn wordt de resolutie van het paritair comité voor het statuut toegepast. De Minister wijst erop dat het hier om een gewone resolutie gaat die bijvoorbeeld niet de vorm aangenomen heeft van een ministerieel besluit.

Wanneer het gaat om een betrekking die vacant is en bij wijze van promotie te begeven is, vindt de Minister dat in afwachting dat hem de dossiers van de kandidaturen zijn voorgelegd, het beter is die betrekking niet toe te kennen aan een personeelslid dat zelf kandidaat is. De Minister verklaart formeel dat het te betreuren valt dat het systeem van de brevetten, dat hij principieel wel kan goedkeuren, leidt tot de toestand die wij kennen : al te veel inrichtingen blijven zonder definitief instellingshoofd omdat bepaalde gebrevetteerden de promotie weigeren die zij op het ogenblik van de examens op het oog hadden en omdat de reserve van kandidaten met een brevet te beperkt is.

De Minister denkt eraan de statutaire bepalingen die deze materie regelen grondig te wijzigen.

In antwoord op de gestelde precieze vraag meent hij dat, statutair gezien, eerst een beroep moet gedaan worden op kandidaten die willen muteren en nadien gepromoveerd willen worden.

Thans blijven voor het hoger secundair onderwijs vier gebrevetteerden over die hetzij definitief of tijdelijk geen betrekking hebben gevonden die met hun brevet overeenstemt.

Op het niveau van het lager secundair onderwijs blijven er zes over.

Een lid erkent dat weliswaar in het algemeen een inspanning is gedaan om de aanwerving van onderwijzend personeel te depolitiseren, maar vindt dat zulks niet het geval is met het tijdelijk onderhoudspersoneel, waarvoor men bij de aanwerving minder streng schijnt te zijn. Hij wenst de criteria te kennen voor de aanwerving van tijdelijk onderhoudspersoneel.

De Minister (F) antwoordt dat inzake aanwerving van tijdelijk onderhoudspersoneel geen enkele regel bestaat tenzij de prioriteit welke toegekend wordt aan personen die voor de aanwervingsexamens geslaagd zijn, voorzover die personen nog steeds kandidaat zijn voor een bepaalde betrekking.

Voor de toelating tot de stage echter worden de statutaire bepalingen nauwgezet nageleefd.

Een lid wijst erop dat heel wat dossiers m.b.t. de betaling van personeelsleden geblokkeerd blijven. Hij vraagt in dat verband naar de huidige mogelijkheden van het Centrum voor informatieverwerking. Anderzijds wenst hij te weten wat de Minister verstaat onder « openstaande betrekking ».

De Minister (F) antwoordt dat het Centrum voor informatieverwerking thans in staat is het geheel te verwerken van de wedden van een bepaald personeelslid, zowel voor wat zijn hoofd- als zijn bijberoep betreft, voor zover dit personeelslid tot dezelfde sector behoort, b.v. :

- Staat;
- gesubsidieerd secundair onderwijs;
- gesubsidieerd lager onderwijs.

80 % van de personeelsleden beantwoordt aan dat criterium.

Zodra een lid van het personeel werkzaam is in twee sectoren kunnen de in het geheugen van het Centrum opgenomen gegevens evenwel niet gebruikt worden en, voor het ogenblik althans, zal het niet mogelijk zijn de indexering te beperken. De dossiers van de 20 % overige personeelsleden worden, in afwachting dat in september nieuwe tranches van het computergeheugen worden geleverd, elk kwartaal of semester met de hand behandeld; nadien zullen be dragen teruggevorderd moeten worden.

Le Ministre rappelle que par « emploi vacant », il y a lieu d'entendre tout emploi définitivement vacant ou vacant pour une durée continue de 14 semaines au moins, à partir du 1^{er} septembre 1974 ou d'une date ultérieure.

Un membre a demandé des éclaircissements au sujet des subventions-traitements et des arriérés.

Le Ministre (N) s'est référé à la discussion détaillée qui a eu lieu à ce sujet ainsi qu'aux réponses que le Gouvernement a fournies au cours de la discussion des projets de loi ajustant les budgets de l'Education nationale pour l'année budgétaire 1975. Il a rappelé qu'au cours de l'année 1975 un grand nombre d'arriérés avaient été payés. Le retard a également été résorbé en ce qui concerne les exercices antérieurs (1,6 milliard). Les subventions-traitements prévues en 1976 tiennent compte du montant qu'il y a réellement lieu de verser.

Un membre s'est plaint de l'absence totale de moyens financiers pour le recyclage des enseignants. Actuellement, seul un certain recyclage des régents est possible dans les écoles normales.

Il aimerait savoir quelles sont les possibilités de recyclage prévues pour les licenciés et les agrégés.

Le Ministre (N) a déclaré qu'un crédit de plusieurs millions avait été inscrit en vue du recyclage des enseignants. Il a cependant admis qu'il ne faut pas mettre tous ces espoirs dans les traditionnelles réunions pédagogiques d'une durée d'un jour, telles qu'elles sont organisées actuellement. C'est pour cette raison précisément qu'un recyclage personnel permanent est requis dans l'enseignement.

Un membre demande s'il est vrai que le traitement que perçoivent les enseignants belges en Louisiane est inférieur à celui de leurs collègues du même niveau en Belgique.

Le Ministre (F) répond qu'il en est ainsi mais qu'il a pris la décision d'allouer aux 17 enseignants concernés un complément de traitement mensuel, de manière à ce qu'ils bénéficient de la même situation financière que les enseignants temporaires de l'Etat, sans aucune ancienneté.

A la demande de plusieurs membres, le Ministre (F) précise que les enseignants belges sont très appréciés à l'étranger et ajoute que dans le budget pour 1976 une rubrique, intitulée « Initiatives nouvelles » prévoit un montant destiné notamment à la collaboration avec l'Etat américain de la Louisiane.

Il est envisagé d'envoyer cette année une quarantaine d'enseignants belges en Louisiane.

8. — Recherche scientifique.

Un membre aimerait connaître la liste des différentes initiatives ministérielles qui sont soutenues dans le cadre du Fonds de la recherche fondamentale collective.

Le Ministre (N) a fourni une note détaillée (voir annexe IV). Il ajoute qu'à l'avenir les priorités en la matière devront être établies d'une autre manière.

Un membre a demandé quelles subventions ont été accordées en 1975 au Musée royal de l'Afrique Centrale, à l'Institut national de cinématographie scientifique et au Centre de recherches et d'études historiques de la Seconde guerre mondiale.

Le Ministre (N) a répondu que les crédits s'élevaient respectivement à 107 100 000 F, 380 000 F et 13 500 000 F.

9. Fonds.

Un membre a demandé pourquoi les subventions prévues pour le Fonds national de Garanties ne s'élèvent qu'à

De Minister herinnert eraan dat onder « openstaande betrekking » moet worden verstaan elke definitief vrijgekomen betrekking of elke betrekking die vrij is voor een ononderbroken termijn van ten minste 14 weken, vanaf 1 september 1974 en vanaf een latere datum.

Een lid vraagt uitleg betreffende de weddetoelagen en achterstallen.

De Minister (N) verwijst naar de uitvoerige bespreking dienaangaande en de antwoorden die de Regering hierop heeft gegeven tijdens de bespreking van het wetsontwerp en houdende aanpassing van de begrotingen van Nationale Opvoeding voor het begrotingsjaar 1975. Hij herinnert eraan dat in de loop van het jaar 1975 heel wat achterstallen werden uitbetaald. Ook voor vorige dienstjaren (1,6 miljard) werd de achterstand ingelopen. De weddetoelagen voorzien in 1976 houden rekening met het werkelijk uit te keren bedrag.

Een lid klaagt het totaal gebrek aan financiële middelen voor de recyclage der leerkrachten aan. Thans is slechts een zekere recyclage voor regenten in normaalscholen mogelijk.

Graag had hij willen vernemen welke recyclagemogelijkheden voor licentiaten en geaggregeerden worden voorzien.

De Minister (N) verklaart dat een krediet van enkele miljoenen voor de recyclage der leerkrachten werd uitgetrokken. Hij geeft evenwel toe dat van de traditionele pedagogische eendagsvergaderingen zoals die thans worden georganiseerd niet alle heil kan worden verwacht. Daarom precies wordt in het onderwijs een permanente persoonlijke herscholing vereist.

Een lid vraagt of het waar is dat de wedde van de Belgische onderwijskrachten in Louisiana lager ligt dan die van hun collega's van hetzelfde niveau in België.

De Minister (F) antwoordt dat het inderdaad zo is, maar dat hij besloten heeft aan de betrokken leraars een maandelijks weddesupplement uit te keren om ze financieel op dezelfde voet te plaatsen als de tijdelijke onderwijskrachten van de Staat, die geen anciënniteit hebben.

Op verzoek van verscheidene leden voegt de Minister er aan toe dat de Belgische leraars in het buitenland ten eerste geapprecieerd worden en dat er in de begroting voor 1976 een rubriek « Nieuwe initiatieven » zal voorkomen, waarop een krediet zal worden uitgetrokken dat met name moet dienen om onze samenwerking met de Amerikaanse deelstaat Louisiana te financieren.

Er wordt overwogen dit jaar een veertigtal Belgische leraars naar Louisiana te zenden.

8. — Wetenschappelijk onderzoek.

Een lid vraagt een lijst van de verschillende ministeriële initiatieven die in het kader van het Fonds voor Collectief Fundamenteel Wetenschappelijk onderzoek worden gesteund.

De Minister (N) heeft de Commissie dienaangaande een uitvoerige nota bezorgd (zie bijlage IV) en voegt eraan toe dat in de toekomst de prioriteiten terzake op een andere manier moeten bepaald worden.

Een lid vraagt welke toelagen in 1975 werden verleend aan het Koninklijk Museum voor Midden-Afrika, aan het Nationaal Instituut voor wetenschappelijke film en aan het Navorsings- en Studiecentrum voor de Geschiedenis van de tweede Wereldoorlog.

De Minister (N) antwoordt dat de kredieten respectievelijk 107 100 000 F, 380 000 F en 13 500 000 F bedragen.

9. Fondsen.

Een lid vraagt waarom de toelagen voorzien voor het Nationaal Waarborgfonds dit jaar slechts 125 miljoen F be-

125 millions de F cette année, alors que 200 millions étaient inscrits à cette fin l'année passée.

Le Ministre (N) a répondu que les 200 millions prévus au budget de 1975 ont été versés le 12 décembre 1975 à la Banque Nationale sur un compte en faveur du Fonds national de Garantie.

Etant donné que jusqu'à présent aucune opération financière n'a été effectuée par le Fonds national de Garantie et en supposant que le budget pour 1976 sera adopté, on disposera en 1976 d'une somme de 325 millions qui couvrira largement les dépenses.

Un membre a demandé, en ce qui concerne le Fonds des Bâtiments, quels ont été les crédits inscrits pour les deux dernières années.

Le Ministre (N) a répondu que, pour les écoles de l'Etat, le total des crédits (F et N) atteint 7 200 millions de francs en 1975, dont 3 960 millions pour le secteur néerlandais. Sur ce dernier montant, 2 328 millions étaient engagés au 30 novembre 1975.

En ce qui concerne les écoles provinciales et communales, le total des crédits (F et N) atteint 1 200 millions de francs en 1975, dont 480 millions pour le secteur néerlandais. Sur ce montant, 428 millions sont engagés.

En ce qui concerne le Fonds de Garantie des bâtiments scolaires, le total des crédits s'élève à 200 millions de F et, pour le Fonds général des bâtiments scolaires, ce total est de 500 millions de F.

En ce qui concerne les investissements universitaires, le Ministre a précisé que pour la R. U. G. (Université de l'Etat à Gand), 490 millions de F ont été inscrits, dont 319,8 millions étaient engagés au 30 novembre 1975.

Pour le R. U. C. A. 225 millions de F ont été inscrits, dont 133,4 millions étaient engagés au 30 novembre 1975.

Pour l'U. I. A. 175 millions de F ont été inscrits, dont 67,9 millions étaient engagés au 30 novembre 1975.

Les crédits d'investissement prévus en 1976 pour les bâtiments scolaires s'élèvent, pour le Fonds national de Garantie, le Fonds général, le Fonds des Bâtiments scolaires de l'Etat et celui des écoles provinciales et communales, respectivement à 125, 500, 9 177 et 1 578 millions de F.

Les investissements universitaires pour 1976 s'élèvent pour la R. U. G., pour le R. U. C. A. et pour l'U. I. A., respectivement à 333,3, 119,1 et 153,1 millions de F.

Un membre demande quel est le montant des engagements pris par le Comité ministériel de Fonds de garantie.

Le Ministre (F) déclare qu'il fera parvenir au membre toutes les données chiffrées à cet égard.

Il ajoute que plus aucun engagement n'a été contracté et plus aucune décision n'a été prise depuis un an.

Engagements au 31 décembre 1975.

Comité Ministériel restreint	Provinces et communes	Enseigne- ment libre	Totaux
1974			
25-2-1974	—	387 767 722	387 767 722
28-3-1974	17 658 864	356 236 776	373 895 640
30-9-1974	35 675 622	—	35 675 622
16-12-1974	23 211 292	727 136 294	750 347 586
Totaux 1974 .	76 545 778	1 471 140 792	1 547 686 570
1975			
9-12-1975	—	17 723 458	17 723 458
Totaux 1975 .	—	17 723 458	17 723 458
Tot. généraux .	76 545 778	1 488 864 250	1 565 410 028

dragen, terwijl verleden jaar daartoe 200 miljoen werden uitgetrokken.

De Minister (N) verklaart dat de op de begroting 1975 daar voor 200 miljoen op 12 december 1975 gestort werden bij de Nationale Bank op een rekening ten voordele van het Nationaal Waarborgfonds.

Aangezien tot nog toe geen enkele financiële verrichting door het Waarborgfonds gedaan werd en indien de begroting 1976 goedgekeurd wordt zal men in 1976 kunnen beschikken over een bedrag van 325 miljoen dat ruimschoots de uitgaven zal dekken.

In verband met de Fondsen voor de gebouwen vraagt een lid welke kredieten uitgetrokken werden voor de twee laatste jaren.

De Minister (N) antwoordt dat wat de Rijksscholen betreft de gezamenlijke kredieten (F en N) 7 200 miljoen frank bedragen in 1975, waarvan 3 960 miljoen voor de nederlandstalige sector. Per 30 november 1975 werd hiervan voor de nederlandstalige sector 2 328 miljoen vastgelegd.

Voor wat de provinciale en gemeentelijke scholen aangaat bedragen de gezamenlijke kredieten (F en N) 1 200 miljoen F in 1975, waarvan 480 miljoen voor de nederlandstalige sector. Hiervan werd 428 miljoen vastgelegd.

Voor het waarborgfonds voor schoolgebouwen bedragen de gezamenlijke kredieten 200 miljoen F. Voor het Algemeen Fonds voor Schoolgebouwen bedragen de gezamenlijke kredieten 500 miljoen F.

In verband met de universitaire investeringen verklaart de Minister dat voor de Rijksuniversiteit te Gent 490 miljoen F werden uitgetrokken waarvan 319,8 miljoen werden vastgelegd op 30 november 1975.

Voor het R. U. C. A. werden 225 miljoen F uitgetrokken, waarvan 133,4 werden vastgelegd op 30 november 1975.

Voor de U. I. A. werden een bedrag van 175 miljoen F uitgetrokken, waarvan 67,9 miljoen werden vastgelegd op 30 november 1975.

De investeringskredieten voor de schoolgebouwen die in 1976 zijn voorzien bedragen voor het Nationaal Waarborgfonds, het Algemeen Fonds, het Gebouwenfonds der Rijksscholen, en dat de provinciale en gemeentelijke scholen respectievelijk 125, 500, 9 177 en 1 578 miljoen F.

De universitaire investeringen voor 1976 bedragen voor de R. U. G., het R. U. C. A. en de U. I. A. respectievelijk 333,3, 119,1 en 153,1 miljoen F.

Een lid vraagt wat het bedrag is van de door het ministerieel Comité van het Waarborgfonds gedane vastleggingen.

De Minister (F) verklaart dat hij alle cijfergegevens daaromtrent aan het lid zal verstrekken.

Hij voegt eraan toe dat sinds een jaar geen enkele vastlegging gedaan werd en geen beslissingen meer zijn genomen.

Vastleggingen op 31 december 1975.

Ministerieel Kernkabinet	Provincies en gemeenten	Vrij onderwijs	Totalen
1974			
25-2-1974	—	387 767 722	387 767 722
28-3-1974	17 658 864	356 236 776	373 895 640
30-9-1974	35 675 622	—	35 675 622
16-12-1974	23 211 292	727 136 294	750 347 586
Totalen 1974 .	76 545 778	1 471 140 792	1 547 686 570
1975			
9-12-1975	—	17 723 458	17 723 458
Totalen 1975 .	—	17 723 458	17 723 458
Algemeen tot. .	76 545 778	1 488 864 250	1 565 410 028

Un membre a fait observer que, jusqu'à il y a quelques années, le Fonds national des Etudes publiait annuellement un rapport d'activité circonstancié contenant des tableaux détaillés relatifs au nombre de demandes de bourses et aux montants des bourses octroyées. Le membre a demandé pourquoi elle ne se fait plus. Il souhaiterait dès lors avoir un aperçu des activités du Fonds des Etudes au cours de l'année scolaire écoulée.

Le Ministre (N) a déclaré que les rapports détaillés du Fonds national des Etudes ne sont plus publiés depuis l'année scolaire 1965-1966, par suite d'un manque de personnel.

Le Ministre veillera à ce que ces rapports soient à nouveau publiés dès que les retards actuels auront été comblés.

Des tableaux qui donnent un aperçu sommaire du nombre des bourses demandées et octroyées figurent à l'annexe 5.

Un membre a demandé quelles missions remplit encore le fonds de garantie.

Le Ministre (N) a répondu que l'activité du fonds de garantie ne s'étend plus qu'à l'enseignement primaire, pour autant qu'il s'agisse de dossiers qui ont déjà fait l'objet antérieurement d'une décision et qui doivent encore être clôturés sur le plan administratif.

Un arrêté royal de rationalisation sera pris en la matière après les consultations et les études requises, conformément à la volonté du législateur.

Un membre souhaite savoir quand sera publié l'arrêté royal fixant les normes pour le Fonds des bâtiments scolaires de l'Etat.

Le Ministre (N) a répondu que l'arrêté royal en question n'a pas encore été pris à l'heure actuelle.

La dotation de 1974 correspondait à la dotation de base fixée par la loi du 11 juillet 1973. La dotation de 1975 comporte une majoration de 20 % de cette dotation de base. Il appartient au Ministre d'augmenter ou non ce coefficient. Pour l'année 1976, il est prévu un montant qui correspond aux formules usuelles de révision qui sont notamment applicables en ce qui concerne le département des travaux publics.

10. — Prolongation de la scolarité obligatoire et étalement des vacances.

Un membre a demandé des précisions au sujet de l'étalement des vacances.

A-t-on suffisamment procédé à des concertations pédagogiques et didactiques sur ce point ?

Le Ministre (N) a répondu que, depuis des années déjà, une solution est recherchée à la concentration actuelle des vacances en étalant celles-ci sur une période plus longue.

La concentration de tous les déplacements dans la période des mois de juillet et d'août présente de sérieux inconvénients et compromet même la tranquillité et la sécurité des touristes.

Un groupe de travail interministériel a été créé en vue de l'élaboration de propositions tendant à l'étalement des périodes actuelles de vacances, ce groupe est placé sous la direction du Ministre des Communications dont les attributions englobent également le tourisme.

Een lid wijst erop dat tot voor enkele jaren het Nationaal Studiefonds jaarlijks een uitvoerig verslag over zijn activiteiten publiceerde met uitgebreide tabellen betreffende het aantal beursaanvragen en de bedragen der uitgereikte beurzen. Hij vraagt waarom zulks niet meer gebeurt. Graag zo bekwam hij dan ook een overzicht omtrent de activiteiten van dit Studiefonds gedurende het voorbije schooljaar.

De Minister (N) verklaart dat de uitvoerige verslagen, van het Nationaal Studiefonds, sedert het schooljaar 1965-1966 niet meer werden gepubliceerd, ingevolge personeelsgebrek.

De Minister zal erover waken dat deze verslagen opnieuw worden gepubliceerd nadat de huidige achterstand is ingelopen.

In bijlage 5 verschijnen tabellen die een beperkt overzicht van het aantal aanvragen en toegekende beurzen geven.

Een lid vraagt welke taken het waarborgfonds nog verricht.

De Minister (N) antwoordt dat het waarborgfonds alleen nog voor het lager onderwijs actief blijft voor zover het dossiers betreft waarvoor vroeger reeds een beslissing werd getroffen en die administratief nog verder dienen afgehandeld te worden.

Een koninklijk besluit tot rationalisering zal, na de nodige consultaties en studies terzake, worden getroffen, overeenkomstig de wil van de wetgever.

Een lid wenst te weten wanneer het koninklijk besluit tot vaststelling van de normen voor het gebouwenfonds voor de Rijkscholen zal worden bekendgemaakt.

De Minister (N) antwoordt dat het desbetreffend koninklijk besluit tot nog toe niet werd getroffen.

De dotatie van 1974 was de basidotatie, die bij de wet van 11 juli 1973 werd bepaald. In de dotatie van 1975 werd een verhoging met 20 % op deze basidotatie berekend. Het staat de Minister vrij dit coëfficiënt al dan niet te verhogen. Voor 1976 wordt een bedrag voorzien dat overeenstemt met de gebruikelijke herzieningsformules die onder meer inzake Openbare Werken van toepassing zijn.

10. — Verlenging van de leerplicht en de vakantiespreiding.

Een lid vraagt uitleg i.v.m. de vakantiespreiding.

Werd hierover voldoende pedagogisch en didactisch overleg gepleegd ?

De Minister (N) antwoordt dat men sedert jaren zoekt naar een oplossing om de huidige concentratie van vakanties te spreiden over een grotere periode.

De concentratie van alle verplaatsingen gedurende de periode juli-augustus vertoont ernstige nadelen en brengt zelfs de rust en de veiligheid van de toeristen in het gedrang.

Onder de leiding van de Minister van Verkeerswezen die bevoegd is voor Toerisme werd een interministeriële werkgroep opgericht om voorstellen uit te werken tot grotere spreiding van de huidige vakanties.

Les Ministres de l'Éducation nationale ont pour mission d'émettre un avis pédagogique fondé concernant la modification éventuelle des périodes actuelles de vacances.

Le Ministre a rappelé qu'un dossier sur ce sujet a été transmis aux organisations syndicales, aux associations de parents et à la ligue des Familles; ce dossier comprend la réglementation actuelle concernant les vacances et les jours de congé dans l'enseignement, un aperçu du régime des vacances dans différents pays européens et une série de demandes d'avis sur les points principaux suivants :

1) le début et la fin de l'année scolaire.

La fin de l'année scolaire au mois de juin, l'organisation d'examens de passage ou la correction des devoirs de vacances ainsi que le passage de tests durant certaines périodes des vacances annuelles ou au début de septembre font que la période annuelle de délassement devient une sorte de récompense pour les élèves qui ont réussi et pour les autres une punition — avec les tensions familiales qui en découlent.

La question principale est de savoir s'il convient de maintenir l'actuelle subdivision de l'année.

2) étalement de l'ensemble des semaines de vacances sur l'année.

Les deux questions essentielles sont les suivantes :

— Quelle doit être la durée des vacances annuelles d'été et quel doit être l'étalement de celles-ci en vertu de critères restant à établir; quel doit être, d'autre part, l'étalement des vacances restantes ?

Les réponses reçues ont permis de dégager les conclusions générales suivantes.

En ce qui concerne le début et la fin de l'année scolaire, la modification du régime actuel ne s'avère pas nécessaire. L'inspection et la direction du Secrétariat national de l'enseignement catholique se sont prononcées, à 89 %, en faveur du début de l'année scolaire au terme d'une longue interruption pendant une saison climatologiquement favorable.

L'accent est mis sur la nécessité d'un long repos psychique pour les élèves et pour les enseignants, ainsi que sur les conséquences néfastes de lourds efforts intellectuels fournis pendant les chauds mois d'été.

Si les avis ne sont pas aussi divergents en ce qui concerne la durée des vacances de Pâques, la majorité s'est cependant prononcée pour le maintien des deux semaines de vacances.

Au sujet de l'étalement sur l'année de la totalité des semaines de vacances ont été formulées les observations suivantes :

L'étalement des vacances par régime linguistique a été absolument rejeté, un régime uniforme étant demandé pour l'ensemble du pays.

Une préférence marquée s'est dessinée en faveur du maintien du régime actuel, c'est-à-dire 8-9 semaines pendant la période du 1^{er} juillet au 30 août.

D'autre part, chaque régime de vacances est lié au problème de la garde, pendant la journée, des enfants dont les parents travaillent au-dehors.

Het ligt in de opdracht van de Ministers van Nationale Opvoeding een gefundeerd pedagogisch advies te geven omtrent de eventuele wijziging van de huidige vakantieperiodes.

De Minister herinnert eraan dat aan de syndicale organisaties, aan de vertegenwoordigers van inrichtende machten, ouderverenigingen en de Bond van Grote en Jonge Gezinnen een dossier werd bezorgd houdende de huidige regeling van de vakanties en de vrije dagen in het onderwijs, een overzicht van de vakantie-regeling in verschillende Europese landen en een reeks van vragen om de opvattingen omtrent volgende hoofdaspecten te kennen :

1) het begin en het einde van het schooljaar.

Het einde van het schooljaar in de maand juni en de organisatie van herexamens of het verbeteren van vakantietaken en het afnemen van tests gedurende bepaalde periodes van de jaarlijkse vakantie of begin september maakt van de jaarlijkse ontspanningstermijn een soort beloningsperiode voor geslaagde leerlingen en voor de anderen een strafperiode met de hiermee gepaard gaande spanningen voor de familieleden.

Hoofdvraag is of de huidige jaarindeling dient behouden te worden ?

2) de spreiding van de totaliteit van de vakantieweken over het jaar.

Volgende twee hoofdvragen werden gesteld.

Welke moet de duur van de jaarlijkse zomervakantie zijn en de eventuele spreiding volgens vast te stellen criteria; enerzijds en hoe moet de spreiding van de overblijvende vakantieweken gebeuren anderzijds ?

Uit de ontvangen antwoorden kunnen volgende algemene besluiten getrokken worden.

Wat het begin en het einde van het schooljaar betreft blijkt een wijziging in de huidige regeling niet noodzakelijk. De inspectie en directie van het Nationaal Secretariaat van het Katholiek Onderwijs spraken zich voor 89 % uit voor een begin van het schooljaar na een lange onderbreking in een klimatologisch gunstig seizoen.

Gewezen wordt op de noodzakelijkheid van een lange psychische rust voor leerlingen en leerkrachten en de nadelige gevolgen van zware intellectuele inspanningen, tijdens de warme zomermaanden.

De adviezen omtrent de duur van de paasvakantie zijn niet zo uiteenlopend, maar de meerderheid vraagt het behoud van de twee weken.

Wat de spreiding van de totaliteit der vakantieweken over het jaar betreft werden volgende bemerkingsen naar voren gebracht.

De vakantiespreiding per taalstelsel wordt volledig afgevoerd en een éénvormige regeling voor het gehele land wordt gevraagd.

Er is een uitgesproken voorkeur voor het behoud van de huidige regeling nl. 8-9 weken gedurende de periode van 1 juli tot 30 augustus.

Bovendien wordt iedere vakantie-regeling gekoppeld aan de opvang van de « sleutelkinderen » gedurende de werkuren van de ouders.

Le report du congé du 8 mai au lendemain de l'Ascension a été généralement demandé de manière à former un week-end prolongé.

Le maintien de la liberté totale dans l'octroi des six demi-jours actuels a également été réclamé et la restructuration complète de l'année scolaire et des périodes d'interruption a été souhaitée en vue de parvenir à des résultats pédagogiques optima.

Une large discussion s'est ensuite engagée au sujet de l'étalement des vacances et du calendrier scolaire.

Plusieurs membres ont émis à ce sujet des idées divergentes, notamment celle selon laquelle il faudrait réduire radicalement les journées d'école en ce sens que l'enseignement serait donné le matin et que l'après-midi serait consacré à la formation culturelle générale et musicale et serait suivie d'une étude dirigée, organisée dans les locaux scolaires. Ainsi, les enfants seraient-ils libérés de tout travail scolaire.

Cette idée a été vivement combattue par plusieurs membres. Ce système rendrait impossible tout contrôle de la part des parents. Les relations entre enfants et parents en pâtiraient fortement. D'autre part, le danger d'une sorte d'« étatisation » n'est pas illusoire.

Plusieurs membres ont mis l'accent sur le caractère irréel de l'étalement des vacances et sur les problèmes spécifiques que posera l'encadrement de ces loisirs.

Les conditions de travail du personnel enseignant sont aussi un élément dont il faut tenir compte.

La plupart des membres s'accordent à dire que les avis recueillis par les Ministres doivent faire l'objet d'un examen très détaillé et qu'il serait en tout cas prématuré de remplacer par un autre système les traditionnelles vacances d'été. Par ailleurs, ils entendent participer à la discussion de cette question.

Le Ministre (N) a déclaré que la discussion de ce problème en commission peut s'avérer souhaitable. A son avis, cette discussion devrait surtout porter sur les aspects pédagogiques et sociaux. Le problème n'est toutefois pas encore mûr. Peut-être un début de régime nouveau peut-il être escompté pour l'année scolaire 1976-1977. Une note détaillée sur le problème de l'étalement des vacances figure à l'annexe 6.

11. — Enseignement de promotion sociale.

Un membre a demandé des précisions concernant le nombre de cours et l'effectif en personnel de l'enseignement par correspondance du régime néerlandais.

Le Ministre (N) a déclaré que l'enseignement par correspondance organise 98 cours et fait appel à 210 correcteurs.

Le Ministre a souligné l'importance de cet enseignement et l'extension qu'il prend.

Il examinera s'il n'est pas possible de faire appel à des professeurs handicapés ou malades, dont le traitement doit de toute façon être payé et qui, en encadrant les élèves, pourraient jouer un rôle actif dans le processus pédagogique et y apporter une contribution utile.

Algemeen wordt gevraagd dat de vrije dag op 8 mei zou verplaats worden naar de vrije dag volgend op O. H. Hemelvaart om aldus een verlengd week-end te bekomen.

Verder wordt gepleit voor een volledig behoud van vrijheid voor de toekenning van de huidige zes halve dagen en wordt de wens uitgedrukt over te gaan tot een volledige herstructurering van het schooljaar en van de onderbrekingsperiodes om een optimaal onderwijsresultaat te bekomen.

Er ontspringt zich een ruime discussie over de vakantiespreiding en de timing van het schooljaar.

Meerdere leden hebben hieromtrent uiteenlopende ideeën naar voren gebracht; zo werd de idee geuit dat de schooldagen radikaal dienen te worden ingekort, in die zin dat 's morgens het onderricht zou dienen te gebeuren, dat de namiddag zou moeten gewijd worden aan muzikale en algemeen culturele vorming, waarna een begeleide studie in de schoollokalen zou dienen plaats te vinden. Zodoende zouden de kinderen, van elke schooltaak bevrijd zijn.

Deze idee werd evenwel door enkele leden fel bekampt. Met een dergelijk systeem zou elk toezicht vanwege de ouders onmogelijk worden. De omgang tussen kinderen en ouders zou er ten eerste onder lijden. Ook het gevaar voor een soort van « verstaatsing » is niet denkbeeldig.

Enkele leden wijzen op het irreële van de vakantiespreiding en op de specifieke problemen die de omkadering van deze vrije tijd met zich zal meebrengen.

De werkvoorwaarden van het onderwijzend personeel is een factor waarmee rekening dient te worden gehouden.

De meeste leden zijn het erover eens dat de door de Ministers ingewonnen adviezen zeer nauwkeurig moeten worden onderzocht en dat het in ieder geval voorbarig zou zijn de traditionele zomervakantie nu reeds door een ander systeem te vervangen. Bovendien wensen zij deel te nemen aan de discussies ter zake.

De Minister (N) verklaart dat de bespreking van dit probleem in de Commissie wenselijk kan zijn. Die bespreking zou zijn inziens voornamelijk betrekking moeten hebben op de pedagogische en sociale aspecten. Het probleem is evenwel nog niet rijp. Wellicht kan er een begin van nieuwe regeling voor het schooljaar 1976-1977 worden verwacht. In bijlage 6 wordt een omstandige nota omtrent het probleem van de vakantiespreiding afgedrukt.

11. — Onderwijs voor sociale promotie.

Een lid vraagt uitleg omtrent het aantal cursussen en de personeelsbezetting wat het schriftelijk onderwijs van de nederlandse sector aangaat.

De Minister (N) verklaart dat het schriftelijk onderwijs 98 cursussen organiseert en dat hiervoor een beroep wordt gedaan op 210 correctoren. De Minister wijst op het belang van dit onderwijs en de uitbreiding die het neemt.

Hij zal onderzoeken of in dit kader geen beroep kan worden gedaan op gehandicapte of zieke leraren, wier wedde toch dient uitbetaald te worden en die, door de cursisten te begeleiden, zelf in het pedagogisch proces een actieve rol kunnen meespelen en aldus een nuttige bijdrage kunnen leveren.

A la demande de plusieurs membres, le Ministre a fourni les statistiques suivantes :

Evolution du nombre d'élèves et du personnel
(période 1970-1975)

Année scolaire	Nombre d'élèves	Personnel (Niveau 4, 3, 2, 1 secrétariat)
1969-1970	3 391	25
1970-1971	5 620	25
1971-1972	5 284	27
1972-1973	5 869	32
1973-1974	11 614	42
1974-1975	14 802	48

Statistiques des élèves
inscrits du 1^{er} septembre 1973 au 31 août 1974 (1)
(répartition selon le groupe d'âge et le sexe)

Op vraag van meerdere leden verstrekt de Minister nog volgende gegevens :

Evolutie van het aantal cursisten en de personeelsbezetting
(periode 1970-1975)

Schooljaar	Aantal cursisten	(Niv. 4, 3, 2, 1 bestuurssecre.)
1969-1970	3 391	25
1970-1971	5 620	25
1971-1972	5 284	27
1972-1973	5 869	32
1973-1974	11 614	42
1974-1975	14 802	48

Statistiek van de cursisten
ingeschreven van 1 september 1973 tot 31 augustus 1974 (1)
(indeling volgens de leeftijdsgroep en het geslacht)

Niveau d'enseignement	Groupes d'âges — Leeftijdsgroepen				Total — Totaal	Femmes — Dames		Onderwijsniveau
	— 20	20-29	30-39	40 et +		Nombre — Aantal	%	
<i>Secondaire inférieur :</i>								<i>Lager secundair onderwijs :</i>
1 ^{er} degré	28	137	44	12	221	48	21,72	Eerste trap (E).
2 ^e degré	28	75	24	9	136	33	24,26	Tweede trap (J.).
Programme partiel	73	643	312	189	1 217	434	35,66	Gedeeltelijk leerplan.
<i>Secondaire supérieur :</i>								<i>Hoger middelbaar onderwijs :</i>
Programme complet	23	92	41	5	161	37	22,98	Volledig leerplan.
Programme partiel	35	431	222	48	736	262	35,59	Gedeeltelijk leerplan.
<i>Prépar. adm. :</i>								<i>Administrat. voorbereidingen :</i>
Niveau 4	9	34	15	5	63	18	28,57	Niveau 4.
Niveau 3	228	271	72	18	589	216	36,67	Niveau 3.
Niveau 2	108	465	171	68	812	255	43,81	Niveau 2.
Niveau 1	—	413	201	111	725	101	13,93	Niveau 1.
<i>Math. mod. :</i>	6	47	42	8	103	43	41,74	<i>Moderne wiskunde.</i>
Total général	538	2 608	1 144	473	4 763	1 447	30,38	Algemeen totaal.
%	11,29	54,75	24,02	9,93	100,00			Percent.

1) Uniquement pour le service ordinaire.

Un membre rappelle que le Ministre (F) avait annoncé, en 1975, « la priorité à l'inspection de l'enseignement de promotion sociale dans le budget pour 1976 ». Il souhaite savoir quelles initiatives ont été prises à ce sujet.

1) Enkel voor de gewone dienst.

Een lid wijst erop dat de Minister (F) in 1975 « de voorrang » had aangekondigd « voor de inspectie van het onderwijs voor sociale promotie in de begroting voor 1976 ». Hij wenst te weten welke initiatieven op dat gebied werden genomen.

Le Ministre (F) signale que, parmi les initiatives nouvelles qu'il est autorisé à organiser, figure une organisation de l'inspection de l'enseignement de promotion sociale. Il ajoute que ses services travaillent à l'élaboration de propositions concrètes.

Un membre s'est enquis des subventions de fonctionnement octroyées en vertu de l'application de la loi du 11 juillet 1973 en ce qui concerne l'enseignement de plein exercice et l'enseignement de promotion sociale.

Le Ministre (N) a répondu qu'en ce qui concerne l'enseignement de plein exercice, les subventions de fonctionnement se répartissent comme suit pour les années d'orientation (montant indexé 1975-1976) :

— étudiants en commerce, organisation, administration : 9 154,23 F par élève;

— étudiants en agriculture, chimie, alimentation, textile, arts appliqués et services : 9 154,23 F par élève;

— étudiants en industrie, construction, bois : 10 548,57 F par élève.

Pour les autres années, y compris les cycles secondaires inférieur et supérieur et pour les années postérieures au cycle supérieur, les montants sont quasiment les mêmes.

En ce qui concerne l'enseignement de promotion sociale, la situation se présente comme suit (montants indexés 1975-1976) :

— pour 320 h/an au moins : 1 697,47 F par élève;

— par tranche de 40 h/an, pour autant que les 320 h/an ne soient pas atteintes : 212,18 F par élève.

Pour les professionnels, les montants suivants sont d'application, pour 320 h/an au moins :

— étudiants en commerce, organisation, administration : 1 970,29 F par élève;

— étudiants en agriculture, chimie, alimentation, textile, arts appliqués et services : 2 121,84 F par élève;

— étudiants en industrie, construction, bois : 2 531,06 F par élève.

Pour moins de 320 h/an, ces montants sont respectivement de 242,50 F, 257,65 F et 318,28 F par tranche de 40 h/an pour chacune des trois orientations indiquées.

12. — Divers.

Un membre a demandé du matériel statistique en ce qui concerne la population scolaire selon le sexe, le régime linguistique et le pouvoir organisateur.

Le Ministre a renvoyé aux informations qui figurent dans l'Annuaire statistique de la Belgique.

Toutes les données chiffrées demandées peuvent y être retrouvées au chapitre « Enseignement et Culture ».

Un membre a demandé qui est compétent pour les humanités artistiques et les conservatoires royaux de musique.

Le Ministre (N) a déclaré qu'à ce sujet des négociations sont en cours. Il entre dans les intentions des Ministres intéressés de créer un régiment en musique. La négociation doit avoir lieu par le truchement du Conseil supérieur de l'Enseignement, au sein duquel siègent les Ministres de la Culture.

De Minister (F) verklaart dat onder de nieuwe initiatieven die hij mag nemen, de organisatie voorkomt van de inspectie van het onderwijs voor sociale promotie. Hij voegt eraan toe dat zijn diensten bezig zijn concrete voorstellen uit te werken.

Een lid vraagt uitleg omtrent de werkingstoelagen die krachtens de wet van 11 juli 1973 worden verleend voor het onderwijs met volledig leerplan en het onderwijs voor sociale promotie.

De Minister (N) antwoordt dat wat het onderwijs met volledig leerplan betreft voor de oriëntatiejaren de toestand er als volgt uitziet (geïndexeerd bedrag 1975-1976) :

Voor studenten in handel, organisatie, administratie wordt een bedrag van 9 154,23 F per leerling uitgekeerd.

Voor studenten in landbouw, scheikunde, voeding, textiel, toegepaste kunst en dienstbetoon bedraagt de toelage 9 154,23 F per leerling.

Voor studenten in nijverheid, bouwkunde, houtnijverheid is het bedrag 10 548,57 F per leerling.

Voor de andere jaren alsmede voor de lagere en hogere secundaire cycli en voor de jaren na de hogere cyclus zijn de bedragen nagenoeg dezelfde.

Wat het onderwijs voor de sociale promotie betreft worden voor het schooljaar 1975-1976 voor de technische normalleergangen volgende geïndexeerde bedragen uitgekeerd :

Voor minstens 320 u/jaar : 1 697,47 F per leerling.

Per schijf van 40 u/jaar, voor zover de 320 u/jaar niet bereikt worden, wordt 212,18 F per leerling toegekend.

Voor de beroepsleergangen geldt de volgende regeling voor minstens 320 u/jaar :

Voor de studenten in handel, organisatie, administratie : 1 970,29 F.

Voor de studenten van de richting landbouw, scheikunde, voeding, textiel, toegepaste kunst en dienstbetoon : 2 121,84 F.

Voor de studenten in de nijverheid, bouwkunde, houtnijverheid : 2 531,06 F.

Voor minder dan 320 u/jaar worden deze bedragen resp. 242,50 F, 257,65 F en 318,28 F per schijf van 40 u/jaar voor elk der drie aangeduide richtingen.

12. — Varia.

Een lid vraagt statistisch materiaal inzake de schoolbevolking, naar geslacht en taalstelsel en volgens inrichtende macht.

De Minister verwijst naar de inlichtingen die voorkomen in het « Statistisch Jaarboek van België ».

Onder het hoofdstuk « Onderwijs en Cultuur » kunnen de gevraagde gegevens worden teruggevonden.

Een lid vraagt wie bevoegd is voor de Kunsthumaniora en de Koninklijke Muziekconservatoria.

De Minister (N) verklaart dat dienaangaande onderhandelingen aan de gang zijn. Het ligt in de bedoeling van de betrokken Ministers een regentaat in de muziek op te richten. Het overleg moet via de Hoge Raad van het Hoger Onderwijs gebeuren, waarbij de Ministers van Cultuur betrokken zijn.

Un membre a demandé un commentaire des divers postes de dépenses du budget du régime néerlandais.

La réponse à cette demande a été basée sur un tableau, qui est reproduit à l'annexe 7 (voir annexe VII).

Un membre a demandé s'il ne serait pas possible d'avoir recours à la S. N. C. B. pour le transport d'élèves.

Le Ministre a rappelé que la création d'un service distinct de ramassage scolaire n'a pas encore été décidée. Toutes les formules restent donc possibles. Il a souligné que la S.N.C.B. est un organisme qui a été créé par la loi et qui peut effectuer certaines opérations définies par la loi.

Quelques contacts préalables ont déjà été pris avec cette société en vue de discuter éventuellement du transport en commun des élèves.

Cette concertation préliminaire n'a toutefois pas été facile.

D'autre part, si l'on tient compte des problèmes qui se posent en matière de personnel, d'encadrement, de surveillance, de conditions d'exploitation, etc., il est clair que ces négociations prendront encore beaucoup de temps.

Le Ministère de l'Education nationale opéra en tout cas pour la solution la plus avantageuse pour l'ensemble de la collectivité.

Un membre a fait observer que les organisations de travailleurs estiment que l'arrêté royal du 31 janvier 1974 généralisant le port du vêtement de travail doit aussi s'appliquer aux professeurs de pratique. Il a demandé si les Ministres ont pris les dispositions requises à cet effet.

Le Ministre (N) a répondu que la réglementation en cause sera appliquée aux agents qui y ont droit.

Il importe toutefois de se garder des abus éventuels.

Plusieurs membres souhaitent avoir de plus amples renseignements au sujet des expériences de rationalisation en matière de transports scolaires.

Le Ministre (F) déclare que le projet de loi prévoyant l'organisation des transports scolaires doit encore faire l'objet de nombreuses discussions, notamment au sein de la Commission du pacte scolaire. Après ces discussions, les ministres détermineront en toute objectivité s'il y a lieu de déduire des allocations de fonctionnement accordées à l'enseignement libre, certaines sommes en compensation des nouveaux avantages qui lui seraient accordées.

En tout état de cause, il est hors de doute que les ministres encourageront les initiatives des écoles, quel que soit le réseau auquel elles appartiennent, tendant à acheter ou exploiter en commun un équipement collectif (un autobus, par exemple). Un des objectifs de la « paix scolaire » consiste d'ailleurs à encourager le rapprochement des réseaux différents.

Le Ministre déclare avoir suivi avec le plus grand intérêt les expériences de son collègue à propos de l'organisation unique, à charge de l'Etat, du transport des enfants handicapés dans le Courtrais.

Une expérience analogue sera envisagée pour le secteur francophone.

Les deux ministres échangeront d'ailleurs leurs conclusions à cet égard (voir annexe VIII).

Un membre a demandé des précisions au sujet des résolutions adoptées par les Ministres de l'Education réunis au sein du Conseil des Communautés européennes.

Le Ministre (N) a déclaré que la résolution du 6 juin 1974 concernait la coopération dans le domaine de l'édu-

catie. Un lid vraagt een gedetailleerde commentaar over de verschillende uitgavenposten van de begroting van het Nederlandstalig regime.

Het antwoord hierop werd verstrekt aan de hand van een tabel, die is afgedrukt in bijlage 7. (Zie bijlage VII).

Een lid vraagt of voor het leerlingenvervoer geen beroep kan worden gedaan op de N. M. B. S.

De Minister (N) herinnert eraan dat er nog niet geopteerd werd voor een aparte dienst voor het leerlingenvervoer. Alle formules blijven dus nog mogelijk. Hij wijst erop dat de N. M. B. S. een bij de wet opgerichte instelling is, die bepaalde bij de wet omschreven verrichtingen kan doen.

Er werden met deze maatschappij reeds enkele voorafgaandelijke contacten opgenomen met het oog op een eventuele bespreking inzake het gemeenschappelijk vervoer van schoolkinderen.

Dit preliminair overleg verliep echter niet vlot.

Zo men bovendien rekening houdt met de problemen inzake personeel, begeleiding, bewaking, exploitatievoorwaarden, enz. wordt het duidelijk dat deze onderhandelingen nog heel wat tijd zullen in beslag nemen.

De Minister van Nationale Opvoeding zal in elk geval opteren voor een oplossing die voor de ganse gemeenschap het voordeligst is.

Een lid wijst erop dat de werknemersorganisaties de mening zijn toegedaan dat het koninklijk besluit van 31 januari 1974 inzake werkkledij ook van toepassing moet zijn op de praktijkleraren. Hij vraagt of de Ministers hiervoor de nodige schikkingen hebben getroffen.

De Minister (N) antwoordt dat desbetreffende reglementering zal worden toegepast op de personeelsleden die er recht op hebben.

Men dient zich evenwel te hoeden voor misbruiken.

Enkele leden verlangen meer inlichtingen over de rationaliseringsexperimenten in verband met het leerlingenvervoer.

De Minister (F) verklaart dat over het wetsontwerp tot regeling van het leerlingenvervoer nog heel wat besprekingen moeten worden gevoerd, met name in de Schoolpactcommissie. Na afloop van die besprekingen zullen de ministers geheel objectief bepalen of van de aan het vrij onderwijs toegekende werkingstoelagen bepaalde sommen moeten worden afgetrokken als compensatie voor de nieuwe voordelen die aan dat onderwijs zouden worden toegekend.

Alleszins lijdt het geen twijfel dat de Ministers de initiatieven zullen aanmoedigen van de scholen die — ongeacht het net waartoe zij behoren — gemeenschappelijke vervoermiddelen zullen trachten te kopen of samen te benutten (een autobus b.v.). Een van de doelstellingen van de « schoolvrede » bestaat er trouwens in de verschillende onderwijsnetten dichter bij elkaar te brengen.

De Minister verklaart dat hij het experiment van zijn collega in verband met de organisatie van één enkel vervoernet, op staatskosten, ten behoeve van de minder-valide kinderen in de streek van Kortrijk met heel veel belangstelling gevolgd heeft.

Een gelijkaardig experiment wordt overwogen voor de Franstalige sector.

De beide Ministers zullen trouwens hun respectieve bevindingen daaromtrent uitwisselen (zie bijlage VIII).

Een lid vraagt uitleg in verband met de resoluties die worden aangenomen door de Ministers van Onderwijs in het kader van de Raad van de Europese Gemeenschappen.

De Minister (N) verklaart dat de resolutie van 6 juni 1974 betrekking had op de samenwerking inzake onderwijs.

cation. Les principes sur lesquels cette coopération devra reposer ont été précisés dans ces résolutions et les domaines d'actions prioritaires de cette coopération y ont été définis.

Un comité de l'éducation, composé de représentants des Etats membres et de la Commission, a été créé.

Ce comité avait pour mission de faire rapport, avant le 30 juin 1975, aux Ministres européens de l'Education.

Le Ministre a encore précisé que cette coopération ne porte nulle atteinte aux compétences des établissements des Communautés européennes.

La résolution du 10 décembre 1975 définit un programme d'action en matière d'éducation. Ce programme d'action prévoit :

« De meilleures possibilités de formation culturelle et professionnelle des ressortissants des autres Etats membres des Communautés et des pays non membres, ainsi que de leurs enfants. »

En fait, on se fixe comme objectif l'amélioration de la correspondance entre les systèmes éducatifs en Europe, le rassemblement de documentation et de statistiques actuelles dans le domaine de l'éducation.

Le développement de liens avec et entre les établissements d'enseignement supérieur est, en outre, encouragé. L'enseignement des langues étrangères sera également favorisé.

L'accent a été mis tout spécialement sur la réalisation d'une égalité des chances grâce à l'enseignement, en tenant surtout compte à cet égard des intérêts des groupes les moins favorisés.

Un membre a demandé s'il existe une certaine coopération entre les départements de l'Education nationale et de la Culture en matière de planification dans le domaine des sports.

Le Ministre (N) a déclaré qu'une commission a été créée en vue d'élaborer une planification nationale en matière de sports.

Cette commission émet des avis sur l'opportunité de l'implantation de halls des sports, sur la base d'une série de critères objectifs.

Le Ministre (F) a ajouté qu'il entre dans les intentions du Gouvernement de combler le retard accumulé dans le domaine des équipements collectifs. On constate qu'en de nombreux endroits une coopération entre les différents réseaux s'instaure en ce domaine.

Un membre a fait observer que, dans l'enseignement primaire, la subvention forfaitaire pour l'octroi gratuit d'objets classiques s'élève, depuis de longues années, à 200 F par élève, bien qu'il soit évident que ce montant ne correspond plus au coût réel de ces objets. A quel montant le Ministre estime-t-il le coût réel (par élève) des objets classiques dans l'enseignement primaire ? De quelle manière le Gouvernement compte-t-il adapter les subventions au coût réel ?

Le Ministre (N) a déclaré que les directions des écoles ont toute liberté sur le plan pédagogique et peuvent donc choisir elles-mêmes les objets classiques dans les limites des subventions accordées. Il a fait observer, en outre, que les montants actuellement disponibles sont généralement suffisants. Cette matière relève d'ailleurs de la compétence de la Commission du Pacte scolaire, qui devra sous peu se pencher notamment sur le problème des subventions dites « de fonctionnement ».

Enfin, le Ministre a souligné que les Gouvernements ont toujours adopté, en la matière, une attitude négative et qu'il est pratiquement impossible de déterminer, de quelque manière que ce soit, les montants qui seraient

In deze resoluties werden de beginselen, waarop deze samenwerking zal stoelen, nader bepaald en verder de prioriteiten voor deze samenwerking vastgelegd.

Er werd eveneens een onderwijscomité, samengesteld uit vertegenwoordigers van de Lid-Staten en van de Commissie opgericht.

Dit Comité had tot taak vóór 30 juni 1975 verslag uit te brengen aan de Europese Ministers van Onderwijs.

De Minister preciseert nog dat deze samenwerking geen enkele afbreuk doet aan de bevoegdheid van de instellingen der Europese Gemeenschappen.

De resolutie van 10 december 1975 werkte een actieprogramma op onderwijsgebied uit. Het luidt als volgt :

« Betere mogelijkheden inzake culturele vorming en beroepsopleiding van de onderdanen van de andere Lid-Staten der Gemeenschappen en van de landen die geen lid zijn van de Gemeenschappen, alsmede van hun kinderen ».

In feite wordt gestreefd naar een verbetering van de aansluiting tussen de onderwijsstelsels in Europa, en naar het bijeenbrengen van actuele documentatie en statistieken op onderwijsgebied.

Bovendien worden de betrekkingen met en tussen de instellingen van het hoger onderwijs bevorderd. Ook zal het onderwijs in vreemde talen worden aangemoedigd.

In het bijzonder werd ook de nadruk gelegd op het scheppen van gelijke kansen via het onderwijs en zulks vooral met inachtneming van de belangen van de minst bevoordeelde groepen.

Een lid vraagt of er een zekere samenwerking bestaat tussen Nationale Opvoeding en Cultuur inzake sportplanning.

De Minister (N) verklaart dat er een Commissie werd opgericht met het oog op het uitwerken van een Nationale Sportplanning.

Deze Commissie geeft advies over de opportuniteit van het inplanten van de sporthalls op grond van een reeks van objectieve criteria.

De Minister (F) voegt er nog aan toe dat het in de bedoeling van de Regering ligt een zekere achterstand op het vlak van de collectieve uitrustingen in te lopen. Men stelt vast dat op vele plaatsen hiervoor een samenwerking tussen de verschillende netten tot stand komt.

Een lid merkt op dat de forfaitaire toelage voor het kosteloos verstrekken van de schoolbehoeften in het lager onderwijs sedert lang 200 F per leerling bedraagt, hoewel het evident is dat dit bedrag niet overeenkomt met de werkelijke kosten van deze schoolbehoeften. Op welk bedrag schat de Minister de reële kosten (per leerling) van de schoolbehoeften in het lager onderwijs. Op welke wijze zal de Regering de toelagen aanpassen aan de werkelijke kosten ?

De Minister (N) verklaart dat de schoolbesturen op het pedagogische vlak volkomen vrij zijn en dus zelf hun schoolbehoeften moeten kiezen binnen de perken van de verleende toelagen. Hij wijst er bovendien op dat de momenteel beschikbare bedragen doorgaans toereikend zijn. Deze materie ressorteert trouwens onder de bevoegdheid van de schoolpactcommissie, die zich binnenkort onder meer met het probleem der zogenaamde « werkings-toelagen » zal moeten bezig houden.

De Minister wijst er tenslotte op dat iedere Regering steeds een weigerachtige houding terzake heeft aangenomen en dat het, hoe dan ook, praktisch onmogelijk is de bedragen te bepalen die voor iedereen aanvaardbaar zouden zijn

acceptables pour chacun. Il est pour sa part adverse d'une affectation « imposée » des subventions accordées.

Un membre a demandé un aperçu comparatif des subventions d'études, par étudiant, des divers niveaux d'enseignement.

Le Ministre (N) a répondu que les montants moyens des subventions d'études sont égaux pour les étudiants des universités et ceux de l'enseignement du type long. Aucune distinction n'est faite en ce qui concerne l'enseignement secondaire, ainsi qu'il ressort du tableau suivant :

Montant des subventions d'études (secteur néerlandais).

Hij zelf is een tegenstander van een « opgelegde » aanwending van de verleende toelagen.

Een lid vraagt een vergelijkend overzicht van de gemiddelde studietoelagen per student in de verschillende onderwijsniveaus.

De Minister (N) antwoordt dat de gemiddelde bedragen voor studietoelagen voor universiteitsstudenten en studenten van het onderwijs van het lange type gelijk zijn.

Ook wordt er geen onderscheid gemaakt in het secundair onderwijs, zoals blijkt uit volgende tabel :

Bedragen studietoelagen (Nederlandse sector).

	Années académiques — Academie jaren		
	1973-1974	1974-1975	
<i>Montants minimums et maximums :</i>			<i>Minima- en maximumbedragen :</i>
Secondaire inférieur (élèves toujours soumis à l'obligation scolaire)	1 000,—	1 000,—	Lager secundair (leerplichtingen).
Secondaire inférieur	1 750 - 21 050	1 950 - 23 450	Lager secundair.
Secondaire supérieur	2 600 - 31 600	2 750 - 33 150	Hoger secundair.
Enseignement supérieur (cycle court)	6 000 - 51 700	6 600 - 56 700	Hoger onderwijs (korte cyclus).
Etudiants de l'enseignement universitaire, candidats ingénieurs techniciens et étudiants de l'enseignement supérieur (cycle long)			Studenten universitair onderwijs, kandidaten technisch ingenieur en studenten hoger onderwijs (lange cyclus).
Première année	9 300 - 69 700	9 800 - 73 800	Eerste jaar.
Autres années	9 000 - 67 700	10 100 - 75 900	Andere jaren.

Un membre souligne les difficultés que rencontrent les communes pour organiser des activités d'animation socio-culturelles le mercredi après-midi dans l'enseignement primaire.

Il constate avec regret le nombre peu élevé d'animateurs et l'insuffisance du matériel requis à cet effet.

Le Ministre (F) répond que toute situation peut toujours être améliorée. Il répète que l'organisation des activités socio-culturelles ne lui donne pas satisfaction, non seulement parce qu'elles ne disposent pas de crédits d'équipement, mais aussi et surtout parce qu'elles ne réalisent pas les objectifs qu'on leur avait assignés, et cela en dépit de quelque 160 millions qu'on y consacre du côté francophone.

Il est d'avis que ces objectifs ne seront réellement atteints que lorsque ces activités seront intégrées dans la semaine pédagogique.

Un membre demande quelques éclaircissements au sujet de l'accord qui serait intervenu entre le Grand Imam et les ministres de l'Education nationale au sujet des cours de religion islamique.

Le Ministre (F) répond que la lettre-circulaire du Grand Imam est un faux pas commis de bonne foi, par quelqu'un qui ne connaît pas la législation belge.

Een lid onderstreept welke moeilijkheden de gemeenten ondervinden om 's woensdagsnamiddags in het lager onderwijs sociaal-culturele activiteiten te organiseren.

Hij stelt tot zijn spijt vast dat er veel te weinig animatoren zijn en dat er niet voldoende aangepast materieel beschikbaar is.

De Minister (F) antwoordt dat iedere toestand altijd kan worden verbeterd. Hij herhaalt dat het organiseren van sociaal-culturele activiteiten hem geen voldoening schenkt; niet alleen omdat de nodige uitrustingskredieten niet beschikbaar zijn, doch ook en vooral omdat zij aan het gestelde doel voorbijgaan, zulks niettegenstaande de zowat 160 miljoen die er aan Franstalige zijde worden aan besteed.

Hij is van gevoelen dat die oogmerken pas werkelijk zullen worden bereikt, wanneer die activiteiten in de schoolweek zijn ingeschakeld.

Een lid vraagt uitleg over het akkoord dat zou tot stand gekomen zijn tussen de Grote Imam en de Ministers van Nationale Opvoeding in verband met de islamitische godsdienstleergang.

De Minister (F) antwoordt dat het rondschrijven van de Grote Imam een bonafide vergissing is van iemand die de Belgische wetgeving niet kent.

Il n'y a eu aucun accord préalable entre l'Imam et les autorités responsables du département; quelques simples contacts avec l'un ou l'autre fonctionnaire ont eu lieu.

Les ministres ont voulu donner au libre choix des parents en matière d'instruction religieuse la nouvelle dimension qui découlait normalement de la reconnaissance du culte islamique. Ils ne voient pas très bien en quoi la consultation de la Commission du pacte scolaire était nécessaire.

La désignation des professeurs de religion islamique présente quelque difficulté et il faudra attendre l'organisation temporelle du culte islamique pour connaître les chefs des cultes.

Là où le cours n'a pas encore pu être organisé, les parents ont été invités à reformuler leur choix, qui ne se modifiera plus avant l'année scolaire prochaine. La bonne organisation de nos écoles doit prévaloir.

Un membre fait observer que l'expérience de décentralisation n'a absolument pas eu l'effet escompté. Il demande au ministre quels sont ses intentions à cet égard.

Le Ministre (F) répond qu'il n'est pas exact de dire que les bureaux déconcentrés sont de simples boîtes aux lettres. Ils sont déjà à même de fournir de nombreux renseignements qui aident directement tant les pouvoirs organisateurs que les directeurs et les membres du personnel.

Le service qu'ils offrent s'amplifiera avec le temps.

Les agents de ces bureaux déconcentrés ont été recrutés parmi les agents de l'administration centrale.

Un membre souhaite en savoir davantage au sujet de certains soi-disants accords entre le Ministère de la Culture française, celui de l'Education nationale et les pouvoirs communaux en vue d'ériger des infrastructures sportives.

Il se demande s'il ne convient pas de saisir la Commission du pacte scolaire au sujet de ces conventions qui doivent çà et là être conclues sous peu.

Le Ministre (F) rappelle que les principes de base de la « paix scolaire » font quasiment partie du droit public belge et que la sauvegarde de cette paix doit rester pour tout gouvernement un objectif majeur.

Si, à l'occasion de conventions entre différentes entités, cette « paix » venait à être ébranlée, il estimerait que de telles conventions seraient inadéquates, mais telle n'est cependant pas son impression.

Un membre a l'impression que, du côté ministériel, des réticences existent au sujet de l'enseignement pluraliste.

Le Ministre (F) rappelle que l'ensemble du problème fait l'objet d'un large échange de vues.

Les deux cabinets de l'Education nationale discutent actuellement de l'opportunité de la création d'un conseil national de l'enseignement pluraliste.

Un membre a posé plusieurs questions concernant la prévention contre l'incendie dans les écoles. Il a demandé si tous les intéressés sont suffisamment informés et si une prévention permanente est organisée effectivement.

Par ailleurs, il a demandé des précisions en ce qui concerne l'A. S. B. L. « Fire Control », avec laquelle des contrats ont été conclus sans adjudication publique. Il semble également que la responsabilité de cette firme n'ait pas été circonscrite de manière assez précise.

Le Ministre (N) a renvoyé à sa circulaire circonstanciée du 17 mars 1975 (réf. A. V. B./G. B. 512.321), adressée

Er was geen voorafgaand akkoord tussen de Imam en de bevoegde instanties van het Departement; wel waren er enkele contacten zonder meer met een of ander ambtenaar.

De Ministers hebben aan de vrije keuze van de ouders op het stuk van de leergang godsdienst de nieuwe mogelijkheid willen toevoegen die het normale gevolg is van de erkenning van de islamitische eredienst. Zij zien niet goed in waarover de Schoolpactcommissie moest worden geraadpleegd.

De aanwijzing van de leraars islamitische godsdienst is niet zo eenvoudig en men zal moeten wachten tot de islamitische eredienst op het temporele vlak georganiseerd is om de godsdienstige leiders te kunnen raadplegen.

Op de plaatsen waar de leergang nog niet kon worden ingericht, werden de ouders uitgenodigd hun keuze, die niet meer zal veranderen vóór het volgende schooljaar, opnieuw te bepalen. De goede organisatie van onze scholen moet voorrang hebben.

Een lid merkt op dat de proefneming die men gevraagd heeft op het stuk van decentralisatie, absoluut niet het verwachte resultaat heeft opgeleverd. Hij vraagt de Minister welke zijn plannen ter zake zijn.

De Minister (F) antwoordt dat de bewering als zouden de gedeconcentreerde bureaus eenvoudige brievenbussen zijn, onjuist is. Ze zijn reeds in staat talrijke nuttige inlichtingen te verstrekken zowel aan de inrichtende machten als aan de directeurs en de personeelsleden.

De diensten die zij verlenen, zullen mettertijd talrijker worden.

De personeelsleden van die gedeconcentreerde bureaus werden aangeworven onder die van het centrale bestuur.

Een lid wenst meer te vernemen over bepaalde zogeheten overeenkomsten tussen het Ministerie van Franse Cultuur, dat van Nationale Opvoeding en de gemeentelijke overheden met het oog op de realisatie van de sportinfrastructuur.

Hij vraagt of het niet past het advies in te winnen van de Commissie van het schoolpact over die overeenkomsten welke binnenkort op verscheidene plaatsen zullen moeten worden afgesloten.

De Minister (F) herinnert eraan dat de basisprincipes van de « schoolvrede » als het ware deel uitmaken van het Belgisch publiek recht en dat het voornaamste punt van zorg van elke Regering erin moet bestaan die vrede te vrijwaren.

Indien die « vrede » tussen de verschillende blokken naar aanleiding van overeenkomsten in het gedrag mocht worden gebracht, meent de Minister dat dergelijke overeenkomsten niet passend zijn; hij heeft nochtans niet de indruk dat zulks het geval is.

Een lid heeft de indruk dat van de zijde van de Minister enige terughoudendheid bestaat in verband met het pluralistisch onderwijs.

De Minister (F) herinnert eraan dat het probleem in zijn geheel het voorwerp van een ruime gedachtenwisseling is.

De twee kabinetten van Nationale Opvoeding bespreken thans de opportuniteit van de oprichting van een Nationale Raad voor het pluralistisch onderwijs.

Een lid stelt verschillende vragen inzake brandbeveiliging in de scholen. Hij vraagt of alle betrokkenen ter zake voldoende zijn ingelicht en of de bestendige paraatheid wel degelijk georganiseerd is.

Bovendien wenst hij uitleg i.v.m. de V. Z. M. « Fire Control » waarmee contracten werden afgesloten zonder dat er een openbare aanbesteding heeft plaatsgehad. Ook blijft het dat de verantwoordelijkheid van deze firma niet duidelijk genoeg werd afgelijnd.

De Minister (N) verwijst naar zijn uitvoerig rondschrijven van 17 maart 1975 (ref. A. V. B./G. B. 512.321) dat

notamment à tous les chefs d'établissement d'enseignement fondamental, spécial, secondaire et supérieur de l'Etat. Cette circulaire contient des directives en vue de combattre l'incendie et de protéger la population scolaire. Des instructions y sont également données en ce qui concerne le contrôle journalier, la surveillance mensuelle et les exercices semestriels d'incendies simulés. Le Ministre estime qu'une bonne information peut contribuer à rappeler aux chefs d'établissement, au personnel enseignant, éducatif et de service, ainsi qu'aux élèves leur premier devoir en la matière, qui est de prévenir les incendies.

En ce qui concerne le contrat avec la firme « Fire Control », le Ministre a déclaré que toutes informations ont été recueillies auprès du département des Travaux publics et que cette firme a été choisie sur la base de critères objectifs.

A la page 162 du programme justificatif du budget du secteur néerlandais (section VIII, 12.03), il est question d'un « Livre des professions ». Un membre souhaite obtenir des précisions à ce sujet.

Le Ministre (N) a répondu que la Belgique lui semble avoir actuellement besoin de ce qu'on pourrait appeler un « livre des professions » ou d'un « guide des professions » à l'usage des écoles, des parents, des centres sociaux psycho-médicaux, des étudiants et de quantité d'autres catégories de personnes.

Il s'agit d'une étude au sujet des possibilités d'avenir offertes aux diplômés. La composition de cet ouvrage sera cependant une tâche particulièrement délicate.

Le département de l'Education nationale s'engagerait à faire l'acquisition de cinq mille exemplaires au moins. Néanmoins, il n'est pas certain que ce projet soit tout à fait réalisable. Le coût relativement élevé de l'opération pourrait entraîner l'ajournement de la publication de cette étude sous forme de livre.

13. — Votes.

Amendements de MM. Kuijpers et Vandemeulebroucke à l'article 33.04 (Doc. n° 4-XIX-C/2).

1) Les auteurs préconisent la création d'une fondation d'enseignement supérieur à Amsterdam. Cette création irait de pair avec la réduction du crédit en faveur de la Fondation Biemans-Lapôtre. Les mêmes auteurs proposent encore la création d'une fondation néerlandaise à Lille.

Le Ministre (N) déclare que les négociations sont actuellement en cours entre les Pays-Bas et la Belgique en vue de créer une Maison belge aux Pays-Bas et une Maison néerlandaise en Belgique. L'amendement lui semble dès lors superflu.

Le Ministre (F) répond que la Fondation Biemans-Lapôtre est un organisme d'intérêt public national, qui accorde certaines facilités aux Belges désireux de se consacrer à Paris à la recherche scientifique.

En réponse à la question d'un membre, le Ministre (N) a ajouté que l'Institut universitaire européen de Florence est une institution post-universitaire, qui a été reconnue par le législateur belge, lequel a ratifié un acte international à cet effet. En sa qualité de co-fondateur la Belgique a évidemment sa part dans la gestion, l'organisation des programmes d'études, etc... de cet institut.

L'amendement a été rejeté par 11 voix contre 6.

o.m. aan alle hoofden van de Rijksinrichtingen voor basis-, buitengewoon, secundair en hoger onderwijs werd gericht. Daarin worden richtlijnen gegeven om de brand te bestrijden en de schoolbevolking te beschermen. Ook omtrent de dagelijkse controle, het maandelijks nazicht en de semestriële oefeningen in gesimuleerde brandomstandigheden werden er instructies verstrekt. De Minister meent dat een degelijke informatie er kan toe bijdragen om het inrichtingshoofd, het onderwijzend, het opvoedend en het dienstpersoneel en de leerlingen op hun eerste plicht te wijzen, nl. beletten dat er brand uitbreekt.

Wat het contract met « Fire Control » aangaat, verklaart de Minister dat bij het Departement van Openbare Werken alle nodige informatie werden ingewonnen en dat deze firma werd uitgekozen op basis van objectieve gronden.

Op blz. 162 van het verantwoordingsprogramma van de begroting van de Nederlandse sector (Sectie VIII, 12.03) is er sprake van een beroepenboek. Een lid wenst hierover uitleg te bekomen.

De Minister (N) deelt mede dat het hem voorkomt dat België thans ten behoeve van school, ouders, psycho-medisch-sociale centra, studerende en tal van anderen nood heeft aan wat men zou kunnen noemen een « beroepenboek » of een « beroepengids ».

Het gaat om een studie over de toekomstmogelijkheden van afgestudeerden. Het samenstellen ervan is echter een bijzonder delicate taak.

Het departement van Nationale Opvoeding zou een afname van minstens vijfduizend exemplaren waarborgen. Er is evenwel geen zekerheid of het opzet volledig haalbaar is. De relatief hoge kostprijs kan misschien het uitleggen in boekvorm van de studie verdagen.

13. — Stemmingen.

Amendementen van de heren Kuijpers en Vandemeulebroucke bij artikel 33.04 (Struk n° 4-XIX-C/2).

1) De auteurs wensen dat in Amsterdam een stichting voor hoger onderwijs wordt opgericht. Zulks zou gepaard gaan met een vermindering van het krediet ten behoeve van de Stichting Biemans-Lapôtre. Dezelfde auteurs stellen ook nog de oprichting van een Nederlandse Stichting te Rijsel voor.

De Minister (N) verklaart dat er thans onderhandelingen aan de gang zijn tussen Nederland en België met het oog op de oprichting van een Belgisch Huis in Nederland en een Nederlands Huis in België. Het amendement lijkt derhalve overbodig.

De Ministre (F) verklaart dat de Stichting Biemans-Lapôtre een instelling van openbaar nut is die nationaal is en aan de Belgen die zich te Parijs wensen te wijden o.m. aan het wetenschappelijk onderzoek aldaar bepaalde faciliteiten verleent.

Aan een lid deelde de Minister (N) nog mede dat het Europees Universitair Instituut te Florence een post-universitaire instelling is die o.m. door de Belgische wetgever, die een internationale akte hierover heeft goedgekeurd, werd erkend. Als medestichter heeft België vanzelfsprekend zijn aandeel in het beheer, de organisatie der studieprogramma's enz. van dit Instituut.

De amendementen worden verworpen met 11 tegen 6 stemmen.

2) MM. Kuijpers et Vandemeulebroucke sont d'avis que l'affectation des crédits prévus à l'article 41.02 n'est pas suffisamment connue.

Le Ministre (F) a signalé qu'à l'annexe 11 (voir annexe XI) figure une liste comportant la justification des crédits octroyés.

Il a déclaré que tous les dossiers font l'objet d'un examen approfondi et que certains programmes seront assainis.

L'amendement a été rejeté par 11 voix contre 2 et 4 abstentions.

Amendement de M. Urbain
(Doc. n° 4-XIX-C/3-II).

L'auteur a souligné que l'avenir de la Fondation universitaire et de son rayonnement est mis en danger par un manque de crédits.

Le Ministre (F) a répondu que la Fondation universitaire est un organisme d'intérêt public qui reçoit sa part légitime du budget national. Il est loisible aux différents délégués de faire augmenter leurs revenus et de les utiliser à leur gré.

L'amendement a été rejeté par 11 voix contre 4 et 2 abstentions.

Amendements du Gouvernement
(Doc. n° 4-XIX-C/3-I).

Les amendements aux articles 33.04 et 44.01 ont été adoptés à l'unanimité.

Les articles ainsi que l'ensemble du budget tel qu'il a été modifié ont été adoptés par 11 voix contre 6.

Le présent rapport a été approuvé par 12 voix et 2 abstentions.

Les Rapporteurs,
R. BONNEL.
R. BRIMANT.

Le Président,
J. HENCKENS.

**AMENDEMENTS AUX TABLEAUX
ADOPTÉS PAR LA COMMISSION.**

TITRE I.

DEPENSES COURANTES.

Section II.

Enseignement supérieur.

CHAPITRE III.

**TRANSFERTS DE REVENUS
A DESTINATION D'AUTRES SECTEURS.**

Art. 33.04. — Subventions (p. 8).

1. Collège d'Europe.

Le crédit de « 24 400 000 francs » est porté à « 26 800 000 francs ».

(Augmentation de 2 400 000 francs.)

2) de heren Kuijpers en Vandemeulebroucke zijn van oordeel dat de bestemming van de onder artikel 41.02 uitgetrokken kredieten onvoldoende gekend is.

De Minister (F) wijst erop dat in bijlage 11 (zie bijlage XI) een lijst voorkomt met de verantwoording der toegekende kredieten.

Hij verklaart dat alle dossiers grondig worden nagezien en dat bepaalde programma's zullen worden gesaneerd.

Het amendement wordt verworpen met 11 tegen 2 stemmen en 4 onthoudingen.

Amendement van de heer Urbain
(Stuk n° 4-XIX-C/3-II).

De auteur wijst erop dat de toekomst van de Universitaire Stichting en haar uitstraling door een gebrek aan kredieten in het gedrang komt.

De Minister (F) antwoordt dat de Universitaire Stichting een instelling van openbaar nut is die zijn rechtmatig aandeel in 's lands begroting ontvangt. Het staat de verschillende afgevaardigden vrij hun inkomsten te doen vermeerderen en naar eigen goeddunken aan te wenden.

Dit amendement wordt verworpen met 11 tegen 4 stemmen, en 2 onthoudingen.

Amendementen van de Regering
(Stuk n° 4-XIX-C/3-I).

De amendementen bij de artikelen 33.04 en 44.01 worden eenparig aangenomen.

De artikelen en de gehele begroting zoals ze werd gewijzigd worden aangenomen met 11 tegen 6 stemmen.

Dit verslag wordt goedgekeurd met 12 stemmen en 2 onthoudingen.

De Verslaggevers,
R. BONNEL.
R. BRIMANT.

De Voorzitter,
J. HENCKENS.

**AMENDEMENTEN OP DE TABELLEN
AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE.**

TITEL I.

LOPENDE UITGAVEN.

Sectie II.

Hoger onderwijs.

HOOFDSTUK III.

**INKOMENSOVERDRACHTEN
AAN ANDERE SECTOREN.**

Art. 33.04. — Toelagen (blz. 9).

1. Europa-College.

Het krediet van « 24 400 000 frank » wordt verhoogd tot « 26 800 000 frank ».

(Vermeerdering met 2 400 000 frank.)

Section III.

Recherche scientifique.

CHAPITRE IV.

TRANSFERTS DE REVENUS
A L'INTERIEUR DU SECTEUR PUBLIC.

Transferts de revenus aux fonds et aux institutions publiques
sans caractère d'entreprise.

Art. 41.02. — Subventions au Fonds de la recherche scientifique fondamentale collective (p. 18).

1. Financement de programmes de recherche fondamentale dus à l'initiative ministérielle et conventions pour la réalisation d'études et d'enquêtes pédagogiques et sociologiques pour le compte de l'Etat.

Le crédit de « 134 800 000 francs » est ramené à « 132 400 000 francs ».

(Diminution de 2 400 000 francs.)

Sectie III.

Wetenschappelijk onderzoek.

HOOFDSTUK IV.

INKOMENSOVERDRACHTEN
BINNEN DE SECTOR OVERHEID.

Inkomensoverdrachten aan fondsen en aan openbare instellingen
zonder bedrijfskarakter.

Art. 41.02. — Toelagen aan het Fonds voor collectief fundamenteel wetenschappelijk onderzoek (blz. 19).

1. Financiering van programma's van fundamenteel onderzoek op ministerieel initiatief en overeenkomsten voor de verwezenlijking van pedagogische en sociologische studies en enquêtes voor rekening van de Staat.

Het krediet van « 134 800 000 frank » wordt teruggebracht op « 132 400 000 frank ».

(Vermindering met 2 400 000 frank.)

ANNEXE 1.

Tableau comparatif des normes de scission
entre l'enseignement gardien et l'enseignement primaire.

1. Enseignement ordinaire.

Enseignement gardien.

Nombre d'élèves entrant en ligne de compte.

Le nombre moyen d'élèves présents par demi-journée de classe pendant les 30 premiers jours, à compter du début de l'année scolaire ou de l'ouverture de l'école.

Quels sont les élèves qui entrent en ligne de compte ?

Les élèves qui ne sont pas encore en âge de scolarité et atteignent l'âge de 2 ans et 6 mois avant le 1^{er} octobre de l'année scolaire en cours; avant le 1^{er} mars de l'année scolaire en cours pour les classes d'été.

Nombre d'élèves entrant en ligne de compte.

Le nombre d'élèves réguliers au 30^e jour, à compter du début de l'année scolaire ou de l'ouverture de l'école.

Quels sont les élèves qui entrent en ligne de compte ?

Les élèves en âge de scolarité + les élèves qui n'ont pas atteint l'âge de 15 ans le 31 décembre de l'année scolaire en cours.

Echelles applicables dans les écoles néerlandophones situées en dehors de l'arrondissement de Bruxelles-Capitale :

	Normes habituelles (arrêté royal 27-10-1966)		Normes de rationalisation. Des normes plus favorables sont appliquées en cas de fusion d'écoles. Applicables uniquement pour le maintien de classes (arrêté royal 8-10-1975)
	élèves	classes	
2 classes : 31 élèves.	30	2	30 élèves
3 classes : 61 élèves.	55	3	50 élèves
4 classes : 91 élèves.	80	4	70 élèves
et ainsi de suite, par tranche de 30 élèves.	105	5	90 élèves
	130	6	110 élèves
	155	7	130 élèves
	180	8	150 élèves
	208	9	170 élèves
	236	10	190 élèves
	264	11	210 élèves
	292	12	235 élèves
	320	13	260 élèves
	et ainsi de suite par groupe de 30 élèves		

Echelles applicables aux écoles néerlandophones de l'arrondissement Bruxelles-Capitale :

1 classe : 10 élèves.	10 élèves	1 classe
2 classes : 25 élèves.	25 élèves	2 classes
et ainsi de suite, par groupe de 30 élèves.	40 élèves	3 classes
	60 élèves	4 classes
	80 élèves	5 classes
	100 élèves	6 classes
	à partir de la septième classe, sont appliquées des normes identiques à celles qui s'appliquent aux écoles situées en dehors de l'arrondissement de Bruxelles-Capitale.	

BIJLAGE 1.

Vergelijkende tabel met splitsingsnormen
kleuteronderwijs — lager onderwijs.

1. Gewoon onderwijs.

Kleuteronderwijs.

Aantal in aanmerking komende leerlingen.

Het gemiddeld aantal aanwezige leerlingen per halve dag klas, gedurende de eerste dertig kalenderdagen te rekenen vanaf het begin van het schooljaar of de opening van de school.

Welke leerlingen in aanmerking komen.

Niet-leerplichtige leerlingen die de leeftijd van 2 jaar en 6 maand bereiken vóór 1 oktober van het lopend schooljaar; vóór 1 maart van het lopend schooljaar voor zomerklassen.

Lager onderwijs.

Aantal in aanmerking komende leerlingen.

Het aantal regelmatige leerlingen op de dertigste kalenderdag te rekenen van het begin van het schooljaar of de opening van de school.

Welke leerlingen in aanmerking komen.

De leerplichtige leerlingen + de leerlingen die op 31 december van het lopend schooljaar de leeftijd van 15 jaar niet bereikt hebben.

Schalen van toepassing in de Nederlandstalige scholen buiten het Arrondissement Brussel-Hoofdstad :

	Gewone normen (Koninklijk besluit 27-10-1966)		Rationalisatienormen. Gunstiger normen van toepassing bij het fusioneren van scholen. Enkel toepasselijk voor het behoud van klassen (koninklijk besluit 8-10-1975)
	leerlingen	klassen	
2 klassen : 31 leerl.	30	2	30 leerlingen
3 klassen : 61 leerl.	55	3	50 leerlingen
4 klassen : 91 leerl.	80	4	70 leerlingen
en zo verder per schijf van 30 leerlingen.	105	5	90 leerlingen
	130	6	110 leerlingen
	155	7	130 leerlingen
	180	8	150 leerlingen
	208	9	170 leerlingen
	236	10	190 leerlingen
	264	11	210 leerlingen
	292	12	235 leerlingen
	320	13	260 leerlingen
	en zo verder per groep van 30 leerlingen		

Shalen van toepassing in de Nederlandstalige scholen van het Arrondissement Brussel-Hoofdstad :

1 klas : 10 leerlingen.	10 leerlingen	1 klas
2 klassen : 25 leerlingen.	25 leerlingen	2 klassen
en zo verder per groep van 30 leer- lingen.	40 leerlingen	3 klassen
	60 leerlingen	4 klassen
	80 leerlingen	5 klassen
	100 leerlingen	6 klassen
	vanaf de zevende klas geldt dezelfde normen als voor de scholen buiten het Arrondissement Brussel-Hoofdstad	

2. Enseignement spécial.

Enseignement gardien.

Nombre d'élèves entrant en ligne de compte.

Le nombre moyen d'élèves présents par demi-journée de classe pendant les 30 premiers jours, à compter du début de l'année scolaire ou de l'ouverture de l'école.

Quels sont les élèves qui entrent en ligne de compte ?

Les élèves qui ne sont pas encore en âge de scolarité et atteignent l'âge de 3 ans au plus tard le 31 décembre de l'année scolaire en cours.

Enseignement primaire.

Nombre d'élèves entrant en ligne de compte.

Le nombre d'élèves réguliers au 30^e jour, à compter du début de l'année scolaire ou de l'ouverture de l'école.

Quels sont les élèves qui entrent en ligne de compte ?

Les élèves en âge de scolarité et les élèves qui, au 31 décembre de l'année en cours, n'ont pas encore dépassé l'âge de 16 ans. Les classes de 4^{me} degré peuvent admettre des élèves n'ayant pas dépassé l'âge de 18 ans.

Nombre de classes :

a) Sourds, demi-sourds et durs d'oreille :

- 1 classe : 6 élèves;
- 2 classes : 12 élèves;
- 3 classes : 18 élèves;

et ainsi de suite par groupe de 6 élèves.

b) Handicapés moteurs et visuels :

- 1 classe : 12 élèves;
- 2 classes : 16 élèves;
- 3 classes : 26 élèves;
- 4 classes : 36 élèves;

et ainsi de suite par groupe de 10 élèves.

c) Autres catégories :

- 1 classe : 12 élèves;
- 2 classes : 24 élèves;
- 3 classes : 36 élèves;
- 4 classes : 48 élèves;

et ainsi de suite par groupe de 12 élèves.

Nombre de classes :

a) Sourds :

- 1 classe : 8 élèves;
- 2 classes : 16 élèves;
- 3 classes : 24 élèves;

et ainsi de suite par groupe de 8 élèves.

b) Handicapés moteurs et visuels, demi-sourds et durs d'oreilles :

- 1 classe : 10 élèves;
- 2 classes : 16 élèves;
- 3 classes : 26 élèves;
- 4 classes : 36 élèves;

et ainsi de suite par groupe de 10 élèves.

c) Autres catégories :

- 1 classe : 12 élèves;
- 2 classes : 24 élèves;
- 3 classes : 36 élèves;
- 4 classes : 48 élèves;

et ainsi de suite par groupe de 12 élèves.

2. Buitengewoon onderwijs.

Kleuteronderwijs.

Aantal in aanmerking komende leerlingen.

Het gemiddeld aantal aanwezige leerlingen per halve dag klas, gedurende de eerste dertig kalenderdagen te rekenen vanaf het begin van het schooljaar of de opening van de school.

Welke leerlingen in aanmerking komen.

Niet leerplichtige leerlingen die uiterlijk op 31 december van het lopende schooljaar de leeftijd van 3 jaar bereiken.

Lager onderwijs.

Aantal in aanmerking komende leerlingen.

Het aantal regelmatige leerlingen op de dertigste kalenderdag te rekenen van het begin van het schooljaar of de opening van de school.

Welke leerlingen in aanmerking komen.

Leerplichtige leerlingen en leerlingen die op 31 december van het lopend jaar de leeftijd van 16 jaar niet overschreden hebben. In de 4^{de} graadsklassen mogen leerlingen toegelaten worden die de leeftijd van 18 jaar niet overschreden hebben.

Aantal klassen :

a) Doven, halfdoven en hardhorigen :

- 1 klas : 6 leerlingen;
- 2 klassen : 12 leerlingen;
- 3 klassen : 18 leerlingen;

en zo verder per groep van 6 leerlingen.

b) Motorisch gestoorde en gezichtszwakken :

- 1 klas : 12 leerlingen;
- 2 klassen : 16 leerlingen;
- 3 klassen : 26 leerlingen;
- 4 klassen : 36 leerlingen;

en zo verder per groep van 10 leerlingen.

c) Andere categorieën :

- 1 klas : 12 leerlingen;
- 2 klassen : 24 leerlingen;
- 3 klassen : 36 leerlingen;
- 4 klassen : 48 leerlingen;

en zo verder per groep van 12 leerlingen.

Aantal klassen :

a) Doven :

- 1 klas : 8 leerlingen;
- 2 klassen : 16 leerlingen;
- 3 klassen : 24 leerlingen;

en zo verder per groep van 8 leerlingen.

b) Motorisch gestoorde, gezichtszwakken, halfdoven en hardhorigen :

- 1 klas : 10 leerlingen;
- 2 klassen : 16 leerlingen;
- 3 klassen : 26 leerlingen;
- 4 klassen : 36 leerlingen;

en zo verder per groep van 10 leerlingen.

c) Andere categorieën :

- 1 klas : 12 leerlingen;
- 2 klassen : 24 leerlingen;
- 3 klassen : 36 leerlingen;
- 4 klassen : 48 leerlingen;

en zo verder per groep van 12 leerlingen.

ANNEXE 2.

Rationalisation. — Enseignement primaire francophone
et germanophone.

BIJLAGE 2.

Rationalisatie — Franstalig en Duitstalig
lager onderwijs.

Ecoles non viables	Supprimées — Opgeheven		Fusionnées — Samengevoegde		Reprises — Overgenomen				Plura- listes — Pluralis- tische	Niet leefbare scholen
	Libre — Vrij	Comm. — Gemeent.	Libre — Vrij	Comm. — Gemeent.	L. par L. — V. door V.	L. par C. — V. door G.	C. par L. — G. door V.	C. par C. — G. door G.		
— 8 élèves	8	62	0	23	1	0	1	1	0	— 8 leerlingen.
Namur	2	18	0	1	0	0	1	0		Namen.
Luxembourg	4	20	0	11	0	0	0	0		Luxemburg.
Liège	0	11	0	11	1	0	0	0		Luik.
Hainaut	1	11	0	0	0	0	0	1		Henegouwen.
Brabant	1	2	0	0	0	0	0	0		Brabant.
— 15 élèves	7	59	1	27	12	2	6	17	0	— 15 leerlingen.
Namur	3	15	0	4	6	0	5	4		Namen.
Luxembourg	0	2	0	7	0	0	0	0		Luxemburg.
Liège	1	12	0	5	1	1	0	6		Luik.
Hainaut	1	17	1	8	4	0	1	4		Henegouwen.
Brabant	2	13	0	3	1	1	0	3		Brabant.
— 30 élèves	9	30	6	59	30	2	9	45	0	— 30 leerlingen.
Namur	1	2	0	9	8	0	5	3		Namen.
Luxembourg	1	1	1	5	1	1	1	0		Luxemburg.
Liège	3	9	2	18	7	0	2	21		Luik.
Hainaut	1	14	2	21	11	1	1	18		Henegouwen.
Brabant	3	4	1	6	3	0	0	3		Brabant.
Totaux	24	151	7	109	43	4	16	63	0	Totalen.
439.	sur - op 1 345	sur - op 2 711								439
	197		116		126					

Ecoles viables	Fusionnées — Samengevoegde		Reprises — Overgenomen				Supprimées — Opgeheven		Leefbare scholen
	Libre — Vrij	Comm. — Gemeent.	L. par L. — V. door V.	L. par C. — V. door G.	C. par L. — G. door V.	C. par C. — G. door G.	Libre — Vrij	Comm. — Gemeent.	
Namur	11	22	1	2	1	5	4	8	Namen.
Luxembourg	3	10	—	—	—	1	2	1	Luxemburg.
Liège	37	87	6	—	—	3	1	0	Luik.
Hainaut	21	106	5	—	—	7	1	5	Henegouwen.
Brabant	3	5	4	—	—	2	—	—	Brabant.
Totaux	75	230	16	2	1	18	8	14	Totalen.
364	305		37				22		364

Mise en disponibilité par suite de la rationalisation.

	Libre	Comm.
Namur	3	41
Luxembourg	6	16
Liège	8	32
Hainaut	17	85
Brabant	8	19
	42 sur 6 504 définitifs	193 sur 8 618 définitifs
Supprimées	439	
Fusionnées	364	
	803	

Rationalisation — Enseignement primaire
du régime néerlandais.

Op non-activiteit ingevolge de rationalisatie.

	Vrij	Gemeent.
Namen	3	41
Luxemburg	6	16
Luik	8	32
Henegouwen	17	85
Brabant	8	19
	42 op 6 504 vast benoemden	193 op 8 618 vast benoemden
Opgeheven	439	
Samengevoede	364	
	803	

Rationalisatie — Nederlandstalig
lager onderwijs.

Province et inspection principale Province en hoofdtoezichtsgebied	Nombre d'écoles supprimées — Aantal afgeschaft scholen	Enseignants mis en dis- ponibilité — Ter beschikking gestelde leerkrachten	Pouvoir organisateur. Ensei- gnement de l'Etat — Rijks- onderwijs	Ensei- gnement libre — Vrij onderwijs	Inrichtende macht Ensei- gnement communal — Gemeentelijk onderwijs	Ensei- gnement provincial — Provinciaal onderwijs
1. Province d'Anvers. — Provincie Antwerpen :						
a) Inspection principale d'Anvers. — Hoofdtoezichtsgebied Antwerpen	2	—	—	—	—	—
b) Inspection principale de Malines. — Hoofdtoezichtsgebied Mechelen	21	12	—	4	7	—
c) Inspection principale de Turnhout. — Hoofdtoezichtsgebied Turnhout	18	10	—	5	5	—
Total. — Totaal	41	22	—	9	12	—
2. Province de Flandre orientale. — Provincie Oost-Vlaanderen :						
a) Inspection principale de Zottegem. — Hoofdtoezichtsgebied Zottegem	23	36	—	9	27	—
b) Inspection principale de St-Nicolas. — Hoofdtoezichtsgebied St-Niklaas	33	64	—	53	11	—
c) Inspection principale de Gand. — Hoofdtoezichtsgebied Gent	23	24	—	14	10	—
Total. — Totaal	79	124	—	76	48	—
3. Province de Brabant (secteur néerlandais). — Provincie Brabant (Nederlandse sector) :						
a) Inspection principale de Bruxelles néerlandais. — Hoofdtoezichtsgebied Brussel Nederlands	13	8	—	—	8	—
b) Inspection principale de Louvain. — Hoofdtoezichtsgebied Leuven	41	62	—	9	53	—
Total. — Totaal	54	70	—	9	61	—
4. Province de Flandre occidentale. — Provincie West-Vlaanderen :						
a) Inspection principale de Bruges. — Hoofdtoezichtsgebied Brugge	12	6	—	3	3	—
b) Inspection principale de Roulers. — Hoofdtoezichtsgebied Roeselare	29	5	—	1	4	—
c) Inspection principale de Courtrai. — Hoofdtoezichtsgebied Kortrijk	24	6	—	2	4	—
Total. — Totaal	65	17	—	6	11	—
5. Province de Limbourg. — Provincie Limburg :						
a) Inspection principale de Hasselt. — Hoofdtoezichtsgebied Hasselt	15	23	—	20	3	—
b) Inspection principale de Maaseik. — Hoofdtoezichtsgebied Maaseik	30	14	—	14	—	—
Total. — Totaal	45	37	—	34	3	—

Il y a également lieu de noter qu'à la suite de la loi de rationalisation du 14 juillet 1975, aucune école n'a été supprimée dans l'enseignement fondamental de l'Etat, ni dans l'enseignement fondamental provincial.

Te noteren valt nog dat ingevolge de rationalisatiewet van 14 juli 1975, geen scholen werden afgeschaft in het Rijksonderwijs, evenmin als in het provinciaal basisonderwijs.

ANNEXE 3.

Application de la loi du 6 juillet 1970 sur l'enseignement spécial.

1. Réalisations :

		Loi du 6 juillet 1970	Observations
Classes d'adaptation.	Expérience.	Art. 22, § 2.	
Commissions consultatives.	Création - Composition - Fonctionnement.	Art. 6 et 7.	
Conseil de perfectionnement.	Composition - Fonctionnement.	Art. 19.	
Conseil supérieur.	Composition - Fonctionnement du bureau permanent.	Art. 18.	
Guidance.	Fonctionnement. Instructions aux centres. Listes des centres.	Art. 12.	
Inspection.	Désignation provisoire.	Art. 16.	
Orientation.	Instructions en matière d'orientation, suivant arrêté royal du 22 juillet 1972. Liste des Centres chargés de la délivrance du certificat d'inscription.	Art. 1 et 3.	
Personnel para-médical.	Conditions pour l'octroi de subventions aux kinésistes et logopèdes.	Art. 21, § 5.	Dispositions provisoires dans l'attente de l'arrêté royal d'exécution de l'art. 21, § 5.
Certificat d'inscription.	Catégories de handicapés pour lesquels le certificat d'inscription peut être délivré par un médecin.	Art. 5.	Non seulement pour les sourds et aveugles. Devrait être étendu aux malades.
Rationalisation.	Annulée par le Conseil d'Etat le 18 mars 1975. Suggestions par : Hoge Raad : 2 juin 1975. Conseil supérieur : 7 mars 1975.	Art. 3 - 12 - 13 - 18.	
Types et conditions d'admission.	Détermination des différents types et des conditions d'admission : Questions : 1. Handicapés mentaux légers : a. Niveau gardien demandé b. après 13 j. 2 fois 1 an fixé par la guidance 2. Organisation de l'enseignement secondaire pour le type 8	Art. 1 et 3. NL. Fr. NL.	
Transport.	Modalités de rétribution par l'Etat : 1. Surveillance : circulaire 29 août 1974. 2. Observations du Conseil supérieur 3 janvier 1975.	Art. 20.	
Subventions de fonctionnement.	Arrêté royal 23 décembre 1974.	Art. 21, § 6.2.	
Interventions pour livres et objets classiques.	Arrêté royal du 21 juin 1974.	Art. 14.	

BIJLAGE 3.

Toepassing van de wet van 6 juli 1970 op het buitengewoon onderwijs.

1. Wat gedaan werd :

		Wet van 6 juli 1970	Bemerkingen
Aanpassingsklassen.	Experiment.	Art. 22, § 2.	
Commissies van Advies.	Instelling - Samenstelling - Werking.	Artt. 6 en 7.	
Verbeteringsraad.	Samenstelling - Werking.	Art. 19.	
Hoge Raad.	Samenstelling - Werking van het Vast Bureau.	Art. 18.	
Begeleiding.	Werking. Instructies aan de centra. Lijst van de Centra.	Art. 12.	
Inspectie.	Voorlopige aanduiding.	Art. 16.	
Oriëntatie.	Instructies voor oriëntatie volgens koninklijk besluit van 22 juli 1972. Lijst van de Centra gelast met het afleveren van het inschrijvingsbewijs.	Artt. 1 en 3.	
Paramedisch personeel.	Voorwaarden tot subsidiering van kinesisten en spraakleraars.	Art. 21, § 5.	Voorlopige schikkingen in afwachting van koninklijk besluit ter uitvoering van art. 21, § 5.
Inschrijvingsbewijs.	Categoriën van gehandicapten waarover het inschrijvingsbewijs mag afgeleverd worden door een geneesheer.	Art. 5.	Niet alleen voor doven en blinden. Zou moeten uitgebreid worden tot de zieken.
Rationalisatie.	Vernietigd door de Raad van State op 18 maart 1975. Suggesties door : Hoge Raad : 2 juni 1975. Conseil Supérieur : 7 maart 1975.	Artt. 3 - 12 - 13 - 18.	
Types en toelatingsvoorwaarden.	Vaststelling van de verschillende types en toelatingsvoorwaarden : Vragen : 1. Licht mentaal gehandicapten : a. Kleuterniveau gevraagd b. na 13 j. 2 maal 1 jaar door begeleiding vastgesteld 2. Inrichting van secundair onderwijs voor type 8	Artt. 1 en 3.	
Vervoer.	Modaliteiten van bezoldiging door de Staat : 1. Bewaking : omzendbrief 29 augustus 1974. 2. Bedenkingen van Hoge Raad 3 januari 1975.	Art. 20.	
Werkingsstoelagen.	Koninklijk besluit 23 december 1974.	Art. 21, § 6.2.	
Bijdragen voor leerboeken en schoolbehoeften.	Koninklijk besluit 21 juni 1974.	Art. 14.	

2. Ce qui doit encore être réalisé :

Art. 2, § C.	Arrêté royal du 21 octobre 1971. Délai dans lequel les sections deviennent des établissements autonomes.	Situation : 1. Enseignement de l'Etat ? 2. Enseignement subventionné ?
Art. 3. Art. 12.	Arrêté royal. Organisation et Règlement général des études.	
Art. 13.	Normes de population des écoles, cours, sections et classes. L'arrêté royal du 27 octobre 1966 relatif à l'enseignement primaire doit être adapté à l'arrêté royal du 22 juillet 1972 relatif aux types. En ce qui concerne l'enseignement secondaire spécial, il n'a jamais été fixé, ni normes de création, ni normes de population.	
Art. 15, § 1.	Arrêté royal. Etablissement et approbation des programmes des écoles, sections et cours d'enseignement spécial.	
Art. 16.	Arrêté royal portant organisation de l'inspection éducative des instituts, des établissements et des sections d'enseignement spécial, des homes et des familles d'accueil.	X. En Wallonie, des inspecteurs détachés ont été désignés à titre provisoire.
Art. 20.	Arrêté royal fixant les interventions de l'Etat dans les frais d'enseignement à domicile dispensé à des handicapés qui, tout en étant aptes à bénéficier d'un type d'enseignement spécial donné, ne sauraient, de l'avis des commissions consultatives d'enseignement spécial compétentes, fréquenter temporairement ou d'une façon permanente, ce type d'enseignement en raison de la nature ou de la gravité du handicap.	
Art. 21, § 4	Arrêté royal.	
Art. 28.	Fixant la date à laquelle la condition d'un an de fonctionnement n'est plus requise pour l'admission aux subventions des établissements, écoles, cours et sections d'enseignement spécial.	
Art. 21, § 5.	Arrêté royal. Fixant des normes applicables aux divers types d'enseignement spécial de l'Etat, ou sur la base d'autres normes fixées par le Roi lorsqu'il s'agit d'un type d'enseignement spécial non organisé par l'Etat, subventions-traitements accordées aux membres du personnel médical, para-médical, psychologique et social. N. B. L'arrêté royal du 15 juin 1970 fixe les règles de calcul pour la détermination du nombre d'emplois d'infirmière, de puéricultrice, de kinésithérapeute et de logopède dans l'enseignement spécial de l'Etat. Cet arrêté royal est toutefois fondé sur la loi statutaire du 6 juin 1964 et non pas sur la loi du 6 juillet 1970 et ne concerne que le personnel para-médical selon des types ne correspondant pas aux types déterminés par l'arrêté royal du 22 juillet 1972.	
Art. 21, § 7.2.	Arrêté royal réglant les conditions d'octroi aux établissements et sections d'enseignement spécial, de subventions d'équipement en vue de les aider à acquérir ou renouveler le mobilier et le matériel nécessaires au type d'enseignement spécial qu'ils dispensent. Semaine de cinq jours et activités socio-culturelles. N. Circ. du 14 août 1975. Fr. Circ. 6 septembre 1974.	

2. Wat nog moet uitgevoerd worden :

Art. 2, § C.	Koninklijk besluit van 21 oktober 1971. Termijn binnen welke de afdelingen autonome inrichtingen worden.	Stand : 1. Rijksonderwijs ? 2. Gesubsidieerd onderwijs ?
Art. 3. Art. 12.	Koninklijk besluit. Organisatie en Algemeen Reglement van de studies.	
Art. 13.	Bevolkingsnormen der scholen, leergangen, afdelingen en klassen. Koninklijk besluit van 27 oktober 1966 betreffende het lager onderwijs moet aangepast worden aan het koninklijk besluit van 22 juli 1972 betreffende de types. Wat het buitengewoon secundair onderwijs betreft werden nooit noch oprichtingsnormen, noch bevolkingsnormen vastgesteld.	
Art. 15, § 1.	Koninklijk besluit. Vaststelling en goedkeuring van de programma's van de scholen, afdelingen en leergangen van het buitengewone onderwijs.	
Art. 16.	Koninklijk besluit. Organiserend de pedagogische inspectie van de instituten, inrichtingen en afdelingen voor buitengewoon onderwijs en van de tehuizen pleeggezinnen.	X. In Wallonië werden in afwachting gedetacheerde inspecteurs aangeduid.
Art. 20.	Koninklijk besluit voor vaststelling van de bijdragen van de Staat in de kosten van huisonderwijs, verstrekt aan de gehandicapten, die wel in staat zijn een bepaald type van buitengewoon onderwijs te volgen, maar overeenkomstig het advies van de bevoegde commissies van advies voor het buitengewoon onderwijs niet bij machte zijn dit onderwijstype tijdelijk of doorlopend te volgen wegens de aard of de ernst van hun handicap.	
Art. 21, § 4	Koninklijk besluit.	
Art. 28.	Bepalend de datum waarop de voorwaarde van een jaar werking niet meer gesteld wordt voor de opneming in de toelageregeling van de inrichtingen, scholen, leergangen en afdelingen voor buitengewoon onderwijs.	
Art. 21, § 5.	Koninklijk besluit. Vaststelling van de normen toepasselijk op de verschillende types van het door de Staat georganiseerd buitengewoon onderwijs, of op basis van andere door de Koning vastgestelde normen indien het een type van onderwijs betreft dat niet door de Staat is georganiseerd, weddetoelagen toegekend aan het medisch, het paramedisch, het psychologisch en het sociaal personeel. N. B. Het koninklijk besluit van 15 juni 1970 regelt de berekening van het aantal functies van verpleegster, kinderverzorgster, kinesist, spraakleeraar in het buitengewoon rijksonderwijs. Maar dit koninklijk besluit is gefundeerd op de statutaire wet van 22 juni 1964 en niet op de wet van 6 juli 1970, en betreft alleen maar het paramedisch personeel volgens types die niet in overeenstemming zijn met de types bepaald door het koninklijk besluit van 22 juli 1972.	
Art. 21, § 7.2.	Koninklijk besluit regelend de voorwaarden om aan de inrichtingen en afdelingen voor buitengewoon onderwijs uitrustingstoelagen te verlenen om ze te helpen bij het aanschaffen of het vernieuwen van het meubilair en het materieel benodigd voor het type van buitengewoon onderwijs dat zij verstrekken. Vijfdagenweek en socio-culturele activiteiten. N. Circ. 14 augustus 1975. Fr. Circ. 6 september 1974.	

ANNEXE 4.

Fonds de la Recherche scientifique fondamentale collective.
(Initiative ministérielle) Section III.
(En milliers de francs.)

BIJLAGE 4.

Fonds voor Collectief fundamenteel wetenschappelijk onderzoek.
(Ministerieel initiatief) Afdeling III.
(In duizenden franken.)

N ^o N ^r	Dénomination du centre — Benaming van het Centrum	Principaux promoteurs — Voornaamste promotors	Régime linguistique Fr-Nl-Bil. — Taalregime Fr-Ned-Tweet.	Début financement — Aanvang financiering	Ligne générale des travaux — Hoofdtrekken van de werken	Subsides F. R. S. F. E. alloués en — Toelagen F. C. F. W. O. toegekend in				Date probable de fin d'activités — Mogelijke einddatum van de activiteiten
						1972	1973	1974	1975	
1	Centre belge de Pédagogie de la Mathématique. — Belgisch Centrum voor Methodiek van de Wiskunde.	Papy	Bilingue. — Tweetalig	1962	— Rénovation de l'enseignement de la Mathématique. — Formation permanente des enseignants. — Vernieuwing van het wiskunde-onderwijs. — Permanente opleiding van de leerkrachten.	3 500	4 000	5 000	5 500	permanent
4	Centre national de recherches géologiques en Belgique. — Nationale geomorfologisch onderzoek.	Macar Gullentops	Bilingue. — Tweetalig	1959	— Recherches géomorphologiques sur le terrain et en laboratoire avec pour objectif principal la réalisation d'une carte géomorphologique détaillée de la Belgique à l'échelle de 1/25 000 ^e et de planches sectorielles. — Geomorfologisch onderzoek op het terrein en in het laboratorium met als voornaamste doelstelling het opmaken van een gedetailleerde geomorfologische kaart van België op schaal 1/25 000 ^e en van sector-kaarten.	1 700	800	1 600	2 000	1984
11	Centre national de recherche archéologiques en Belgique. — National Centrum voor Oudheidkundige navorsingen in België.	Roosens	Nl. — Ned.	1963	— Valorisation scientifique des fouilles archéologiques antérieures par la publication de répertoires, de collections, cartes et par l'étude des problèmes y afférents. — Wetenschappelijke valorisatie van vroegere archeologische opgravingen door de publikatie van repertoria, collecties, kaarten en door de studie van de problemen die er verband mee houden.	1 080	1 800	Transféré au Min. Cult. Néerl. Overgeheveld Min. Ned. Cult.		
13	Centre belge de fouilles en Italie centrale et méridionale. — Belgisch Centrum voor Oudheidkundige opgravingen in Midden- en Zuid-Italië.	Mertens	Bilingue. — Tweetalig	1955	— Faire aboutir le programme de fouilles archéologiques de la ville antique d'Ortona. — Poursuivre les recherches sur le chantier de fouilles d'Alba Fucens. — Uitvoering van het programma van de archeologische opgravingen in de antieke stad Ortona. — Voortzetting van opgravingswerken te Alba Fucens.	1 162	1 175	1 200	1 200	1978
14	Comité des fouilles belges en Grèce. — Comité voor Belgische opgravingen in Griekenland.	Mussche Bingen	Bilingue. — Tweetalig	1963	— Recherches sur le chantier de fouilles de Thorikos. — Onderzoek op de opgravingswerken te Thorikos.	1 991	2 000	2 500	3 060	1980
15	Comité des fouilles belges en Egypte. — Comité voor Belgische opgravingen in Egypte.	De Meulenaere	Bilingue. — Tweetalig	1965	— Fouille et prospection du site d'El Kab; développement des fouilles du quartier archaïque et du palais du fils royal de Nekheb. — Opgravingen en prospectie te El Kab; uitbreiding van de opgravingen in het archaïsche gedeelte en in het paleis van de koningszoon van Nekheb.	750	700	825	950	1978

N ^o N ^o	Dénomination du centre — Benaming van het Centrum	Principaux promoteurs — Voornaamste promotors	Régime linguistique Fr-Nl-Bil. — Taalregime Fr-Ned-Tweet.	Début financement — Aanvang financiering	Ligne générale des travaux — Hoofdtrekken van de werken	Subsides F. R. S. F. E. alloués en — Toelagen F. C. F. W. O. toegekend in				Date probable de fin d'activités — Mogelijke einddatum van de activiteiten
						1972	1973	1974	1975	
16	Comité belge de recherches archéologiques à Apamée en Syrie. — Belgisch Centrum voor Oudheidkundige navorsingen te Apama in Syrië.	Balty	Bilingue. — Tweetalig	1966	— Poursuivre des travaux de dégagement des monuments et édifices de la ville antique. — Etude des mosaïques et sculptures mises à jour. — Voortzetting van de werken voor het vrijmaken van monumenten en gebouwen in de antieke stad. — Studie van de blootgelegde mozaïken en beeldhouwwerken.	2 610	2 610	2 800	2 800	1980
19	Centre national de Sociologie du Travail. — « Centre national de Sociologie du Travail ».	Govaerts	Fr.	1959	— L'étude concrète de l'homme au travail, notamment les problèmes relatifs aux jeunes travailleurs, les classes ouvrières traditionnelles et nouvelles, les activités de loisirs modernes et leur apport à une sociologie de la culture. — Concrete studie van de arbeidende mens, inzonderheid de problemen van de jonge arbeiders — de traditionele en de nieuwe arbeidersklasse — de moderne vrijetijdsbesteding en haar aanbreng voor een sociologie van de cultuur.	5 350	5 350	5 620	6 294	1979
21	Centre national d'études et de recherches socio-économiques. — Nationaal Centrum voor Socio-economische studies en navorsingen.	Gubbels Delcourt	Bilingue. — Tweetalig	1962	— Etudes sur les groupes de travailleurs « non privilégiés ». — Adaptation difficile aux conditions de travail. — Nature et résolution des conflits. — Sociologie des services et des mouvements sociaux. — Studies over « niet-bevoorrechte » groepen arbeiders. — Moeilijke aanpassing aan de arbeidsvoorwaarden. — Aard en oplossing van conflicten. — Sociologie van de sociale diensten en bewegingen.	1 600	1 400	2 000	2 200	31-XII-1976
22	Centre pour l'étude des problèmes du Monde musulman contemporain. — Centrum voor studie van de problemen van de Mohammedaanse wereld.	Anciaux	Bilingue. — Tweetalig	1957	— Rôle de l'armée dans le développement actuel des Etats musulmans. — Etude des sociétés musulmanes contemporaines à travers la littérature. — Rol van het leger in de huidige ontwikkeling van de Mohammedaanse Staten. — Studie van hedendaagse Mohammedaanse samenlevingen aan de hand van de literatuur.	2 700	2 800	2 800	2 100	1978
23	Centre national de Sociologie du Droit social. — « Centre national de Sociologie du Droit social ».	Troclet Vogel	Fr.	1958	— Recherche fondamentale de caractère interdisciplinaire appliquée aux problèmes de sociologie du droit social international, de sociologie du droit social européen, de sociologie du droit social national. — Interdisciplinair fundamenteel onderzoek toegepast op de sociologische problemen van het internationaal sociaal recht, van het Europees sociaal recht en van het nationaal sociaal recht.	2 117	2 200	2 400	2 688	1979

No — Nr	Dénomination du centre — Benaming van het Centrum	Principaux promoteurs — Voornaamste promotors	Régime linguistique Fr-Nl-Bil. — Taalregime Fr-Ned-Tweet.	Début financement — Aanvang financiering	Ligne générale des travaux — Hoofddirekken van de werken	Subsides F. R. S. F. E. alloués en — Toelagen F. C. F. W. O. toegekend in				Date probable de fin d'activités — Mogelijke einddatum van de activiteiten
						1972	1973	1974	1975	
26	Groupe de recherche sur la Famille et la Population. — « Groupe de recherche sur la Famille et la Population ».	De Bie	Fr.	1965	— L'étude de la nuptialité en Belgique aux fins d'en déterminer les variations et les causes; — L'étude de la fécondité en Belgique et du comportement, des connaissances et des attitudes des individus en matière de limitation des naissances, aux plans démographique, économique, social et religieux. — Studie van het aantal huwelijken in België met het oog op de vaststelling van de schommelingen van het aantal en de oorzaken ervan. — Studie van de vruchtbaarheid in België en van het gedrag, de kennis en de houding van de individuen inzake geboortebeperving, gezien van uit een demografisch, economisch, sociaal en godsdienstig standpunt.	1 000	800	1 600	1 600	31-XII-1976
28	Centre interuniversitaire de droit public. — Interuniversitair centrum voor publiek Recht.	Van Welkenhuyzen Craenen	Bilingue. — Tweetalig	1962	— L'étude en droit public belge et comparé des pouvoirs législatif et exécutif, notamment le régime parlementaire au plan de l'élaboration de la loi et du contrôle de l'action gouvernementale; — Réorganisation des structures et des pouvoirs dans la Belgique régionalisée. — Studie uit het oogpunt van het Belgisch publiek recht en het vergelijkend recht, van de uitvoerende en wetgevende macht, inzonderheid het parlementair stelsel, wat betreft de totstandkoming van de wet en van de controle op de regeringsactiviteit. — Reorganisatie van de structuren en machten in het geregionaliseerd België.	3 300	3 445	3 700	4 144	1978
29	Centre interuniversitaire de droit international, d'économie et de politique internationales. — Interuniversitair Centrum voor internationaal recht, internationale economie en internationale politiek.	Coppieters Ansiaux	Bilingue. — Tweetalig	1965	— L'analyse des facteurs de décolonisation, l'étude des effets de l'intégration politique et économique et de la coopération internationale sur les structures politiques et économiques belges. — Travail économique sur l'effet des expériences d'intégration sur les échanges extérieurs belges. — Ontleding van de dekoloniseringsfactoren, studie van de invloed van de politieke en economische integratie en van de internationale samenwerking op de Belgische politieke structuren. — Economische studie over de invloed van de integratie-experimenten op de Belgische buitenlandse handelsverrichtingen.	2 850	2 750	3 200	3 200	1978
30	Centre interuniversitaire de droit comparé. — Interuniversitair Centrum voor rechtsvergelijking.	Limpens	Bilingue. — Tweetalig	1957	— L'étude du droit international public, le droit international privé, le droit européen, les divers droits nationaux, le tout sous l'aspect du droit comparé. — Rechtsvergelijkende studie van het internationaal publiekrecht, van het internationaal privaatrecht, van het Europees recht en van de verschillende nationale rechten.	4 350	4 350	5 000	5 600	permanent
32	Centre national pour l'étude des Etats de l'Est. — Nationaal Centrum voor studie van de Ooststaten.	Dekkers	Bilingue. — Tweetalig	1958	— Etudes et recherches économiques, sociologiques et politiques sur les pays socialistes de l'Europe de l'Est et de l'Asie orientale. — Economische, sociologische en politieke studie en onderzoeken van de socialistische landen van Oost-Europa en Oost-Azië.	2 980	3 000	3 400	2 800	1978

No — Nr	Dénomination du centre — Benaming van het Centrum	Principaux promoteurs — Voornaamste promotors	Régime linguistique Fr-Nl-Bil. — Taalregime Fr-Ned-Tweet.	Début financement — Aanvang financiering	Ligne générale des travaux — Hoofdtrekken van de werken	Subsides F. R. S. F. E. alloués en — Toelagen F. C. F. W. O. toegekend in				Date probable de fin d'activités — Mogelijke einddatum van de activiteiten
						1972	1973	1974	1975	
33	Institut belge de Science politique. — Belgisch Instituut voor wetenschap der politiek.	Luykx (Gent) Dewachter (K. U. L.) Philippart (U. L. B.) Van Hassel (K. U. L.) Frognier (U. C. L.)	Bilingue. — Tweetalig	1951	— Coordination des programmes des départements universitaires et mise à leur disposition des instruments de documentation. — Préparation d'un catalogue général des ouvrages de science politique disponibles dans les bibliothèques belges. — Enquête sur le comportement, les attitudes et la situation sociale des électeurs belges. — Onderlinge afstemming van de programma's der universitaire afdelingen en terbeschikkingstelling van de documentatiemiddelen. — Voorbereiding van een algemene catalogus van werken over staatkunde die in de Belgische bibliotheken voorhanden zijn. — Enquête over de gedragingen, houdingen en sociale toestand van de Belgische kiezers.	2 350	2 000	2 317	2 595	1978
34	Centre d'étude des problèmes de l'industrialisation en Afrique noire. — « Centre d'étude des problèmes de l'industrialisation en Afrique noire ».	Dorsinfang	Fr.	1958	— Poursuite de la mise au point d'une méthode d'analyse structurale de la pensée magico-religieuse bantoue. — Etude des obstacles sociologiques au développement économique. — Voortzetting van de uitwerking van een methode van structuuranalyse voor de magisch-religieuze Bantoedenkwijze. — Bestudering van de sociologische tegenstand tegen de economische ontwikkeling.	3 000	3 000	3 400	3 808	1978
35	Centre de recherche et d'information socio-politiques. — « Centre de recherche et d'information socio-politiques ».	Gérard-Libois	Fr.	1964	— Le seuil de politisation. — Les mécanismes de prise de décision. — Le destin de la décision. — Morphologie des groupes financiers, sociaux et politiques. — la sélection des dirigeants. — De politiseringsdrempel. — De inwendige bouw van de besluitvorming. — Het lot van de beslissing. — Morfologie van de financiële, sociale en politieke groeperingen. — Het selecteren van leidinggevend personeel.	2 350	2 350	2 800	3 300	1978
36	Section belge du Centre international de recherches et d'information sur l'économie collective. — Belgische afdeling van het Internationaal Centrum voor navorsingen en Informatie betreffende de collectieve economie.	Lambert	Bilingue. — Tweetalig	1969	— L'Economie dans les secteurs public et coopératif. — Le rôle économique des syndicats. — Etudes détaillées sur divers aspects des entreprises publiques et coopératives. — De economie in de overheidssector en in de sector van de coöperaties. — De economische rol van de vakbonden. — Omstandige studies over diverse aspecten van overheidsbedrijven en coöperatieve ondernemingen.	1 300	1 300	1 300	1 400	31-XII-1976 Ass. inter. Inter. Vereniging

No — N°	Dénomination du centre — Benaming van het Centrum	Principaux promoteurs — Voornaamste promotors	Régime linguistique Fr-Nl-Bil. — Taalregime Fr-Ned-Tweet.	Début financement — Aanvang financiering	Ligne générale des travaux — Hoofdtrekken van de werken	Subsides F. R. S. F. E. alloués en — Toelagen F. C. F. W. O. toegekend in				Date probable de fin d'activités — Mogelijke einddatum van de activiteiten
						1972	1973	1974	1975	
37	L'Association pour l'étude médico-sociale de la croissance de l'enfant. — « L'Association pour l'étude médico-sociale de la croissance de l'enfant ».	Graffar	Fr.	1954	— Enquête longitudinale sur la croissance et le développement de l'enfant normal, sur les plans somatique, psychologique et social, de sa naissance à son adolescence. — Longitudinaal onderzoek over de groei en ontwikkeling van het normale kind op lichamelijk, psychologisch en sociaal vlak, vanaf de geboorte tot de adolescentie.	1 080	1 080	1 300	1 400	31-XII-1975
38	« Centrum voor Ontwikkelingspsychologie ». — Centrum voor Ontwikkelingspsychologie.	Decoster Osterrieth	Nl. — Ned.	1962	— Etudes méthodologiques sur les systèmes de classifications socio-professionnelles, sur les statistiques de l'enseignement, sur les motivations. — Analyses de cas, notamment sur les choix des études et des carrières. — Methodestudie over sociaal-professionele indelingssystemen, over onderwijsstatistiek over motiveringen. — Ontleding van gevallen, inzonderheid met betrekking tot studie- en beroepskeuze, tot psychomotorische stoornissen.	1 964	1 964	2 200	2 464	1978
40	« Interuniversitair Centrum voor Jeugdproblematiek ». — Interuniversitair Centrum voor Jeugdproblematiek.	Verbist	Nl. — Ned.	1968	— Analyse des problèmes d'adaptation (et à contrario d'inadaptation) des jeunes adolescents à leurs milieux scolaire, familial, social et professionnel. — Bestudering van aanpassingsproblemen (en a contrario van niet-aanpassingsproblemen) bij jonge adolescenten met betrekking tot de school, het gezin, de maatschappij en het beroepsmilieu.	2 592	2 800	2 200	3 000	1978
41	« Centrum voor Andragogisch Onderzoek ». — Centrum voor Andragogisch Onderzoek.	Lamberty	Nl. — Ned.	1963	— Stimulation des recherches et des études relatives au travail éducatif et d'une manière générale, à l'éducation permanente. — Travaux sur la formation des cadres et dirigeants de la vie socio-culturelle en Flandre. — Aanmoediging van onderzoek en studies met betrekking tot het opvoedingswerk en, in het algemeen, tot de voortdurende vorming. — Werken over opleiding van begeleidend en leidend personeel voor het sociaal-cultureel leven in Vlaanderen.	2 170	2 170	2 170	2 430	31-XII-1975 Cult. Néerl. Ned. Cultuur
56	Centre interuniversitaire d'Histoire contemporaine. — Interuniversitair Centrum voor hedendaagse geschiedenis.	Haag Demoulin Van Eenoo	Bilingue. — Tweetalig	1959	— Répertoire de la presse belge du XVIII ^e au XX ^e siècle. — Etude des sources d'histoire sociale au XIX ^e siècle. — Etude de l'histoire religieuse. — Etudes historiques des statistiques belges. — Repertorium van de Belgische pers van de XVIII ^e tot de XX ^e eeuw. — Studie van de sociaalhistorische bronnen in de XIX ^e eeuw. — Studie van de godsdienstgeschiedenis. — Historische studie van de Belgische statistiek.	1 814	1 700	1 700	1 700	1978
61	Comité belge de recherches historiques, épigraphes et archéologiques en Mésopotamie. — Belgisch Comité voor historische epigrafische en oudheidkundige opzoekingen in Meso-potamië.	Fivet Demeyer	Bilingue. — Tweetalig	1966	— Fouilles en Iracq à Aba-Habba et à Tell-Ed-Der. — Etude écologique de l'ancien pays d'Akkad. — Opgravingen in Irak te Aba-Habba en Tell-Ed-Der. — Ecologische studie over het oude rijk van Akkad.	1 660	1 660	1 842	2 210	1979

No — Nr	Dénomination du centre — Benaming van het Centrum	Principaux promoteurs — Voornaamste promotors	Régime linguistique Fr-Nl-Bil. — Taalregime Fr-Ned-Tweet.	Début financement — Aanvang financiering	Ligne générale des travaux — Hoofdtrekken van de werken	Subsides F. R. S. F. F. alloués en — Toelagen F. C. F. W. O. toegekend in				Date probable de fin d'activités — Mogelijke einddatum van de activiteiten
						1972	1973	1974	1975	
62	L'Association internationale pour la recherche et la diffusion des méthodes audio-visuelles. — Internationale Vereniging voor het Onderzoek en de verspreiding van de audio-visuele methoden.	Degreve Van Passel	Bilingue. — Tweetalig	1965	— Situation actuelle de l'enseignement de la deuxième langue nationale en Belgique. — Les moyens audio-visuels et leur utilisation dans l'enseignement des langues. — Huidige toestand van het tweedetaalonderwijs in België. — De audio-visuele media en hun gebruik in het taalonderwijs.	972	750	750	450	31-XII-1975
63	Centre d'étude des problèmes sociaux et professionnels de la Technique. — Studiecentrum betreffende sociale en beroepsproblemen der Techniek.	Feldheim	Bilingue. — Tweetalig	1956	— Inventaire des besoins de l'économie belge et personnel scientifique et technique qualifié. — Travaux sur des questions intéressant l'enseignement, l'économie, les problèmes de la qualification professionnelle, sur les diplômes et les carrières. — Inventaris van de behoeften van het Belgische bedrijfsleven inzake geschoold wetenschappelijk en technisch personeel. — Werken over vraagstukken betreffende het onderwijs, het bedrijfsleven, de problematiek van de beroepsbekwaamheid, de diploma's en loopbanen.	5 830	6 200	7 000	7 400	1979
65	« Studiegroep Kultuurbevordering van de Katholieke Universiteit te Leuven ». — Studiegroep Kultuurbevordering van de Katholieke Universiteit te Leuven.	Van Mechelen Dumon	Nl. — Ned.	1965	— Enquêtes sur l'évolution de la société du temps libre. — Recherches sur les besoins du secteur culturel en Flandre exprimés et latents, l'infrastructure existante et celle à mettre en place, l'organisation et le financement des programmes d'occupation culturelle. — Onderzoekingen over de vrijetijdsmaatschappij. — Wetenschappelijke onderzoekingen over de uitgedrukte en niet-uitgedrukte behoeften in de culturele sector in Vlaanderen, over de bestaande en tot stand te brengen infrastructuur, over de organisatie en financiering van programma's voor cultureel werk.	1 680	1 500	1 650	1 850	1978
66	« Centrale voor studie- en beroepsoriëntering en psycho-medisch-sociale centra ». — Centrale voor studie- en beroepsoriëntering en psycho-medisch-sociale centra.	Hulpiau Drees	Nl. — Ned.	1965	— Etude des problèmes des enfants et des adolescents qui se posent lors du passage de l'enseignement primaire vers le secondaire d'une part et étude de l'ensemble de la carrière scolaire (primaire et secondaire). — Onderzoek van de problemen die voor het kind en de adolescent rijzen bij de overgang van het basisonderwijs naar het secundair onderwijs en bestudering van de gezamenlijke schoolloopbaan (basis- en secundair onderwijs).	1 696	1 750	1 900	2 128	1978
67	« Instituut voor Toegepaste linguïstiek van de Katholieke Universiteit te Leuven ».	Engels Nieuwborg	Nl. — Ned.	1968	— Enquête sur la fréquence des mots de la langue néerlandaise. — Enquête sur la particularité du bilinguisme, spécialement à Bruxelles. — Enquête sur la connaissance approfondie du néerlandais écrit. — Onderzoek over de woordfrekwentie in het Nederlands. — Onderzoek over de eigenaardigheden van de tweetaligheid, inzonderheid te Brussel. — Onderzoek over de grondige kennis van de Nederlandse schrijftaal.	1 192	1 000	1 000	1 000	31-XII-1976 K. U. L.

No — Nr	Dénomination du centre — Benaming van het Centrum	Principaux promoteurs — Voornaamste promotors	Régime linguistique Fr-Nl-Bil. — Taalregime Fr-Ned- Tweel.	Début financement — Aanvang financiering	Ligne générale des travaux — Hoofdtrekken van de werken	Subsides F. R. S. F. E. alloués en — Toelagen F. C. F. W. O. toegekend in				Date probable de fin d'activités — Mogelijke einddatum van de activiteiten
						1972	1973	1974	1975	
69	Institut de phonétique de l'U. L. B. — « Institut de phonétique de l'U. L. B.	Wajskop	Fr.	1968	— Analyse du message dans l'étude d'une langue moderne. — Ontleding van de taalinhoud bij het aanleren van een moderne taal.	550	250	—	—	—
70	I. R. M./E. S. R. O. - Bilan radiatif en météorologie dynamique, dans l'équation de l'énergie de la cir- culation générale de l'atmosphère — K.M.I./E.S.R.O. - Stralingsbalans in dynamische meteorologie, in de energievereffening van de algemene luchtcirculatie.	Crommelynck Van Mieghem	Bilingue. — Tweetalig	1968	— Mise au point de radiomètres absolus qui doivent être utilisés dans les satellites et fusées pour la mesure de différents composants du rayonnement solaire ou ter- restre y compris le bilan énergétique de la terre. — Uitwerken van absolute radiometers te gebruiken op satellieten en op raketten voor het meten van de diverse componenten van de zonne- en aardestraling, met inbe- grip van de energiebalans van de aarde.	1 782	1 700	1 700	1 200	31-XII-1976 K. U. L.
71	Centre national de recherches d'histoire religieuse. — « Centre national de recherches d'histoire religieuse ».	Halkin	Fr.	1956	— Etude de l'histoire monastique nationale dans une per- spective de l'histoire politique, économique et sociale. — Studie van de nationale kloostergeschiedenis in een pers- pectief van politieke, economische en sociale geschiede- nis.	750	500	820	820	31-XII-1976
72	Centre d'information appliquée au dé- veloppement et à l'agronomie tropi- cale (CIDAT I et II). — Centrum voor informatieverwerking op het gebied van de tropische landbouw en ontwikkeling.	Cahen	Bilingue. — Tweetalig	1970	— Valorisation par traitement à l'ordinateur de la docu- mentation relative à l'agronomie et au développement rural au Zaïre, au Rwanda et au Burundi. — Extension de cette documentation et des analyses à la zone pantropicale. — Valorisation par computerverwerking van de documen- tatie over de landbouwwetenschap en de landelijke ont- wikkeling in Zaïre, Rwanda en Burundi. — Uitbreiding van de bedoelde documentatie en van de analyse ervan tot de pantropische zone.	2 400	2 000	3 700	4 100	permanent
73	Section d'études géophysiques des structures géologiques de l'Ardenne. — « Section d'études géophysiques des structures géologiques de l'Ar- denne ».	Melchior- Evrard	Fr.	1972	— Mesures et étude mathématique des mouvements de terrain en Ardennes. — Meten en wiskundig bestuderen van groundbewegingen in de Ardennen.	750	500	800	950	31-XII-1976 O. R. B.
74	Laboratoire de Pédagogie expérimentale de l'Université de l'Etat à Liège. — « Laboratoire de Pédagogie expé- rimentale de l'Université de l'Etat à Liège ».	De Lantsheere	Fr.	1972	— Recherche sur l'utilisation des échelles d'évaluation dans l'enseignement secondaire rénové. — Onderzoek over het gebruik van de evaluatieschalen in het vernieuwd secundair onderwijs.	500	550	700	700	31-XII-1975
75	Département des recherches de l'Insti- tut supérieur de pédagogie de l'Uni- versité de Mons. — « Département de recherches de l'Institut supérieur de pédagogie de l'Université de Mons ».	Burion	Fr.	1972	— Elaboration et application d'épreuves en mathématique et en langue maternelle. — Participation à la mise en place de l'enseignement renové. — Liaison entre les enseignants et le département des recherches qui entreprend l'étude. — Uitwerken en toepassen van examens voor wiskunde en moedertaal. — Medewerking bij het tot stand brengen van het ver- nieuwd secundair onderwijs. — Verbinding tussen de leerkrachten en het onderzoekings- departement dat de studie onderneemt.	800	250	—	600	31-XII-1975

N ^o — N ^o	Dénomination du centre — Benaming van het Centrum	Principaux promoteurs — Voornaamste promotors	Régime linguistique Fr-Nl-Bil. — Taalregime Fr-Nl Tweet.	Début financement — Aanvang financiering	Ligne générale des travaux — Hoofdtrekken van de werken	Subsides F. R. S. F. E. alloués en — Toelagen F. C. F. W. O. toegekend in				Date probable de fin d'activités — Mogelijke einddatum van de activiteiten
						1972	1973	1974	1975	
77	Centre d'études et de documentation africaines. — « Centre d'études et de documentation africaines ».	Decoster W. Verhaegen B.	Fr.	1971	— Rassemblement et analyse des sources de documents relatifs à l'histoire de la colonisation et de l'indépendance du Zaïre. — Elaboration d'une méthodologie pour l'étude des sociétés contemporaines en crise. — Formation pédagogique des doctorants. — Verzameling en ontleding van de bronnen van geschiedkundige documenten over de kolonisatie en onafhankelijkheid van Zaïre. — Uitwerking van een methodenleer voor de studie van hedendaagse maatschappijen in een crisistoestand. — Pedagogische opleiding van de doctorandi.	510	550	700	1 000	1980
78	« Centraal Bureau voor de studie van het universitair onderwijs ». — Centraal Bureau voor de Studie van het universitair onderwijs.	Plancke	Nl. — Ned.	1971	— Etude de diverses questions relatives à l'enseignement universitaire en Belgique, comparativement à la situation dans divers pays de la C. E. E. — Bestudering van de diverse vraagstukken met betrekking tot het universitair onderwijs in België, vergeleken bij de toestand in de verschillende E. E. G.-landen.	876	900	900	950	1980
80	Centre interdisciplinaire d'études philosophiques de l'Université de l'Etat à Mons. — « Centre interdisciplinaire d'études philosophiques de l'Université de l'Etat à Mons ».	Joly-Crahay	Fr.	1971	— Etude collective dont le thème est : « Le contexte politique de la Science ». — Réalisation d'études interdisciplinaires et leur publication. — Collectieve studie met als thema : « De mogelijke politieke samenhang van de wetenschap ». — Verwezenlijking van interdisciplinaire studiën en de publikatie ervan.	600	600	750	750	1980
81	Recherche sur l'apprentissage des langues modernes par l'Université de Mons. — « Recherche sur l'apprentissage des langues modernes par l'Université de Mons ».	Renard	Fr.	1974	— Apprentissage du néerlandais et du français, considérés comme seconde langue, dans les enseignements primaire et secondaire. — L'objectif est d'inventorier les systèmes de fautes, de les analyser et de proposer une méthodologie de la correction. — Het aanleren als tweede taal van het Nederlands en het Frans in het basisonderwijs en in het secundair onderwijs. — Het doel is de foutsystemen te inventariseren, ze te ontleden en een methodenleer voor te stellen voor de verbetering ervan.	—	—	700	700	31-XII-1975

N ^o — N ^o	Dénomination du centre — Benaming van het Centrum	Principaux promoteurs — Voornaamste promotors	Régime linguistique Fr-Nl-Bil. — Taalregime Fr-Nl Tweet.	Début financement — Aanvang financiering	Ligne générale des travaux — Hoofdtrekken van de werken	Subsides F. R. S. F. E. alloués en — Toelagen F. C. F. W. O. toegekend in				Date probable de fin d'activités — Mogelijke einddatum van de activiteiten
						1972	1973	1974	1975	
82	Centre d'études des problèmes de population active et d'investissements en ressources humaines. — « Centre d'études des problèmes de population active et d'investissements en ressources humaines ».	Braconier D'Hoogh	Fr.	1970	— Réalisation d'enquêtes sur: l'équilibre quantitatif et qualitatif de l'offre et de la demande d'emploi; les possibilités du développement des services touristiques à caractère économique; le marché potentiel et le contenu d'équipement touristique en Wallonie; les lieux existants entre la carrière professionnelle réelle et la formation reçue. — Organisation de stages communs aux enseignants et aux dirigeants des entreprises en vue d'harmoniser les points de vue sur la relation éducation-emploi. — Verwezenlijking van enquêtes over: het kwantitatief en kwalitatief evenwicht van vraag en aanbod inzake tewerkstelling; de ontwikkelingsmogelijkheden voor toeristische diensten van economische aard; de potentiële markt en de inhoud van de toeristische uitrusting in Wallonië; het verband dat bestaat tussen de werkelijke beroepsopleiding en de genoten opleiding. — Organiseren van gemeenschappelijke stages voor leerkrachten en bedrijfsleiders ten einde de standpunten inzake de relatie tussen onderwijs en beroep te harmoniseren.	—	1 500	1 500	1 500	31-XII-1976
83	Instituts nationaux de Physique et de Chimie. — Internationale Instituten voor Fysica en Chemie.	Prigogine Glansdorff	Bilingue Tweetalig	1973	— Développement de la recherche fondamentale en sciences physique et chimique. — Organisation des Conseils pour la Physique et la Chimie. — Encouragement de la recherche sur des problèmes actuels. — Ontwikkeling van het fundamenteel onderzoek in de natuurkunde en scheikunde. — Organiseren van de Raden voor Natuurkunde en Scheikunde. — Aanmoediging van het wetenschappelijk onderzoek over actuele problemen.	—	2 200	2 400	2 700	permanent
84	Centre européen d'Action sociale. — « Centre européen d'Action sociale ».	Mayence Rozen	Fr.	1974	— Formation et documentation de chercheurs en sciences sociales dans l'optique de préparer des modèles de solution aux problèmes matériels, psychologiques et culturels posés par le développement économique et social dans les pays européens industrialisés. — Opleiding en voorlichting van wetenschappelijke navorsers in de sociale wetenschappen, met het oog op het uitwerken van modellen van oplossingen voor de materiële, psychologische en culturele vraagstukken voortvloeiende uit de economische en sociale ontwikkeling van de geïndustrialiseerde Europese landen.	—	—	600	650	1978
86	Centre de recherche, d'information et de documentation pour l'enseignement des langues anciennes. — « Centre de recherche, d'information et de documentation pour l'enseignement des langues anciennes ».	Delatte	Fr.	1974	— Information, documentation et recherches par l'enseignement des langues anciennes. — Informatie, voorlichting en wetenschappelijk onderzoek met het oog op het doceren van oude talen.	—	—	304	—	—

ANNEXE 5.

Bourses.

Demandes reçues			
Année scolaire/Année acad.	1973-74	1974-75	1975-76
Enseignement secondaire ...	161 781	201 305	221 985
Enseignement supérieur ...	40 730	56 195	54 442

Bourses octroyées (1)

Enseignement secondaire ...	136 682	123 861 (2)	
Enseignement supérieur ...	34 574	32 045	

(1) Les dossiers incomplets — qui sont peu nombreux — sont liquidés progressivement.

(2) 15 000 dossiers non encore terminés à la suite de la faillite de « Systematics ».

Montants inscrits au budget

BIJLAGE 5.

Beurzen.

Ontvangen aanvragen			
Schooljaar/Acad. jaar ...	1973-74	1974-75	1975-76
Secundair onderwijs ...	161 781	201 305	221 985
Hoger Onderwijs ...	40 730	56 195	54 442

Toegekende beurzen (1)

Secundair onderwijs ...	136 682	123 861 (2)	
Hoger Onderwijs ...	34 574	32 045	

(1) Beperkt aantal onvolledige dossiers wordt geleidelijk afgewerkt.

(2) 15 000 dossiers in afwerking ingevolge falen Systematics.

Begrotingsbedragen

	Année budgétaire 1975 — Begrotingsjaar 1975			Année budgétaire 1976 — Begrotingsjaar 1976			
	Année académique 1974 - 1975 — Academiejaar 1974-1975			Année académique 1975-1976 — Academiejaar 1975-1976			
	Nombres — Aantallen	Montants — Bedrag	Totaux — Totalen	Nombres — Aantallen	Montants — Bedrag	Totaux — Totalen	
1. Enseignement secondaire :							1. Secundair Onderwijs :
a) élèves en âge de scolarité :							a) leerplichtigen :
— élèves de 1 ^{re} année	36 736	1 000	36 736 000	36 750	1 000	36 750 000	— eerste jaars.
— élèves d'autres années	36 736	3 000	110 208 000	36 750	3 000	110 250 000	— andere jaars.
b) élèves non en âge de scolarité :							b) élèves d'autres années :
— secondaire inférieur	75 794	3 000	227 382 000	76 000	3 000	228 000 000	— lager secundair.
— secondaire supérieur	67 562	4 500	304 029 000	68 000	4 500	306 000 000	— hoger secundair.
2. Enseignement supérieur :							2. Hoger Onderwijs :
cycle court	16 609	18 783	311 966 847	17 000	18 783	319 311 000	korte cyclus.
3. Enseignement universitaire :							3. Universitair Onderwijs :
Ingénieurs techniciens, architectes, cycle long :							Technisch ingenieurs, architecten, lange cyclus :
— étudiants de 1 ^{re} année	7 529	28 756	208 739 804	7 500	28 756	215 670 000	— 1 ^e jaars.
— étudiants d'autres années	15 580	31 951	497 796 580	16 000	31 951	511 216 000	— andere jaren.
4. Bourses pour adultes	50	115 775	5 788 750	50	115 775	5 788 750	4. Beurzen volwassenen.
5. Prêts d'études	100	31 951	319 100	100	31 951	3 195 100	5. Studieleningen.
Totaux	249 167		1 705 842 000	258 150		1 736 180 850	Totalen.

ANNEXE 6.

Étalement des vacances.

I. Début et fin de l'année scolaire.

1.4.1. La répartition actuelle de l'année correspond-elle aux espérances des parents et des enseignants ?

- a) N. V. O. : présume que la réponse est affirmative; une large consultation s'impose.
- b) C. S. B. O. : voir discussion générale; désire être invitée aux consultations ultérieures ($\pm 55\%$ en faveur du maintien).
- c) N. S. V. K. O. : le régime actuel permet aux parents de prendre leurs vacances pendant la période qu'ils souhaitent.

Conclusion : pas de nécessité absolue d'apporter une modification au régime actuel.

1.4.2. Est-il souhaitable de déplacer la date du début de l'année scolaire afin d'organiser les examens de passage, la correction des devoirs de vacances et les tests après une interruption de courte durée ? Quelle est la date proposée ?

- a) N. V. O. : solution à rejeter du point de vue pédagogique.
- b) B. G. J. G. : au début et en fin d'année scolaire, à date fixe, en avril.

Conclusion : constatations contradictoires, mais un avis en faveur d'un déplacement de l'année scolaire vers les vacances de Pâques.

1.4.3. Quelles est, à votre avis la période la plus adéquate, pour des motifs pédagogiques, pour le passage à l'année suivante ?

- a) N. V. O. : 1. passage se faisant après de longues vacances; 2. ces vacances intervenant dans une saison climatiquement favorable.
- b) N. S. V. K. O. : début de l'année scolaire après les vacances d'été : sont en faveur de cette solution : 89 % des directions; 88 % des inspecteurs.

Conclusion : régime actuel.

1.4.4. Quels sont les avantages et/ou les inconvénients du déplacement de la date de fin de l'année scolaire ?

- a) N. V. O. : inconvénients : les vacances ne tombent plus au cours d'une période favorable.
- b) B. G. J. G. : doit être déplacé à une date fixe du mois d'avril, afin d'éviter les examens de passage et les devoirs de vacances.

Conclusion : constatation contradictoires, mais un seul avis en faveur du déplacement de l'année scolaire vers les vacances de Pâques.

1.4.5. Les vacances de Pâques doivent-elles s'étaler sur deux ou trois semaines ?

- a) N. V. O. : deux semaines (cf. « enfants seuls à domicile, les parents travaillant au-dehors »).
- b) C. S. B. O. : après consultation des centres P. M. S. et des services d'orientation professionnelle : 53 % : 2 semaines; 47 % : 3 semaines.

Conclusion : une majorité opte en faveur d'une durée de 2 semaines pour les vacances de Pâques.

1.4.6. Préférez-vous que les vacances de Pâques, dans leur intégralité, précèdent cette fête, ou qu'il y ait une semaine précédant le jour fixe de cette fête, le reste des vacances succédant à celle-ci ?

- a) N. V. O. : venant dans leur intégralité, après Pâques (vacances de printemps).
- b) N. S. V. K. O. : une semaine venant avant et une semaine après Pâques. En faveur de cette solution : 49 % des 73 % de directions qui se sont prononcées pour les 9 semaines de vacances d'été, 60 % des 69 % d'inspecteurs qui se sont prononcés pour les 9 semaines de vacances d'été.
- c) C. O. N. O. : vacances de Pâques à dates fixes.
- d) B. G. J. G. : en avril, le dimanche de Pâques étant la date-pivot.

Conclusion : aucune uniformité, en raison de l'incertitude concernant la date de la fête de Pâques.

BIJLAGE 6.

Vakantiespreiding.

I. Begin en einde van het schooljaar.

1.4.1. Voldoet de huidige jaarindeling aan de verwachtingen van de ouders en de leerkrachten ?

- a) N. V. O. : vermoedt van wel; uitgebreide raadpleging noodzakelijk.
- b) C. S. B. O. : zie algemene bespreking; wenst uitgenodigd te worden bij verder overleg ($\pm 55\%$ voor behoud).
- c) N. S. V. K. O. : huidige regeling laat aan ouders toe hun vakantie te nemen in de periode die ze wensen.

Besluit : geen uitgesproken noodzakelijkheid om aan huidige regeling een wijziging te brengen.

1.4.2. Is het wenselijk de begindatum van het schooljaar te verplaatsen om de herexamens, de verbetering van vakantietaken en het afnemen van tests te organiseren na een beperkte onderbreking ? Welke datum wordt voorgesteld ?

- a) N. V. O. : pedagogisch te verwerpen.
- b) B. G. J. G. : begin en einde van het schooljaar op een vaste datum in april.

Besluit : tegenstrijdige vaststelling, maar één advies voor verschuiving schooljaar naar Paasvakantie.

1.4.3. Welke periode is naar uw mening om pedagogische redenen het meest geschikt voor overgang naar een volgend jaar ?

- a) N. V. O. : 1. overgang na een lange vakantie; 2. deze vakantie in een klimatologisch gunstig seizoen. Pleit voor de huidige regeling.
- b) N. S. V. K. O. : aanvang van het schooljaar na de zomervakantie : pro : 89 % van de directie en 88 % van inspecteurs.

Besluit : huidige regeling.

1.4.4. Welke zijn de voor- en/of nadelen van de verplaatsing van de einddatum van het schooljaar ?

- a) N. V. O. : nadeel : vakantie niet meer in gunstige periode.
- b) B. G. J. G. : te verleggen op vaste datum in april om herexamens en vakantietaken te vermijden.

Besluit : tegenstrijdige vaststelling, maar één advies voor verschuiving schooljaar naar Paasvakantie.

1.4.5. Dient de Paasvakantie twee of drie weken te omvatten ?

- a) N. V. O. : twee weken (cfr. « Sleutelkinderen »).
- b) C. S. B. O. : na consultaties met P. M. S. en Diensten voor studie- en beroepsoriëntering : 53 % : 2 weken en 47 % : 3 weken.

Besluit : meerderheid opteert voor 2 vakantieweken tijdens Paasvakantie.

1.4.6. Verkiest u de Paasvakantie integraal vóór de vaste feestdag en de overblijvende dagen achteraf ?

- a) N. V. O. : integraal na Pasen (lentevakantie !).
- b) N. S. V. K. O. : één week vóór en één week na Pasen. Pro : 49 % van 73 % van de directies die pro 9 weken zomervakantie en 60 % van 69 % van de inspecteurs die pro 9 weken zomervakantie.
- c) C. O. N. O. : Paasvakantie op vastgestelde datum.
- d) B. G. J. G. : in april met Paaszondag als spil.

Besluit : geen eenvormigheid ingevolge onzekerheid omtrent het tijdstip van Pasen.

1.4.7. La proposition tendant au déplacement de la fin de l'année scolaire au début des vacances de Pâques est-elle acceptable ?

- a) N. V. O. : aucunement.
b) B. G. J. G. : début et fin de l'année scolaire à dates fixes en avril (éviter les examens de passage et les devoirs de vacances pendant les grandes vacances).

Conclusion : constatations contradictoires, mais un seul avis favorable au déplacement de l'année scolaire vers les vacances de Pâques.

1.4.8. Avez-vous, en ce qui concerne la répartition de l'année scolaire, d'autres propositions qui soient de nature à aboutir à de meilleurs résultats ?

N. V. O. : non.

Conclusion : il n'est pas proposé de solution de rechange.

II. Étalement sur l'année du nombre total des semaines de vacances.

2.1.1. Est-il souhaitable d'éviter la concentration actuelle des vacances d'été ?

- a) N. V. O. : non, du point de vue pédagogique. Il y a lieu de distinguer entre l'intérêt général et l'intérêt du secteur touristique.

Conclusion : pas de modification pour l'enseignement.

2.4.2. Estimez-vous qu'un abrégement et un déplacement de ces semaines vers le mois de février ou d'octobre auraient une incidence pédagogique plus bénéfique ?

- a) N. V. O. : non, en raison du problème de l'accueil des élèves au cours de la saison défavorable (problèmes des enfants restant seuls à domicile, deux parents travaillant dehors).

Conclusion : le régime de vacances est lié à l'accueil des élèves pendant les heures de travail des parents.

2.4.3. Un régime de vacances différent pour un groupe de provinces constitue-t-il une solution acceptable ?

Quelles sont, à cet égard, vos propositions éventuelles ?

- a) N. V. O. : non, en raison de frustrations, etc.
b) N. S. V. K. O. : Le régime de vacances par rôle linguistique a été rejeté par :

92 % des directions
80 % des inspecteurs
du rôle linguistique néerlandais;
95 % des directions
96 % des inspecteurs
du rôle linguistique français.

Conclusion : régime uniforme pour tout le pays.

2.4.4. Quels sont les avantages et/ou les inconvénients de vacances d'été plus courtes ?

N. V. O. : inconvénients : étalement plus restreint des vacances familiales; possibilités plus limitées pour les élèves ayant des examens de passage et pour ceux travaillant pendant les vacances.

2.4.5. Quels sont les avantages et/ou les inconvénients de vacances supplémentaires en février ou en octobre ?

N. V. O. : Inconvénients : accueil des élèves en saison défavorable (problème des enfants restés seuls à domicile, les deux parents travaillant au-dehors).

Conclusion : les périodes de vacances supplémentaires posent des problèmes supplémentaires en ce qui concerne l'accueil des élèves.

2.4.6. L'augmentation du nombre de périodes de vacances ne suscite-t-elle pas de difficultés supplémentaires en ce qui concerne les possibilités d'accueil des enfants ?

N. V. O. : évidemment oui (accueil des élèves en saison défavorable). Problème des enfants restés à domicile, les parents travaillant au dehors.

1.4.7. Is de verplaatsing van het einde van het schooljaar naar het begin van de Paasvakantie een aanvaardbaar voorstel ?

- a) N. V. O. : helemaal niet.
b) B. G. J. G. : begin en einde schooljaar op een vaste datum in april (vermijden van herexamens en vakantietaken in grote vakantie).

Besluit : tegenstrijdige vaststelling, maar één advies voor verschuiving schooljaar naar Paasvakantie.

1.4.8. Heeft u andere voorstellen in verband met de indeling van het schooljaar die kunnen leiden tot betere resultaten ?

N. V. O. : neen.

Besluit : geen enkel alternatief wordt voorgesteld.

II. Spreiding van de totaliteit van de vakantieweken over het jaar.

2.1.1. Is het wenselijk de huidige concentratie van de zomervakantie te voorkomen ?

- a) N. V. O. : pedagogisch niet; onderscheid maken tussen algemeen belang en belang van toeristische sector.

Besluit : geen wijziging voor onderwijs.

2.4.2. Meent U dat een inkorting en een verplaatsing van deze weken naar februari of oktober een gunstiger pedagogische weerslag zal kennen ?

- a) N. V. O. : neen, opvang leerlingen in ongunstig seizoen (probleem : « sleutelkinderen »).

Besluit : vakantieregeling wordt gekoppeld aan opvang van leerlingen gedurende het werk van de ouders.

2.4.3. Is een verschillende vakantieregeling voor een groep van provincies een aanvaardbare oplossing ?

Welke zijn in dit verband uw eventuele voorstellen ?

- a) N. V. O. : neen; frustraties e.d.
b) N. S. V. K. O. : vakantieregeling per taalsysteem werd afgewezen door :

92 % van de directies
80 % van de inspecteurs
Ned. taalsysteem;
95 % van de directies
96 % van de inspecteurs
Frans taalsysteem.

Besluit : éénvormige regeling voor het ganse land.

2.4.4. Welke zijn de voor- en/of nadelen van een kortere zomervakantie ?

N. V. O. : Nadelen : beperkt spreiding van gezinsvakantie; beperkt kansen van leerlingen met herexamens en jobleerlingen.

2.4.5. Welke zijn de voor- en/of nadelen van bijkomende vakanties gedurende februari of oktober ?

N. V. O. : nadelen : opvang leerlingen in ongunstig seizoen (probleem : « sleutelkinderen »).

Besluit : bijkomende vakantieperiodes stellen bijkomende problemen voor de opvang van de leerlingen.

2.4.6. Geeft een vermeerdering van het aantal vakantieperiodes geen bijkomende moeilijkheden voor de opvangmogelijkheden van de kinderen ?

N. V. O. : uiteraard (opvang leerlingen in ongunstig seizoen) probleem : sleutelkinderen.

Conclusion : les périodes de vacances supplémentaires posent des problèmes supplémentaires en ce qui concerne l'accueil des élèves.

2.4.7. Que pensez-vous de chaque exemple en ce qui concerne les possibilités reprises au point 2.3 ?

- a) N. V. O. : maintien de la situation actuelle.
- b) H. S. V. K. O. : maintien de neuf semaines en juillet et août.
- c) C. O. N. O. : maintien de deux mois en juillet et août.

Conclusion : maintien du régime actuel.

2.4.8. Avez-vous des propositions à formuler quant à la durée des vacances d'été et à l'étalement des semaines de vacances ?

a) N. V. O. : non.

b) C. S. B. O. : après consultation des centres P. M. S. et des services d'orientation d'études et professionnelle :

Vacances d'été : 58 %, 9 semaines; 42 %, 7 semaines.

91 %, juillet-août; 9 %, 1^{er} juin-30 septembre.

Vacances de Noël : 53 %, 2 semaines; 47 %, 3 semaines.

Vacances de Pâques : 53 %, 2 semaines; 47 %, 3 semaines.

3 périodes de congé semi-trimestrielles (3 × 3 jours) : 90 % pour le maintien, 10 % ont émis un autre avis.

c) N. S. V. K. O. : vacances d'été : 9 semaines.

Pour : 73 % des directions, 69 % des inspecteurs (1).

juillet-août :

Pour : 88 % des directions, 72 % des inspecteurs des pourcentages repris au (1).

d) B. G. J. G. : vacances d'été : 6 semaines.

Vacances d'hiver : 3 semaines.

Vacances de Pâques : 2 semaines.

Congés ventilés par région ou par école : 2 semaines.

Conclusion : à l'exception du B. G. J. G., personne n'a prôné une modification de la situation existante.

2.4.9. Estimez-vous que les congés prolongés de fin de semaine soient de nature à produire des résultats pédagogiques favorables ?

a) N. V. O. : non, au contraire, elles doivent se limiter aux périodes où toute la famille est en congé.

b) N. S. V. K. O. : reporter les jours de congé des 8 mai et 15 novembre, de manière à constituer des congés prolongés de fin de semaine pour :

46 % des directions.

31 % des inspecteurs.

Le vendredi, lendemain de l'Ascension, devrait toujours être jour de congé pour :

87 % des directions.

77 % des inspecteurs.

c) C. O. N. O. : maintien de 6 demi-jours, à choisir par le pouvoir organisateur. Regroupement des jours de congé épars.

d) B. G. J. G. : favorable pour les élèves motivés, et négatif pour certains autres.

Conclusion : a) maintien de la liberté quant à l'octroi de 6 demi-jours;

b) congés prolongés de fin de semaine, uniquement en compensation des 8 mai et 15 novembre (deux jours de congé qui ne sont pas pour autant des jours de congé légaux).

2.5.0. Estimez-vous qu'il conviendrait de modifier le règlement existant pour l'année scolaire 1976-1977 ?

N. V. O. : non.

2.5.1. Estimez-vous que le régime actuel de l'enseignement primaire et secondaire puisse être modifié sans devoir apporter des modifications dans la situation de l'enseignement supérieur ?

N. V. O. : certainement pas.

Besluit : bijkomende vakantieperiodes stellen bijkomende problemen voor de opvang van de leerlingen.

2.4.7. Wat denkt u over elke van de voorbeelden van mogelijkheden onder 2.3 ?

- a) N. V. O. : opteert voor behoud van huidige situatie.
- b) H. S. V. K. O. : behoud van 9 weken in juli en augustus.
- c) C. O. N. O. : behoud van 2 maanden juli en augustus.

Besluit : behoud van huidige regeling.

2.4.8. Heeft u voorstellen in verband met de zomervakantieduur en de spreiding van de vakantieweken ?

a) N. V. O. : neen.

b) C. S. B. O. : na consultatie met P. M. S.-centra en diensten voor studie- en beroepsoriëntering :

Zomervakantie : 58 %, 9 weken; 42 %, 7 weken.

91 %, juli-augustus; 9 %, 1 juni-30 september.

Kerstvakantie : 53 %, 2 weken; 47 %, 3 weken.

Paasvakantie : 53 %, 2 weken; 47 %, 3 weken.

3 perioden half-trimestrieel verlof (3 × 3 dagen) : 90 % voor het behoud, 10 % ander idee.

c) N. S. V. K. O. : zomervakantie : 9 weken.

Pro : 73 % directies, 69 % inspecteurs (1).

Juli-augustus :

Pro : 88 % directies, 72 % inspecteurs van percentages vervat in (1).

d) B. G. J. G. : zomervakantie : 6 weken.

Wintervakantie : 3 weken.

Paasvakantie : 2 weken.

Streekgewijs of per school vrij : 2 weken.

Besluit : met uitzondering van de B. G. J. G. geen wijziging van huidige toestand.

2.4.9. Meent u dat verlengde week-ends gunstige pedagogische resultaten kunnen opleveren ?

a) N. V. O. : neen; integendeel : moeten beperkt blijven tot gelegenheden waarbij het ganse gezin vrij is.

b) N. S. V. K. O. : 8 mei en 15 november verplaatsen tot verlengde week-ends : pro :

46 % directies.

31 % van inspecteurs.

Vrijdag na O. H. Hemelvaart altijd vrije schooldag : pro :

87 % van directies.

77 % van inspecteurs.

c) C. O. N. O. : behoud van 6 halve dagen te kiezen door inrichtende macht. Groepering van de verspreide verlofdagen.

d) B. G. J. G. : gunstig voor gemotiveerde leerlingen en negatief voor sommige anderen.

Besluit : a) behoud vrijheid voor toekenning zes halve dagen;

b) verlengde week-ends uitsluitend als compensatie voor 8 mei en 15 november (twee verlofdagen, die geen wettelijke verlofdagen zijn).

2.5.0. Meent u dat een wijziging aan de bestaande regeling wenselijk is voor het schooljaar 1976-1977 ?

N. V. O. : neen.

2.5.1. Meent u dat de huidige regeling voor lager- en secundair onderwijs kan gewijzigd worden zonder wijzigingen aan te brengen aan de toestand voor het hoger onderwijs ?

N. V. O. : neen, in geen geval.

Considerations générales.

1. C.S.B.O.

Résultat de la consultation des centres P.M.S. et des services d'orientation professionnelle.

a) Durée des vacances d'été :

58 % en faveur de 9 semaines, 42 % en faveur de 7 semaines.

91 % juillet-août, 9 % étalé entre 1^{er} juin-30 septembre.

b) Vacances de Noël :

53 %, 2 semaines; 47 %, 3 semaines.

d) 3 périodes de congé semi-trimestrielles (3 fois 3 jours) :

90 % en faveur du maintien, 10 % en faveur d'une autre solution.

2. N.S.V.K.O.

Opinion de 80 % des inspecteurs et de 10 % de toutes les directions d'écoles.

A. Principes généraux.

— 89 % des directions d'écoles estiment que le régime actuel permet aux parents de prendre leurs vacances pendant la période qu'ils souhaitent.

— toute modification doit être justifiée du point de vue pédagogique.

B. Mesures concrètes.

1. La proposition d'un régime de vacances organisé selon le régime linguistique a été rejetée par :

92 % des directions, 80 % des inspecteurs (régime néerlandais).

95 % des directions, 96 % des inspecteurs (régime français).

2. Déplacement des jours de congé du 8 mai et du 15 novembre en vue d'obtenir des congés prolongés de fin de semaine :

Sont en faveur de cette solution : 46 % des directions, 31 % des inspecteurs.

Journée libre chaque vendredi après l'Ascension :

Sont en faveur de cette solution : 87 % des directions, 77 % des inspecteurs.

Début de l'année scolaire après les vacances d'été :

Sont en faveur de cette solution : 89 % des directions, 88 % des inspecteurs.

Vacances d'été : 9 semaines :

Sont en faveur de cette solution : 73 % des directions, 69 % des inspecteurs (1).

Juillet-août :

Sont en faveur de cette solution : 88 % des directions, 72 % des inspecteurs en pourcentage du (1).

Vacances de Pâques : 1 semaine avant et 1 semaine après Pâques :

Sont en faveur de cette solution : 49 % des directions, 60 % des inspecteurs en pourcentage du (1).

3. C.O.N.O.

— l'organisation des vacances scolaires doit avant tout tenir compte des nécessités pédagogiques;

— un groupe de travail comprenant des responsables de tous les réseaux, afin d'étudier le problème de la restructuration de l'année scolaire;

— date et durée des vacances d'été impossibles à changer (climat de notre pays);

— vacances de Pâques à dates fixes.

4. C.U.R.O. + A.C.V.

Aucune réponse définitive encore; examinera ce problème en même temps que l'A.C.V.

a) Du point de vue du tourisme : le problème nous est imposé par un élément économique, c'est-à-dire le tourisme : c'est une raison insuffisante.

Algemene beschouwingen.

1. C.S.B.O.

Uitslag van consultatie met P.M.S.-centra en diensten voor studie- en beroepsoriëntering.

a) Duur zomervakantie :

58 % voor 9 weken, 42 % voor 7 weken.

91 % juli-augustus, 9 % verruiming 1 juni-30 september.

b) Kerstvakantie :

53 % 2 weken, 47 % 3 weken.

c) 3 perioden half-trimestrieel verlof (3 x 3 dagen) :

90 % voor het behoud, 10 % ander idee.

2. N.S.V.K.O.

Mening van 80 % van de inspecteurs en 10 % van alle school-directies.

A. Algemene principes.

— 89 % van de schooldirecties meent dat de huidige regeling de ouders toelaat hun vakantie te nemen in de periode die zij wensen;

— elke verandering moet pedagogisch verantwoord zijn.

B. Concrete maatregelen.

1. Vakantieregeling per taalstelsel werd afgewezen door :

92 % van de directies, 80 % van de inspecteurs (Nederlands taalstelsel).

95 % van de directies, 96 % van de inspecteurs (Frans taalstelsel).

2. Verlofdagen 8 mei en 15 november verplaatsen om verlengd weekend :

Pro : 46 % directies, 31 % inspecteurs.

Vrijdag na O.H. Hemelvaart altijd vrije schooldag :

Pro : 87 % directies, 77 % inspecteurs.

3. Aanvang schooljaar : na zomervakantie :

Pro : 89 % directies, 88 % inspecteurs.

4. Zomervakantie : 9 weken :

Pro : 73 % directies, 69 % inspecteurs (1).

Juli-augustus :

Pro : 88 % directies, 72 % inspecteurs van percentages in (1).

Paasvakantie : één week vóór en één week na Pasen :

Pro : 49 % directies, 69 % inspecteurs van percentages in (1).

3. C.O.N.O.

— de organisatie van de schoolvakantie moet vooreerst rekening houden met de pedagogische noodzaken;

— werkgroep met verantwoordelijken van alle netten voor studie van herstructurering van het schooljaar;

— datum en duur van de zomervakantie onmogelijk te veranderen (klimaat van ons land);

— Paasvakantie op vastgestelde datum.

4. C.U.R.O. + A.C.V.

Nog geen definitief antwoord; zal samen met het A.C.V. het probleem behandelen.

a) Toeristisch : het probleem is opgedrongen door economisch element nl. toerisme : onvoldoende reden.

b) Du point de vue sociologique :

- tenir compte des conditions atmosphériques;
- risque qu'en cas d'étalement éventuel, les jours de congé d'une famille ne coïncident pas;
- nécessité d'un dialogue entre l'enseignement, l'industrie et le secteur tertiaire.

c) Du point de vue de l'enseignement :

L'étalement des vacances apportera-t-il une amélioration à la situation des élèves et des enseignants ?

Conclusion : pas d'opposition à l'étalement des vacances si celui-ci profite au bien-être social de la population et à l'amélioration de l'enseignement.

5. B. G. J. G.

a) Début et fin de l'année scolaire.

- dates fixes, en avril, afin d'éviter des examens de passage pendant les vacances d'été.

b) Etalement.

Recommandations suivantes :

- vacances d'été : 6 semaines;
- vacances d'hiver : 3 semaines;
- vacances de Pâques : 2 semaines.
- Par région ou par école, au choix : 2 semaines.
- vacances de Pâques : avril (la fête de Pâques étant la date-pivot);
- vacances d'été : 1^{er} juillet-15 août;
- vacances d'hiver : 1^{er} janvier comme date-pivot.

Conclusion.

L'immense majorité des instances consultées n'a pas répondu aux questions posées. Elles ont demandé un temps de réflexion plus long et désirent être associées aux discussions ultérieures relatives à l'étalement des vacances.

Des réponses obtenues, il résulte que celles-ci sont pour le maintien de l'actuelle subdivision de l'année, sauf quelques exceptions près, notamment :

1. Les vacances de Pâques en avril, si possible :
 - avec le dimanche de Pâques comme date-pivot;
 - à dates fixes.

2. Le vendredi après l'Ascension devrait être un jour de congé.

De plus amples discussions, non seulement du point de vue économique, mais surtout du point de vue pédagogique et social sont demandées. De l'avis du Ministre (N), les différents organismes se sont consultés mutuellement avec une certaine préjugé et dans un esprit trop conservateur.

Il faudra manifestement encore accentuer les efforts d'information du public. Une coordination et une étude plus approfondie sont indispensables. Peut-être l'année scolaire 1976-1977 apportera-t-elle le début d'un régime nouveau.

b) Sociologisch :

- rekening houden met weersomstandigheden;
- vrees bij eventuele spreiding van niet-samenvallen van vakantie-dagen in geen gezin;
- noodzaak van gesprek tussen onderwijs, industrie en diensten.

c) Onderwijs :

Zal de vakantiespreiding de toestand van de leerlingen en leerkrachten verbeteren ?

Besluit : niet gekant tegen vakantiespreiding indien ten goede komt aan sociaal welzijn van de bevolking en de verbetering van het onderwijs.

5. B. G. J. G.

a) Begin en einde van het schooljaar.

- vaste datum in april om herexamens tijdens grote vakantie te vermijden.

b) Spreiding.

Wordt als volgt aanbevolen :

- Zomervakantie : 6 weken;
- Wintervakantie : 3 weken;
- Paasvakantie : 2 weken.
- Streekgewijs of per school vrij : 2 weken.
- Paasvakantie : april (Pasen als spil);
- Zomervakantie : 1 juli-15 augustus;
- Wintervakantie : nieuwjaar als spil.

Besluit.

De overgrote meerderheid van de aangeschreven instanties heeft niet geantwoord op de gestelde vragen. Ze vragen een langere bedenktijd en wensen betrokken te worden bij de verdere besprekingen i.v.m. de vakantiespreiding.

Uit de antwoorden die binnen gekomen zijn is gebleken dat men voor het behoud is van de huidige jaarindeling op enkele uitzonderingen na o.a. :

1. Paasvakantie in april zo mogelijk :
 - met Paaszondag als spil;
 - op vastgestelde datum.

2. Vrijdag na O. H. Hemelvaart vrije schooldag.

Men vraagt een verdere bespreking niet alleen economisch gezien, maar vooral pedagogisch en sociaal. Naar de mening van de Minister (N) hebben de verscheidene instanties onderlinge consultaties gehouden met een bepaald vooroordeel en met een te conservatieve geest.

Blijkbaar moet een nog grotere inspanning tot informatie worden gevoerd. Coordinatie en verdere bestudering is onontbeerlijk. Wellicht komt er een begin van nieuwe regeling in het schooljaar 1976-1977.

ANNEXE 7.

Budget de l'Education nationale — régime néerlandais —
pour l'année budgétaire 1976.

Total des dépenses courantes :

78 402,8 millions de francs (Parlement)
2 120,8 millions de francs (Conseil culturel)
80 523,6 millions de francs.

1) Traitements enseignement de l'Etat (art. 11.03) (Sections II, III, IV et VI-b) 15 740,8 millions de francs, soit 9,54 %.

2) Subventions-traitements enseignement officiel subventionné (art. 43.01) 7 923,8 millions de francs, soit 9,84 %.

3) Subventions-traitements enseignement libre subventionné (art. 44.01) 33 100,2 millions de francs, soit 41,10 %.

4) Subventions de fonctionnement et objets classiques pour l'enseignement officiel subventionné (art. 43.02 et 43.03) 1 042,6 millions de francs, soit 1,29 %.

5) Subventions de fonctionnement et objets classiques pour l'enseignement libre subventionné (art. 44.02 et 44.03) 5 195,8 millions de francs, soit 6,45 %.

6) Allocations de fonctionnement aux universités (art. 44 et 01) 7 224,1 millions de francs, soit 8,97 %.

7) Autres traitements :

— Dépenses du cabinet (art. 11.01 et 11.02)	} 1 796,4 millions de francs soit 2,23 %.
— Administration générale (art. 11.03 et 11.10)	
— Administration des services communs de l'Education nationale (art. 11.03, 43.01 et 44.01)	
— Recherche scientifique (art. 11.03)	

* * *

I. — Totaux pour les traitements.

15 740,8 millions de francs (Etat)
7 923,8 millions de francs (officiel subventionné)
33 100,2 millions de francs (libre subventionné)
1 796,4 millions de francs (autres traitements)

58 561,2 millions de francs, soit 72,72 %.

Au montant précité, il convient, en fait, d'ajouter les trois crédits provisionnels qui se rapportent également aux traitements et aux subventions-traitements.

58 561,2 millions de francs
0,2 millions de francs (crédits provisionnel Conseil culturel indice + programmation sociale)
1 933,7 millions de francs (crédits provisionnel Parlement indice + programmation sociale)
477,4 millions de francs (crédit provisionnel Parlement applications normes nouvelles personnel éducatif auxiliaire et personnel administratif dans l'enseignement subventionné)

60 972,5 millions de francs, soit 75,72 %.

II. — Total frais de fonctionnement et objets classiques enseignement subventionné :

1 042,6 millions de francs (officiel subventionné)
5 195,8 millions de francs (libre subventionné)

6 238,4 millions de francs, soit 7,74 %.

BIJLAGE 7.

Begroting van Nationale Opvoeding
Nederlandstalig regime — voor het begrotingsjaar 1976.

Totaal lopende uitgaven :

78 402,8 miljoen frank (Parlement)
2 120,8 miljoen frank (Cultuurraad)
80.523,6 miljoen frank.

1) Wedden Rijksonderwijs (art. 11.03) (secties II, III, IV en VI-B) 15 740,8 miljoen frank hetzij 9,54 %.

2) Weddetoelagen officieel gesubsidieerd (art. 43.01) 7 923,8 miljoen frank hetzij 9,84 %.

3) Weddetoelagen vrij gesubsidieerd (art. 44.01) 33 100,2 miljoen frank hetzij 41,10 %.

4) Werkingstoelagen en schoolbehoeften officieel gesubsidieerd (art. 43.02 en 43.03) 1 042,6 miljoen frank hetzij 1,29 %.

5) Werkingstoelagen en schoolbehoeften vrij gesubsidieerd (art. 44.02 en 44.03) 5 195,8 miljoen frank hetzij 6,45 %.

6) Werkingsuitkeringen universiteiten (art. 44 en 01) 7 224,1 miljoen frank hetzij 8,97 %.

7) Andere wedden :

— kabinetsuitgaven (art. 11.01 en 11.02)	} 1 796,4 miljoen frank hetzij 2,23 %.
— Algemeen Bestuur (art. 11.03 en 11.10)	
— Bestuur van de gemeenschappelijke diensten voor Nationale Opvoeding (art. 11.03, 43.01 en 44.01)	
— Wetenschappelijk Onderzoek (art. 11.03)	

* * *

I. — Totaal wedden :

15 740,8 miljoen frank (Rijk)
7 923,8 miljoen frank (officieel gesubsidieerd)
33.100,2 miljoen frank (vrij gesubsidieerd)
1 796,4 miljoen frank (andere wedden)

58 561,2 miljoen frank hetzij 72,72 %

Bij voornoemd bedrag dient men in feite de drie provisionele kredieten te voegen die eveneens betrekking hebben tot wedden en weddetoelagen.

58 561,2 miljoen frank
0,2 miljoen frank (provisioneel krediet Cultuurraad index + sociale programmatie)
1 933,7 miljoen frank (provisioneel krediet Parlement index + sociale programmatie)
477,4 miljoen frank (provisioneel krediet Parlement toepassing nieuwe normen opvoedend hulp personeel en administratief personeel in het gesubsidieerd onderwijs).

60 972,5 miljoen frank hetzij 75,72 %.

II. — Totaal werkingstoelagen en schoolbehoeften gesubsidieerd onderwijs :

1 042,6 miljoen frank (officieel gesubsidieerd)
5 195,8 miljoen frank (vrij gesubsidieerd)

6 238,4 miljoen frank hetzij 7,74 %.

III. — Total traitements, subventions-traitements, subventions de fonctionnement et objets classiques, allocations de fonctionnement universités et allocations d'études.

1) Sans crédits provisionnels.

58 561,2 (traitements et subventions-traitements)
6 238,4 (subventions de fonctionnement et objets classiques)
7 224,1 (allocations de fonctionnement universités)
1 736,2 (allocations d'études)

73 759,9 soit 91,60 %.

2) Avec crédits provisionnels.

60 972,5 (traitements et subventions-traitements)
6 238,4 (subventions de fonctionnement et objets classiques)
7 224,1 (allocations de fonctionnement universités)
1 736,2 (allocations d'études)

76 171,2 soit 94,59 %.

III. — Totaal wedden, weddetoelagen, werkingstoelagen en schoolbehoeften, werkingsuitkeringen universiteiten en studietoelagen.

1) Zonder provisionele kredieten.

58 561,2 (wedden en weddetoelagen)
6 238,4 (werkingstoelagen en schoolbehoeften)
7 224,1 (werkingsuitkeringen universiteiten)
1 736,2 (studietoelagen)

73 759,9 hetzij 91,60 %.

2) met provisionele kredieten.

60 972,5 (wedden en weddetoelagen)
6 238,4 (werkingstoelagen en schoolbehoeften)
7 224,1 (werkingsuitkeringen universiteiten)
1 736,2 (studietoelagen)

76 171,2 hetzij 94,59 %.

ANNEXE 8.

Rationalisation du transport scolaire pour les écoles de l'E. S. de Courtrai.

Le Ministre (N) a ajouté que l'expérience de transport scolaire en commun pour toutes les écoles de l'enseignement spécial a débuté le 1^{er} septembre dans la région de Courtrai.

En vue de préciser quelque peu la portée de cette coopération, le Ministre a déclaré que celle-ci avait été totale entre les établissements de l'Etat et les établissements subventionnés, son but étant de mettre sur pied le transport en commun des élèves de l'école de l'Etat de Marke et de cinq écoles de l'enseignement spécial du secteur libre subventionné et d'intégrer le transport scolaire des élèves d'une école libre pour filles et d'une école libre pour garçons, d'une part, et d'écoles mixtes de l'enseignement subventionné, d'autre part.

Cette coopération prévoyait en outre la fusion des différents niveaux de l'E. P. S. et de l'E. T. C., compte tenu des différences respectives en matière d'heures de cours et d'heure du début des cours; elle prévoyait encore l'intégration du transport scolaire des écoles d'importance faible et moyenne ainsi que l'intégration des élèves des différents types d'E. S., notamment de ceux des types 1 et 2 avec ceux des types 4 d'âges différents.

Cette expérience concernait des écoles à zones de recrutement très différentes, étalées sur 58 communes.

La coopération de la fédération des exploitants d'autobus, des représentants pour l'E. S. de la Fédération de l'enseignement catholique, des fonctionnaires du Service du ramassage scolaire du département ainsi que des diverses directions ou des divers pouvoirs organisateurs a été totale, de même d'ailleurs que celle des autorités locales, qui ont non seulement veillé à fournir un encadrement complémentaire, mais ont également accordé spontanément l'usage des emplacements du parc de stationnement des Halles.

Cette coopération, qui a pu être constatée « de visu », est basée sur le respect total de tous les élèves, des enseignants et des directions. Elle n'a été possible qu'après l'échange de toutes les informations sur les élèves, leurs domiciles, les parcours antérieurs des autobus, les prix au kilomètre, etc.

Ces informations ont été rassemblées en un tout, ce qui a permis de réaliser des économies importantes.

A l'heure actuelle, toutes les mesures sont prises et une réorganisation est en préparation en vue de mettre au point les nouveaux parcours sur la base des inscriptions nouvelles; dans ce domaine on s'efforcera surtout d'atteindre les objectifs suivants :

- nouveau raccourcissement des parcours et, éventuellement, nouvelle répartition des enfants entre les véhicules;
- déchargement des enfants habitant à proximité des écoles, sans les transporter au lieu de rassemblement;
- restructuration des divers parcours en vue de pouvoir réaliser de nouvelles réductions kilométriques.

Le Ministre a encore déclaré que l'année passée 31 autobus desservaient 88 communes. Actuellement, ce même nombre d'autobus dessert 110 communes.

En l'absence de rationalisation, il aurait fallu prévoir cette année deux à trois parcours supplémentaires pour l'école de l'Etat et au moins cinq parcours pour les écoles subventionnées, ce qui aurait entraîné une augmentation totale d'au moins 750 kilomètres par jour.

Le schéma ci-après permet de comparer clairement la situation avant et après la rationalisation, compte tenu de la population scolaire et du domicile des élèves en 1975-1976.

Il n'est pas sans intérêt de souligner que la durée de transport a été abrégée de quelque 32 %, c'est-à-dire que si elle était de 60 minutes antérieurement elle n'est plus que de 41 minutes actuellement.

En outre, la réduction annuelle du kilométrage atteint quelque 290 000 km, soit 30 %; la réduction de la distance parcourue par jour est de quelque 1 600 km, tandis que les économies quotidiennes s'élèvent à 43 500 F.

BIJLAGE 8.

Rationalisatie leerlingenvervoer Kortrijkse B. O. scholen.

De Minister (N) verklaart dat per 1 september in het Kortrijkse het experiment voor het gemeenschappelijk leerlingenvervoer voor alle B. O. scholen startte.

Om de draagwijdte van de samenwerking enigszins nader te bepalen verklaart de Minister dat de samenwerking tussen Rijks- en gesubsidieerde inrichtingen totaal is geweest voor het totstandbrengen van gemeenschappelijk vervoer van de leerlingen van de Rijksschool te Marke en vijf B. O. scholen van de vrije gesubsidieerde sector, alsook de integratie van het leerlingenvervoer van de vrije meisjesschool en een vrije jongensschool met gemengde scholen van het gesubsidieerd onderwijs.

Deze samenstelling voorzag bovendien de samenvoeging tussen de verschillende niveaus L. B. O. en T. B. O. met de verbandhoudende verschillen in lestijden en beginuren; een integratie van het leerlingenvervoer van kleine en middelmatige scholen; de integratie van de leerlingen behorend tot verschillende types B. O. namelijk type 1 en 2 met type 4 van verschillende leeftijden.

Dit experiment sloeg op scholen met zeer verschillende recruiteringsgebied gespreid over 58 gemeenten.

De medewerking van de Federatie der busuitbaters en de verantwoordelijken voor het B. O. van de Vereniging van het katholiek onderwijs en de ambtenaren van de Dienst leerlingenvervoer van het departement zonder te spreken van de diverse directies en inrichtende machten was totaal alsook de totale medewerking van de plaatselijke autoriteiten, die niet alleen zorgden voor bijkomende begeleiding, maar de parkeer-ruimte van deze Hallen bereidwillig ter beschikking stelden.

De « de visu » vastgestelde samenwerking is gebaseerd op het volledig respect voor alle leerlingen, leerkrachten en directies. Zij werd mogelijk na uitwisseling van alle gegevens omtrent leerlingen, woonplaatsen, vroegere busritten, kilometerprijzen, enz.

Deze inlichtingen werden gebundeld tot een geheel dat resulteerde in belangrijke bezuinigingen.

Op dit ogenblik worden alle maatregelen genomen en reorganisaties uitgewerkt om de nieuwe ritten ontstaan op basis van de nieuwe inschrijvingen volledig op punt te stellen en hierbij zullen vooral volgende doeleinden nagestreefd worden :

- verdere inkorting van de ritten en eventuele herverdeling van de kinderen over de bussen;
- het afzetten van kinderen wonend dicht bij de scholen zonder deze te brengen naar de verzamelplaats;
- de herstructurering van de verschillende ritten om verdere kilometerbeperkingen te kunnen bekomen.

De Minister verklaart verder dat vorig jaar 88 gemeenten werden aangedaan door 31 bussen. Nu blijft dit aantal bussen ritten behouden voor 110 gemeenten.

Zonder rationalisatie zouden dit jaar voor de Rijksschool 2 à 3 bijkomende ritten dienen voorzien te worden en voor de gesubsidieerde scholen min. 5 ritten met een totale verhoging van minimum 750 km per dag.

Hiernavolgend schema toont duidelijk aan welke de vergelijking is tussen gerationaliseerde en niet gerationaliseerde toestanden op basis van de leerlingenaantallen en de woonplaats 1975-1976.

Het is niet zonder belang erop te wijzen dat er een inkorting van vervoertermijnen met ongeveer 32 %, werd bereikt zodat een vroeger transportuur van 60 minuten teruggebracht werd op 41 minuten.

Bovendien is er een jaarlijkse bezuiniging van ongeveer 290 000 km of een totaal van 30 % met dagelijks een uitgespaarde afstand van ongeveer 1 600 km, terwijl de dagelijkse bezuinigingen 43 500 F bedragen.

	Totaux — Totalen				
	Autobus — Bussen	Km par jour — Km/dag	Coût par jour — Kosten/dag	Durée par jour — Duurtijd dag	
Avant la rationalisation	36	5 354	145 093	106 u 30	Niet-gerationaliseerd.
Après la rationalisation	31	3 746	101 516	72 u	Gerationaliseerde toestand.
Différence	5	1 608	43 577	34 u 30	Verschil.
Différence en %	13,9 %	30,03 %	30,03 %	32,40 %	% verschillen.
Incidence annuelle sur la base de 180 jours .		289 440	7 843 860	6 210 u	Weerslag per jaar op basis van 180 dagen.

Conclusions.

La fusion — à une telle échelle — du transport des élèves appartenant aux différents secteurs a non seulement une importance historique, elle doit également être considérée comme un exemple du respect des conceptions d'autrui, donné par les moins favorisés de notre société.

Cette conception nouvelle du transport cadre parfaitement avec une conception de la société visant à donner, sans gaspillage d'argent, le maximum de soins à nos enfants de l'enseignement spécial. Le transport est, en l'occurrence, un moyen complémentaire d'apaisement, de compréhension et de respect mutuel, qui permet à la mission éducative de s'exercer à l'abri des passions et de manière à garantir l'intégration ultérieure de ces enfants dans la société avec les plus fortes chances de succès.

Données : statistiques.

Les statistiques suivantes peuvent être consultées au greffe de la Chambre :

1. Structure des dépenses : régime français (de 1972 à 1976) en chiffres et en pour-cent.

2. Population scolaire : régime français et régime néerlandais.

3. Note complémentaire sur l'étalement des vacances, notamment dans les divers pays européens.

4. Evolution des effectifs scolaires (régime linguistique français, néerlandais et allemand).

5. Evolution en pourcentage du rapport entre les effectifs scolaires garçons-filles (français, néerlandais, allemand).

6. Evolution des effectifs scolaires par pouvoir organisateur (français, néerlandais, allemand).

7. Evolution de l'effectif scolaire total (national).

8. Réaffectation dans les différentes provinces (régime néerlandais).

9. Normes de population par classe dans l'enseignement rénové (régime néerlandais).

10. Arrêté royal du 19 octobre 1959,
Arrêté royal du 25 août 1963,
Arrêté royal du 15 décembre 1973,
sur les normes de population scolaire.

11. Dépenses pour l'enseignement préscolaire, primaire, secondaire, supérieur non-universitaire et universitaire (régime néerlandais) depuis 1968 jusque 1975.

Besluiten.

Deze samenvoeging op dergelijke schaal van het leerlingenvervoer behorend tot de verschillende sectoren is niet alleen een historische gebeurtenis, maar dient beschouwd als een voorbeeld gegeven door de minst bevoorrecht in onze maatschappij tot het nastreven van respect voor de opvattingen van anderen.

Deze nieuwe vervoeropvatting kadert volledig in de betrachting van de gemeenschap om zonder geldverspilling te komen tot een maximale zorg voor onze B. O. kinderen. Vervoer is hier een bijkomend middel tot rust, begrijpen, wederzijds respect om de opvoedingstaak wars van alle passies uit te oefenen met de meeste kansen tot verdere integratie van deze kinderen in de maatschappij.

Gegevens : statistieken.

Volgende statistieken liggen op de griffie van de Kamer ter inzage :

1. Structuur van de uitgaven : Frans taalstelsel (van 1972 tot 1976) in cijfers en in percentage uitgedrukt.

2. Schoolbevolking : Frans en Nederlands taalstelsel.

3. Aanvullende nota over de vakantiespreiding met name in de verschillende Europese landen.

4. Ontwikkeling van de schoolbevolking (Frans, Nederlands en Duits taalstelsel).

5. Ontwikkeling, in percentage uitgedrukt, van de verhouding van het aantal meisjes-jongens in de schoolbevolking (Frans, Nederlands en Duits taalstelsel).

6. Ontwikkeling van de schoolbevolking per inrichtende macht (Frans, Nederlands en Duits taalstelsel).

7. Ontwikkeling van de totale schoolbevolking (voor het land).

8. Wederindienstneming in de verschillende provincies (Nederlands taalstelsel).

9. Normen voor de schoolbevolking per klas, in het vernieuwd onderwijs (Nederlands taalstelsel).

10. Koninklijk besluit van 19 oktober 1959,
Koninklijk besluit van 25 augustus 1963,
Koninklijk besluit van 15 december 1973,
betreffende de normen inzake schoolbevolking.

11. Uitgaven voor het voorschools, lager, secundair, hoger niet-universitair en universitair onderwijs (Nederlands taalstelsel) vanaf 1968 tot 1975.